

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**LES DEBATS RELATIFS AU SYSTEME DE
SCHENGEN AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE
FACE AUX NOUVELLES VAGUES MIGRATOIRES**



THESE DE MASTER RECHERCHE

Nazlı Ecem TÜYSÜZ

Directeur de Recherche: Prof. Dr. Ercüment TEZCAN

JUIN 2016

REMERCIEMENTS

Je remercie Prof. Dr. Ercüment TEZCAN pour m'avoir encouragée pendant tout mon travail avec sa vaste connaissance et son expérience et orienter la thèse dans le bon sens. Merci de vos conseils si précieux, de vos encouragements tout au long de mon travail.

Je remercie mes professeurs Füsün TÜRKMEN, Ali Faik DEMİR, Selcan SERDAROĞLU qui nous ont transféré leurs connaissances avec une grande patience.

Mes remerciements vont tout particulièrement à mes parents qui me donnent une identité, donnent leur soutien quotidien indéfectible. Ils sont présents tout le temps pour écarter les inquiétudes et partager les joies, un grand merci à ma cousine Cansu KOMAN qui est ma plus grande source de motivation.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
I) AMBIGUITÉS INTERNES DE L'ESPACE SCHENGEN.....	3
A) Un Cadre Juridique Controversé.....	3
1) Le Contenu de l'Accord de Schengen	5
2) Convention de l'application de l'accord de Schengen.....	7
c) Le Système de Dublin.....	16
B) Une Pratique Desordonnée sous l'influence des Crises	23
1) La Crise Franco-italienne	23
2) La Crise de pays sûrs	30
3) La position différente des États membres : La source de controverse.....	35
II) LA CRISE MIGRATOIRE : EXTERNALISATION DU PROBLEME DE GOVERNANCE DE L'ESPACE SCHENGEN	54
A) La Crise Migratoire : La Fin de l'Espace Schengen ?	54
1) Les afflux migratoires vers l'Europe	55
B) La Turquie: Héro ou Antihéro du Système Schengen?.....	84
1) La Turquie et l'UE avant la crise.....	84
2) L'accord de réadmission : Une page Blanche dans les Relations.....	92
C) Un autre dilemme : Sauver l'espace Schengen ou Sauver l'UE ?	97
CONCLUSION	103

ABBREVIATION

CDJUE: La Cour de Justice de l'Union européenne

C-SIS: Le système d'Information central

EASO: European Asylum Support Office

FRONTEX: Frontières extérieures (l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne)

ISIS: Le système d'information de Schengen

N-SIS: Le système d'information national

ONG: Organisation non gouvernementale

ONU: Organisation des Nations unies

DMA: Destruction mutuelle assurée

UNHCR: Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

UNICEF: Fonds des Nations unies pour l'enfance

UE: Union européenne

RESUME

Le système Schengen est l'un des acquis le plus important et le plus connu de l'UE. Le système Schengen qui avait commencé en 1985 dans le cadre intergouvernementale entre les 5 États européens, a été communautarisé avec le Traité d'Amsterdam en 1999. L'acquis de Schengen offre aux citoyens des États membres la possibilité de voyager sans passeport dans les frontières intérieures de Schengen. En même temps, il a réalisé l'un des libertés fondamentales de l'UE : la libre circulation des personnes. Donc ce système renforce l'intégration européenne et aide au rapprochement des citoyens européens. Il a joué un rôle clé concernant la cohésion sociale et l'intégration européenne.

La liberté de circulation dans les frontières intérieures et la sécurité aux frontières extérieures sont devenues les éléments constitutifs de Schengen. De ce fait, le système Schengen ressemble à une citadelle qui n'a pas de frontières à l'intérieur mais qui possède des murs puissants à l'extérieur. La logique de la liberté à l'intérieure et la sécurité à l'extérieur cause la formation des dilemmes au système Schengen. Les documents juridiques qui créent le système Schengen n'ont pas pu dépasser le dilemme de sécurité-liberté et cela a causé des problèmes en application du système Schengen. Cela cause l'impuissance du système Schengen face aux crises senties à l'UE et le système Schengen devient la cible des critiques. La liberté de circulation des personnes qui est l'un des acquis le plus important est devenue une question controversée en raison de la glissance de la base juridique. Contrairement à ses buts, le système Schengen est au centre des problèmes de sécurité et cela met la libre circulation en danger.

Les États membres strictement obsédés pour leur souveraineté qui est le plus grand problème de l'UE endommage aussi l'application du système Schengen. Les actes discrétionnaires des États membres pendant chaque crise nuisent à la libre circulation. Surtout, ces attitudes des États membres concernant les nouveaux afflux de migration qui commencent en 2010 et sont formés avec les dynamiques de l'ère de globalisation, cause le grandissement des crises.

Les vagues d'immigration provoquées par le printemps arabe conduisent aux crises qui secouent les dynamiques de l'acquis de Schengen. L'Italie a subi la grande pression de migrants nord-africains après la révolution en Tunisie. Ces migrants nord africains étaient la cause principale de litige entre la France et l'Italie. La majorité des immigrants tunisiens en raison des liens historiques entre la Tunisie et la France ont indiqués qu'ils voulaient aller vivre en France avec leur famille et leurs proches (qui avaient déjà habités en France). De l'autre côté, les migrants qui n'ont pas de relatifs en France, voulait aussi y arriver parce qu'ils parlent le français. C'est pour cela qu'il est plus facile de vivre en France. De ce fait, l'Italie a ouvert la voie

de France en leur donnant des documents temporaires de voyage. Mais l'arrêt du train qui transportait les immigrés tunisiens à la frontière par la France déclenchait la crise. La France défendait que les documents donnés par l'Italie aux immigrés ne fournissaient pas les avantages de libre circulation tandis que l'Italie a accusé la France de violer les obligations de Schengen. Donc la crise provoquait l'augmentation de tension entre les deux pays moteurs de l'Europe concernant l'un des acquis fondamentaux de l'UE. Surtout les partis d'extrême droite en utilisant les discours populistes suggéré que le système Schengen doit être remplacé. La résolution du problème est devenue une démonstration mutuelle de force par les deux parties en dehors du cadre juridique. Les menaces réciproques de deux parties ont causé l'utilisation fréquente des discours concernant la suspension, l'amélioration et la disparation de Schengen. De ce fait, le système Schengen est devenu le responsable des attitudes négatives des États au propos de l'immigration. La diminution de la confiance au système Schengen était évidente après cette crise.

Une autre crise a été éclatée avant la disparation des effets de la crise franco-italienne. La Bulgarie et la Roumanie qui ont achevés le premier grand but de leurs politiques étrangères avec l'adhésion à l'UE voulait adhérer à l'espace Schengen. Cela a créé la deuxième grande crise. La Bulgarie et la Roumanie a complété tous les travaux de préparation pour adhérer à l'espace de Schengen. Certains États membres comme la France et le Pays Bas s'opposaient à la participation de ces deux pays à l'espace Schengen. L'inquiétude de ces États était la corruption qui est le problème fondamental de la Bulgarie et la Roumanie. Ils ont avoué que la corruption et la manque de sécurité pourraient être manipulés pour endommager l'espace Schengen. Cela nous montrait que la capacité de faire les préparations techniques n'est pas suffisante pour gagner le confiance des États membres de l'UE. La Bulgarie et la Roumanie qui ont fait des dépenses de millions d'euro afin de moderniser leurs systèmes, ont été trahit par ces États membres. Cette déception cause la polarisation au sein de l'UE et nuit la cohésion européenne. Les anciens États membres de l'UE ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à accepter les nouvelles États membres. Ces derniers ont senti que les anciens États membres les excluaient. Cela a diminué le sentiment d'être uni pendant les temps des crises et incitait les États à prendre les décisions discrétionnaires ce qui est contre la logique d'intégration. Mais toutes ces crises n'étaient que des petites épreuves pour l'UE.

La crise des réfugiés provoquée par des crises politiques au Moyen Orient est le plus grand exode vu en Europe depuis la Seconde Guerre Mondiale. La crise se transforme en drame humanitaire. Pour les gens désespérés qui doivent quitter leurs pays, l'Europe devient le centre d'espoir. Certains réfugiés essayent d'arriver en Europe à travers le Méditerranée tandis que d'autres ont tenté de rejoindre l'Europe à pied. Le voyage avec le bateau et les équipements inappropriés aux conditions de Méditerranée fait cette mer le centre des drames humanitaires. L'Italie et la Grèce deviennent les deux points d'arrêts importants des afflux migratoires. Ces deux États membres qui vivent la difficulté concernant le contrôle des afflux migratoires deviennent la cible des critiques des États membres de l'UE. De l'autre côté, le groupe Visegrad surtout la Hongrie a créé les obstacles diplomatiques, politiques et

physiques pour les immigrés qui tentent de rejoindre en Europe à pied. Viktor Orbán renforce ses discours anti réfugiés avec ses actes : La Hongrie a essayé de se sauver aux afflux migratoires en construisant un grillage de barbelés à sa frontière avec la Serbie. En plus, l'adoption de la loi qui interdit l'essai de passer ces obstacles renforce la position anti migratoire de la Hongrie. De ce fait, les obstacles physiques ont gagné une base juridique. Tous ces événements font de la Hongrie un représentant importante d'un groupe au sein de l'UE. La Hongrie devient la porte-parole de nationalisme, xénophobie et l'opposition à Schengen. De l'autre côté, l'Allemagne devient la source d'espoir des migrants. L'approche positive de Merkel concernant la vague de migration augmente l'attraction de l'Allemagne au sein des réfugiés. Cette vague d'immigration peut être la remède au problème de la population vieillissante de l'Allemagne. Mais pour arriver en Allemagne, il faut passer les deux voies assez dangereuses : prendre le voyage dangereux par la voie de mer ou essayer de passer la Hongrie. Ces deux voies contiennent les risques mortels. Malgré cela, les réfugiés prennent ces risques. A cause de l'absence d'une approche commune et de politiques d'immigration cohérentes, la crise continue à s'aggraver.

La cause du désordre et les problèmes sécuritaires créés par l'afflux migratoire a été vu comme la libre circulation des personnes. Les discours de Sarkozy et Donald Tusk au propos de l'avenir du système Schengen, nous montre que l'UE est prête de se sacrifier pour se sauver de cette catastrophe. Mais il faut penser sur l'avenir de l'UE sans le système Schengen. Il est évident que la suspension ou l'annulation du système Schengen influenceraient directement le tourisme et le commerce en Europe. Les analystes ont fait plusieurs prévisions concernant l'économie de l'UE en absence du système Schengen. Les effets sociaux qui ne peuvent pas exprimer sous forme de nombres sont aussi importants. Les jeunes européens qui s'habituent à voyager, travailler et étudier sans être subi aux contrôles frontaliers ne feront pas la confiance à l'UE sans Schengen. La perte d'un droit qui influence directement à la vie des citoyens européennes pourront transformer l'UE en une communauté inefficace. L'Union qui perd le soutien des citoyens est condamné à perdre sa puissance à court terme et à mourir à long terme.

En outre, le système Schengen qui n'a pas provoqué la crise de réfugiés n'a pas l'obligation de résoudre la crise. La conformité de la base juridique du système Schengen au droit communautaire est discutable. Le système Schengen qui était le produit d'un accord intergouvernemental a été transféré au droit communautaire. A cela s'ajoute le dilemme entre la sécurité et la liberté. Mais le cœur du problème est différent : les attitudes involontaires des États membres. En plus, les vagues d'immigration qui se forment avec les dynamiques de 21. Siècles ne peuvent pas résoudre avec les méthodes archaïques. Et un seul État ne peut pas prendre la responsabilité de la résolution de la crise. La crise est le problème commun de l'Europe. Les problèmes communs ne peuvent pas être résolus en absence de solutions communes et politiques communes. Le multilatéralisme et la confiance aux institutions de l'UE peuvent être la clé de la solution. Traiter les propositions de la Commission européenne en évitant les préjugés et penser les intérêts communs au

lieu de souveraineté sera bénéfique pour l'avenir de l'UE. A côté de cela, il faut faire le pas plus concret.

L'UE doit mettre en place une opération de sauvetage conforme aux conditions de Méditerranée pour pouvoir empêcher les drames en Méditerranée car chaque tragédie diminue le prestige de l'UE à la scène internationale. L'opération Triton est loin d'assurer cette tâche à cause de l'insuffisance de son équipement, son budget et sa mission. L'opération Mare Nostrum mené par l'Italie a été remplacée et prend le nom de Triton. Mais il n'est pas acceptable qu'une opération financé par l'UE a un budget plus petit que celle de l'Italie. De l'autre côté, il faut régler les afflux migratoires aux frontières terrestres. Il faut aussi investir les pays frontaliers de l'UE comme l'Italie et la Grèce qui subissent la plus grande pression migratoire. En même temps, il faut travailler avec les organisations non gouvernementales qui connaissent le terrain et savent les problèmes pour améliorer les conditions des camps de réfugiés. Ces camps ont une importance vitale pour la santé, l'éducation des réfugiés et l'aide juridique. L'unification du soutien des volontaires avec le savoir des professionnelles peut transformer des campements en centre d'espoir pour les réfugiés. Tous cela demande de dépenses importantes qui peuvent être la cause d'une crise économique au sein de l'UE. De ce fait, la répartition équitable des sources est importante. L'accord de réadmission conclu avec la Turquie possède plusieurs risques. La défaillance de promesses données à la Turquie au propos de libéralisation des visas pourrait causer l'annulation de cet accord. La répartition équitable de 3 milliard d'euro promis à la Turquie est profitable pour les deux parties. La Turquie ne prendrait pas la responsabilité de la résolution d'une crise de grande envergure et l'UE éviterait les solutions risquées basées sur un pays.

A côté de ces recherches de solutions (mentionnées ci-dessus), il existe aussi des propositions concernant l'amélioration de système Schengen. Mais ce ne sont pas des solutions optimales dans le sens où elles renferment l'exclusion de certains États membres. Justement, la proposition fameuse Mini Schengen consiste à exclure quelques États à l'espace Schengen. L'exclusion signifie la perte des droits pour les citoyens des États exclus. Les autres propositions soulignent la sécurisation des frontières et l'augmentation des contrôles. Mais ce type de proposition peut causer la perte d'essence du système Schengen. Le système Schengen qui a été secoué par les crises peuvent être réformé. Mais il faut éviter les réglementations radicales, l'exclusion de certains États et la perte de droit. Sinon, l'UE va perdre l'un de ses acquis et se reculer contrairement à sa tradition. Cette situation n'aidra pas à la résolution des crises et créera des nouvelles équations complexes à l'UE. La feuille de route la plus importante pour l'UE est la fin de la polarisation, le retour à valeurs européennes, la mise de l'accent sur le multilatéralisme et la prise de décisions qui reflètent le bon sens et les intérêts communs.

ABSTRACT

The Schengen system is one of the most important and the best known achievements of the EU. The Schengen system that began in 1985 in the intergovernmental framework between five European countries was communitarised by the Treaty of Amsterdam in 1999. The Schengen acquis provides citizens of the Member States the possibility to travel without passports within the borders internal Schengen. At the same time, he made one of the fundamental freedoms of the EU: the free movement of persons. So this system reinforces European integration and help to bring European citizens. He played a key role for social cohesion and European integration.

Freedom of movement within the internal borders and security at external borders have become the constituent part of Schengen. Therefore, the Schengen system like a citadel that has no boundaries inside but has powerful walls outside. The logic of freedom to the indoor and outdoor safety training because of the dilemmas in the Schengen system. The legal documents that create the Schengen system could not exceed the safety-freedom dilemma and this caused problems in applying the Schengen system. This causes impotence of the Schengen system to crises felt in the EU and the Schengen system became the target of criticism. The free movement of persons is one of the most important achievement has become a controversial issue because of the slipperiness of the legal basis. Unlike its goals, the Schengen system is the safety problems center and it puts the free movement threatening.

Member States strictly obsessed to their sovereignty which is the EU's biggest problem also damages the application of the Schengen system. Discretionary acts of the Member States for each crisis hinder free movement. Above all, these attitudes of the Member States concerning the new migration flows starting in 2010 cause extension of crisis.

The immigration waves caused by the Arab Spring shake the dynamics of the Schengen acquis. Italy has suffered great pressure of North African migrants after the revolution in Tunisia. These North African migrants were the main cause of dispute between France and Italy. The majority of Tunisian immigrants because of the historical ties between Tunisia and France have indicated that they wanted to live in France with their families and loved ones (who had already inhabited in France). On the other hand, migrants who have no relative in France, also wanted to get there because they speak French. This is why it is easier to live in France. Consequently, Italy has opened the way to France by giving them temporary travel documents. But stopping the train carrying Tunisian migrants at the border by France triggered the crisis. The France defended the documents given by the Italian immigrants did not provide the benefits of free movement while Italy accused France of violating the

requirements of Schengen. So the crisis caused increasing tension between the two engines of Europe countries on a fundamental EU acquis. Especially the extreme right parties using populist rhetoric suggested that the Schengen system should be replaced. Solving the problem has become a mutual show of force by both parties outside the legal framework. The reciprocal threats of both parties caused the frequent use of speech regarding suspension, improvement and the disappearance of Schengen. Therefore, the Schengen system became the responsibility of the negative attitudes of States about immigration. The decrease in confidence in the Schengen system was evident after the crisis.

Another crisis was exploded before the disappearance of the effects of the Franco-Italian crisis. Bulgaria and Romania have completed the first major goal of their foreign policies with the accession to the EU would join the Schengen area. This created the second great crisis. Bulgaria and Romania have completed all preparatory work for joining the Schengen area. Some Member States such as France and the Netherlands were opposed to the participation of these two countries to the Schengen area. The concern of these States was the corruption that is the fundamental problem of Bulgaria and Romania. They confessed that corruption and the lack of security could be manipulated to damage the Schengen area. This showed us that the capability to make technical preparations is not sufficient to win the trust of EU Member States. Bulgaria and Romania have made millions of euro expenditures to modernize their systems, have been betrayed by those Member States. This disappointment because the polarization within the EU and European cohesion night. The old EU Member States showed that they were not ready to accept new Member States. They have felt that the old member states excluded. This has decreased the feeling of being united during times of crisis and encouraged States to take discretionary decisions which is against the logic of integration. But all these crises were only small trials for the EU.

The refugee crisis caused by political crises in the Middle East is the largest exodus seen in Europe since World War II. The crisis is transformed into a humanitarian tragedy. For desperate people who have to leave their countries, Europe became the center of hope. Some refugees try to reach Europe across the Mediterranean while others tried to reach Europe on foot. The trip with the boat and inappropriate equipment to the Mediterranean Sea conditions made this the center of humanitarian tragedies. Italy and Greece become the two points of important judgments of the migratory influx. These two Member States who experience difficulty with control of migration flows become the target of criticism from EU Member States. On the other side, the Visegrad group especially Hungary established diplomatic, political and physical obstacles for immigrants trying to reach Europe on foot. Viktor Orban strengthens anti refugees speech with his acts: Hungary tried to save migratory flows by constructing a wire fence on its border with Serbia. In addition, the adoption of the law prohibiting trying to pass these barriers strengthens the anti migration position of Hungary. Therefore, physical barriers have won a legal basis. All these events make Hungary an important representative of a group within the EU. Hungary becomes the spokesman nationalism, xenophobia and opposition to

Schengen. On the other hand, Germany is the source of hope for migrants. The positive approach of Merkel about the wave of migration increases the attraction of Germany in refugees. This wave of immigration may be the remedy to the problem of the aging population of Germany. But to get to Germany, it must pass both quite dangerous paths: take the dangerous trip by sea route or try to pass Hungary. These two channels contain the deadly risks. Despite this, refugees take those risks. Because of the lack of a common approach and coherent immigration policy, the crisis continues to worsen.

The cause of the disorder and the security problems created by the influx of migrants was seen as the free movement of people. The discourse of Sarkozy and Donald Tusk about the future of the Schengen system shows that the EU is ready to sacrifice his *acquis* to save this disaster. But we must think about the future of the EU without the Schengen system. It is clear that the suspension or cancellation of the Schengen system would influence directly the tourism and trade in Europe. Analysts have made several predictions about the EU's economy in the absence of the Schengen system. The social effects that cannot express as numbers are also important. Young Europeans, who are accustomed to travel, work and study without being subjected to border controls will not trust the EU without Schengen. The loss of a law which directly influences the lives of European citizens will transform the EU into an inefficient community. The Union who loses public support is condemned to lose his short-term power and die long term.

In addition, the Schengen system has not caused the refugee crisis is not obligated to resolve the crisis. The compliance of the legal basis of the Schengen system to Community law is debatable. The Schengen system was the product of an intergovernmental agreement was transferred to Community law added to this is the dilemma between security and freedom. But the heart of the problem is different: involuntary attitudes of Member States. In addition, the waves of immigration which are formed with the dynamic of 21. Centuries cannot solve with the archaic methods. And one state cannot take responsibility for resolving the crisis. The crisis is the common problem of Europe. Common problems cannot be resolved in the absence of common solutions and common policies. Multilateralism and trust in EU institutions can be the key to the solution. Treat the proposals of the European Commission to avoid prejudices and think common interests instead of sovereignty will be beneficial for the future of the EU. Beside this, more concrete steps are needed.

The EU must put in place a rescue line with Mediterranean conditions to prevent tragedies in the Mediterranean because every tragedy diminishes EU prestige in the international arena. The Triton operation is far from ensuring that task because of the inadequacy of its equipment, its budget and its mission. The Mare Nostrum operation led by Italy has been replaced and takes the name of Triton. But it is not acceptable that an operation financed by the EU has a smaller budget than that of Italy. On the other side, adjust the migratory influx at land borders. We must also invest frontier EU countries like Italy and Greece undergoing the greatest migration pressure. At the same time, we must work with non-governmental organizations that

know the terrain and know the problems to improve the conditions of refugee camps. These camps are vital for health, education and refugee legal aid. The unification of the support of volunteers with professional knowledge can transform these camps in the center of hope for refugees. All this requires significant expenses that may be the cause of an economic crisis within the EU. Thus, the fair distribution of sources is important. The readmission agreement with Turkey has several risks. The failure of promises given to Turkey about visa liberalization could cause the cancellation of this agreement. The equitable distribution of 3 billion euro promised Turkey is profitable for both parties. Turkey does not take responsibility for the resolution of a major crisis and the EU would avoid risky solutions based on a country.

Alongside these efforts for solutions (mentioned above), there are also proposals to improve the Schengen system. But these are not optimal solutions in the sense that they contain the exclusion of certain Member States. Precisely, the famous Mini Schengen proposal is to exclude a few states to the Schengen area. Exclusion means the loss of rights for citizens of the excluded states. Other proposals emphasize border security and increasing controls. But this type of proposal can cause loss of the Schengen system's essence. The Schengen system has been shaken by crises can be reformed. But avoid the drastic regulations, excluding certain States and the loss of rights. Otherwise, the EU will lose one of its *acquis*. This will not help to resolve crises and create new complex equations to the EU. The most important roadmap for the EU is the end of the polarization, the return to European values, putting the emphasis on multilateralism and decisions that reflect common sense and common interests.

ÖZET

Schengen Sistemi Avrupa Birliği'nin en önemli ve en bilinen kazanımlarından biri olmuştur. 1985 yılında Avrupa'nın beş ülkesinin çabalarıyla devletler arası bir işbirliği olarak başlayan Schengen sistemi Amsterdam Anlaşması ile Avrupa Birliği'ne dahil edilmiştir. Üye devlet vatandaşlarına, üye devletlerin sınırları içinde sınır kontrolleri olmadan pasaportsuz dolaşım imkanı sunan Schengen sistemi Avrupa Birliği'nin dört temel özgürlüğünden biri olan kişilerin serbest dolaşımını sağlamıştır. Schengen sistemi Avrupa Birliği'nin güçlendirirken, Avrupa vatandaşlarını birbirlerine yakınlaştırmıştır. Sosyal uyum ve Avrupa bütünleşmesi için kilit bir rol oynamıştır.

İç sınırlar içerisinde dolaşım serbestliği getirirken; dış sınırlarda güvenliği sağlama anlayışı Schengen sisteminin temel yapı taşı olmuştur. Buradan hareketle, kurulmak istenen sistem içerisinde sınır olmayan, dışarıya karşı güçlü duvarlara sahip bir kaleye benzetilebilir. İçeride özgürlük, dışarıda güvenlik anlayışı Schengen sisteminde ikilemler doğurmuştur. Güvenlik ve özgürlük ikileminde sıkışan Schengen sisteminin kurucu belgeleri, uygulamada da sorunların doğmasına sebep olmuştur. Bu durum Schengen sistemini Avrupa Birliği'nin karşılaştığı sorunlar karşısında güçsüz bırakmış ve açık bir hedef haline getirmiştir. En büyük kazanımlarından biri olan serbest dolaşım hukuki zeminin kayganlığı sebebiyle tartışılan bir konu olmuştur. Amaçlarının aksine güvenlik sorunlarının merkezinde yer almış ve bu da serbest dolaşımı tehlikeye sokmuştur.

Avrupa Birliği'nin en büyük sorunsalı olan üye devletlerin egemenlik haklarına sıkı sıkıya olan bağılıkları, Schengen sisteminin uygulanmasında da kendini göstermiştir. Her kriz sonrasında üye devletlerin keyfi uygulamaları serbest dolaşıma büyük zarar vermiştir. Özellikle 2010 yılından itibaren başlayan yeni göç dalgalarının çözümünde devletlerin bu tutumları krizlerin büyümesine yol açmıştır.

Arap Baharı sonrasında yaşanan göç dalgaları, Schengen sistemini sarsan krizlere öncülük etmiştir. Tunus'taki devrim sonrası İtalya, Tunus'tan gelen yoğun mülteci akımına maruz kalmıştır. Kuzey Afrikalı göçmenler, İtalya ve Fransa arasındaki gerilimin temel sebebi olmuştur. Tunus'la Fransa arasındaki tarihi bağdan dolayı Tunuslu göçmenlerin büyük bölümü Fransa'da yaşayan akrabalarının yanına gitmek istediğini belirtmiştir. Diğer yandan, Fransızca konuşan göçmenler hayatlarını Fransa'da sürdürmek istiyordu. Bu sebeple, İtalya göçmenlere geçici seyahat belgeleri temin ederek Fransa yolunu açmıştır. Ancak Fransa göçmenleri taşıyan trenleri sınırda durdurunca krizin fitili ateşlenmiştir. Fransa, İtalya'nın göçmenlere verdiği altı aylık oturma belgesinin AB içinde serbest dolaşım hakkı vermediğini savunurken, İtalya Fransa'yı Schengen anlaşmalarını ihlal etmekle

suçlamıştır. Böylece sorun, Avrupa'nın iki temel ülkesi arasında, en önemli kazanımlarından biri hakkında gerilime sebep olmuştur. Özellikle sağ partiler popülist söylemlerle birlikte Schengen sisteminin değiştirilmesi gerektiğini öne sürdüler. Sorunun çözümü hukuki boyuttan ayrılıp tarafların karşılıklı güç gösterisi haline gelmiştir. Karşılıklı restleşmeler, Schengen'in askıya alınması, Schengen'in acil reformu ve hatta bazı ülkelerin Schengen sistemini terketmesi gibi konuların sıkça dile getirilmesine sebep olmuştur. Böylece ülkelerin göçmenlere karşı takındığı olumsuz tavrın faturası Schengen sistemine kesilmiş oldu. Kriz sonrasında somut olan tek şey Schengen sistemine güvenin azalmasıydı. İlk büyük darbe böylece vurulmuş oldu.

Fransa-İtalya arasındaki gerginlik unutulmadan ikinci bir kriz patlak verdi. Avrupa Birliği'ne üye olarak dış politikalarındaki ilk büyük hedeflerini gerçekleştiren Bulgaristan ve Romanya'nın Schengen sistemine katılmak istemesiyle yeni bir kriz doğdu. Bulgaristan ve Romanya'nın tüm teknik hazırlıkları tamamlamasına rağmen Fransa ve Hollanda başta olmak üzere bazı Avrupa ülkeleri bu iki ülkenin Schengen'e katılımına izin vermediler. Devletlerin temel çekinceleri Bulgaristan ve Romanya'nın temel sorunu haline gelen yolsuzluktu. Bulgaristan ve Romanya'daki yolsuzluğu ve güvenlik açıklarını kullananların Schengen sisteminin güvenliğini tehdit edebileceği öne sürüldü. Teknik etapları geçmenin ülkelerin güvenliğini kazanmak için yeterli olmadığı böylece kanıtlanmış oldu. Sınır sistemlerini modernize etmek için milyonlarca euro harcama yapan Bulgaristan ve Romanya Avrupa Birliği tarafından yüzüstü bırakılmış oldu. Bu durum Avrupa Birliği içinde gruplaşmalara neden oldu. Avrupa Birliği'nin eski üyeleri, yeni üyeleri içlerine tam olarak kabul etmeye hazır olmadıklarını göstermiş oldular. Bu durum Avrupa Birliği içindeki uyuma büyük ölçüde zarar verdi ve kutuplaşmaları doğurdu. Yeni üyeler, eski üyeler tarafından dışlandıklarını ve tam olarak Avrupa'ya kabul edilmediklerini hissettiler. Bu kriz Avrupa içinde kriz zamanlarında bir olma duygusunu azalttı. Devletlerin tek başına karar almalarına sebep oldu ve bütünleşmeye ciddi zarar verdi. Ancak tüm bu krizler bir prova niteliği taşımaktaydı.

Ortadoğu'daki istikrarsızlık sonucu ortaya çıkan göç krizi, İkinci Dünya Savaşı'ndan beri Avrupa'nın gördüğü en büyük göç dalgasıydı. Kriz kısa sürede bir insanlık dramına dönüştü. Ülkelerini terk etmek zorunda kalan çaresiz insanlar için Avrupa toprakları bir umut merkezine dönüştü. Göçmenlerin bazıları Akdeniz üzerinden, bazıları ise kara yolunda kilometrelerce yürüyerek Avrupa'ya ulaşmayı denediler. Akdeniz şartlarına uygun olmayan teknelerle ve ekipmanlarla yapılan yolculuklar Akdeniz'i insanlık dramların merkezi haline getirdi. İtalya ve Yunanistan Akdeniz'den gelen mülteci akınlarının en önemli iki durağı oldu. Bu iki ülke mülteci akınlarını yönetmekte zorlanırken, AB üyesi devletlerin eleştirilerinin de temel hedefi haline geldi. Diğer yandan, kara yolunu tercih eden mülteciler için, başta Macaristan olmak üzere Visegrad grubu üyesi ülkeler diplomatik, politik ve fiziksel engeller koymaktan geri kalmadı. Viktor Oban yönetimindeki Macaristan göçmenler hakkındaki sert söylemleri icraatlarıyla güçlendirdi. Macaristan, Sırbistan sınırına jiletli tel örgüler çekerek topraklarını göçmen akınından kurtarmayı denedi. Göçmenlerin bu engelleri aşmasının suç sayılmasına içeren yasanın kabulü

Macaristan'ın göçmen karşıtı duruşunu güçlendirdi. Fiziksel engeller yasal zemin ile desteklenmiş oldu. Tüm bunlar Macaristan'ı Avrupa Birliği içinde yeni bir kutbun en önemli temsilcisi yaptı. Milliyetçiliğin, yabancı düşmanlığının ve Schengen karşılığının en büyük savunucusu Macaristan oldu. Diğer tarafta, göçmenlerin umut kaynağı ise Almanya oldu. Merkel'in Suriyeli mülteciler hakkındaki olumlu görüşlerini açıklaması Almanya'nın göçmenler gözünde çekiciliğini arttırdı. Bu göç dalgası, Almanya'nın yaşlanan nüfusuna çare olabilirdi. Ancak Almanya'ya geçmek iki tehlikeli yol var: Birincisi, tehlikeli deniz yoluyla Avrupa topraklarına adım attıktan sonra Almanya'ya ulaşmayı denemek. İkincisi, kara yoluyla Macaristan'ı aşmak. İki yol da ölümcül tehlikeler barındırmaktadır. Bu sebeple, üye devletler arasında ortak bir duruş ve politika belirlenememesinden dolayı göçmenler bu yolları tercih etmekte ve kriz gün geçtikçe daha da büyümektedir. Bu çözümsüzlük içinde Schengen sistemi de baş sorumlulardan biri haline gelmiştir.

Göç dalgalarının yarattığı karmaşa ve güvenlik sorunlarının sebebi Schengen sisteminin yarattığı serbest dolaşım olarak görülmüştür. Sarkozy'nin "Schengen öldü." ve Donald Tusk'ın "2 ay içerisinde sorun çözülmezse Schengen sona erer." açıklamaları bu durumdan kurtulmak AB'nin kendi kazanımlarını feda etmeye hazır olduğunu göstermiştir. Ancak burada üzerinde durulması gereken nokta Schengensiz bir AB'nin neye benzeyeceğidir. Schengen sisteminin ortadan kaldırılmasının ya da askıya alınmasının ciddi ekonomik ve sosyal tehlikeleri vardır. Schengen sisteminin yokluğunun, turizmi ve ticareti doğrudan etkileyeceği aşıkardır. Schengensiz bir AB ekonomisi ile ilgili pek çok değerlendirme ekonomi uzmanları tarafından yapılmıştır. Ancak esas önemli nokta rakamlarla ifade edilemeyen sosyal boyuttur. Doğduğu günden beri Schengen bölgesi içinde özgürce gezmeye, okumaya, çalışmaya alışmış Avrupa gençliğinin elinden bu hakkı almak onların AB'ye olan güvenini sıfırlamak demektir. Avrupa vatandaşlarının hayatına doğrudan etki eden bir hakkın onların elinden alınması AB'yi etkisiz bir birleşmeye düşürebilir. Vatandaşlarının desteğini yitiren bir topluluk da kısa sürede zayıflamaya, uzun sürede yok olmaya mahkumdur.

Diğer yandan, göç krizi Schengen sisteminin yarattığı bir sorun olmadığı gibi Schengen sisteminin çözebileceği bir kriz değildir. Schengen sisteminin hukuki açıdan topluluk hukukuna uygunluğunun tartışmalı olduğu yadsınamaz bir gerçektir. Devletlerarası bir fikir olan sistem, topluluk yapısına devşirilmiştir. Bunun üstüne, güvenlik ve özgürlük sorunsalında sıkışıp kalmıştır. Ancak sorunun temeli Schengen'in bu yapısı değil, üye devletlerin isteksiz tutumlarıdır. 21. Yüzyılın küresel dinamikleriyle şekillenmiş yeni göç dalgalarına karşı eski yöntemler kullanılarak engel olunamaz. Diğer yandan sorunun çözümü tek bir devletin üzerine atılamaz. Sorun Almanya'nın, Yunanistan'ın ya da Türkiye'nin değil; Avrupa'nın ortak sorunudur. Ortak sorunlar, ortak çözümler ve ortak politikalar olmadan çözülemez. Çok taraflılığa geri dönüş ve AB kurumlarına olan güven Avrupa'nın krizden çıkışının anahtarı olabilir. Komisyon'un önerilerine devletlerin önyargıyla yaklaşmaması ve egemenlik kaygılarının yerine ortak çıkarın düşünülmesi önemlidir. Bunun yanında atılması gereken somut adımlar da vardır.

AB, Akdeniz'deki ölümlerin önünü kesmek için ihtiyaçlara cevap verebilecek arama kurtarma operasyonu ortaya koymalıdır. Çünkü Akdeniz'deki her facia ve her can kaybı uluslararası alanda AB'nin saygınlığını doğrudan etkilemektedir. Triton bütçesi, donanımı ve misyonu gereği Akdeniz'deki dramları önlemekten uzaktadır. İtalya'nın üstlendiği Mare Nostrum adlı operasyonun AB yönetimine geçmiş ve Triton adını almıştır. AB'nin üstlendiği operasyonun, tek bir ülkenin üstlendiği operasyona oranla daha küçük bir bütçeye sahip olması kabul edilebilir bir durum değildir. Diğer yandan, kara sınırlarındaki mülteci akınlarının da düzenlenmesi gerekmektedir. AB göç sorununu yönetirken İtalya, Yunanistan gibi ciddi bir mülteci akınına sahne olan sınır ülkelerine yatırım yapmalı, kampların şartlarının iyileştirilmesi için sorunları iyi bilen sivil toplum örgütleriyle birlikte çalışmalıdır. Mülteci kampları, eğitim, sağlık ve hukuki yardım açısından hayati öneme sahiptir. Kamplarda tüm bu alanlarda yetkin kişilerin bulunması gereklidir. Gönüllülerin desteği, profesyonellerin bilgisiyle birleşirse kamplar çaresizliğin çözüm merkezi olabilir. Ancak bunların ekonomik yükü AB için yeni bir krizin habercisi olabilir. Bu sebeple kaynakların etkin dağıtımı önemlidir. Türkiye ile yapılan Geri Kabul Anlaşması'nın riskleri oldukça yüksektir. Türkiye'ye vaat edilen vize serbestisinin verilmemesi tüm anlaşmayı yok hükmünde kılabilir. Türkiye'ye aktarılabilecek 3 milyar euronun daha etkin bir şekilde paylaştırılması hem Türkiye hem AB açısından daha olumludur. Böylece Türkiye göçmen sorunuyla baş başa kalmamış olacak AB ise tek bir ülkeye bağlı çözümden kaçınmış olacaktır.

Yukarıda bahsedilen çözüm arayışları dışında Schengen ile ilgili iyileştirme önerileri vardır. Şuana kadar Schengen sistemi ile ilgili reform önerileri AB için en iyi sonucu verebilecek çözümler değildir. Üzerinde çok durulan, Mini Schengen önerisi bazı devletlerin dışlanması anlamına gelmektedir. Dışlanan devletlerin vatandaşların hak kayıplarını da beraberinde getirmektedir. Diğer çözüm önerileri ise, Schengen sisteminin dolayısıyla sınırların güçlenmesi ve belli dönemlerin kontrollerin sıkılaştırılmasını içermektedir. Bu tip öneriler de uygulama da Schengen sisteminin özünü kaybetmesine sebep olabilir. Krizlerden ciddi şekilde etkilenen Schengen sistemi iyileştirilebilir. Hukuki durumu topluluk yapısına ve değişen uluslararası şartlara uygun hale getirebilir. Ancak bu iyileştirilmeler yapılırken üzerinde durulması gereken nokta radikal düzenlemelerden kaçınılması, hiçbir tarafın dışlanmaması ve hak kaybına sebebiyet verilmemesi olmalıdır. Aksi takdirde, AB ciddi bir kazanımını kaybederek, yılladır uyguladığı ilerleme çabalarına ters düşerek geriye doğru gidecektir. Bu durum var olan krizi çözmeyeceği gibi AB'nin önüne çözülmesi zor yeni denklemler çıkaracaktır. AB için en önemli yol haritası, AB değerlerine ters düşmeden, kutuplaşmaya son verilip çok taraflılığa geri dönülerek, sağduyulu ve ortak çıkarlara hitap eden kararların alınmasıdır.

INTRODUCTION

La libre circulation des personnes est un droit fondamental garanti par l'Union européenne grâce au système Schengen. Ce système offre aux citoyens des États membres de Schengen de voyager, travailler et étudier sans être soumis à des contrôles aux frontières dans les frontières intérieures de l'espace Schengen. Cela facilite et renforce le commerce, le tourisme et la solidarité entre les nations européennes. Depuis 1985, il a progressivement grandi et englobe aujourd'hui presque tous les États de l'UE et quelques pays tiers associés. De ce fait, le système Schengen est l'une des grandes réussites de l'intégration européenne et donc un héritage important de l'UE. Malgré tous ces côtés positifs, le système Schengen a été assez discuté.

Aujourd'hui, l'UE traverse une période des crises multiples : la crise économique a été suivie par la crise humanitaire des réfugiés. Ces crises sont des épreuves importantes qui testent la solidarité et la cohésion au sein de l'UE. En 2015, l'UE a célébré le trentième anniversaire de Schengen mais en même temps l'UE doit faire face à la crise la plus sévère de Schengen jusqu'à présent. Des milliers de migrants ont disparu ou perdu leur vie en essayant de traverser la Méditerranée. Les autres essaient d'arriver aux frontières de Schengen en marchant pendant plusieurs semaines dans des conditions terribles. Ces événements tragiques attirent l'attention de la communauté internationale sur l'Europe. L'UE devient incapable de gérer cette crise qui menace sévèrement sa position sur la scène internationale. L'UE commence à chercher la coupable de ces problèmes : Le système Schengen devient la cible des critiques sévères. L'Europe sans frontières créée par le traité de Schengen est dans le doute.

Les avantages de la libre circulation des personnes et des frontières extérieures sûres sont remis en cause. La solidarité et les habitudes des citoyens sont à nouveau sous pression, de même que l'acquis de Schengen. La liberté de libre

circulation et l'avenir de Schengen sont menacés par l'obsession sécuritaire des États membres. La communauté internationale commence à parler au propos de suspendre ou abolir le système Schengen. Comme plus d'un million migrants et les réfugiés ont passé les frontières de l'Europe pendant ces dernières années, certains gouvernements européens font une pression croissante pour geler une politique d'ouverture des frontières qui était autrefois salué comme un succès de l'intégration européenne. Comme Bruxelles n'a pas pu réussir donner une réponse cohérente, les gouvernements nationaux prennent les choses en mains. Face à double dilemme des flux ingérables des migrants, les gouvernements européens se précipitent pour établir les frontières nationales dans des mesures «temporaires» qui sont susceptibles de devenir permanents ce qui signifie la suspension de l'acquis Schengen.

Comment le système Schengen, peut-il résister aux crises successives ? Dans le triangle de crises humanitaires, la sécurité nationale et les droits de l'homme, quel est la place du système Schengen ? Pour répondre bien ces questions, il faut d'abord analyser le cadre juridique du système Schengen. Ensuite, les crises antérieures qui influencent l'espace Schengen seront abordées. La crise migratoire qui secoue les dynamiques du système Schengen sera exprimée de manière détaillée comprenant le panorama général de drames humanitaires, les événements significatifs et la position des États membres face aux vagues d'immigration. Cela nous montrera si les crises antérieures pourront faciliter la résolution des problèmes liés aux nouvelles vagues d'immigration. Finalement, les propositions de solutions concernant le système Schengen seront analysées afin de déterminer leurs effets sur l'UE.

D) AMBIGUITÉS INTERNES DE L'ESPACE SCHENGEN

L'espace Schengen qui est souvent critiqué et discuté comporte des contradictions importantes. Ces contradictions juridiques créent des problèmes difficiles à résoudre et cause une pratique désordonnée.

A) Un Cadre Juridique Controversé

“L'Europe sans frontières” et “la libre circulation des personnes” semblaient à un rêve dans l'atmosphère de la Guerre Froide où le rideau de fer séparait physiquement, idéologiquement, politiquement les peuples. Jusqu'en 1989, l'Europe avait des frontières strictement gardées et en plus cette frontière divisait l'Allemagne en deux parties hostiles. Même si le Traité de Rome¹ préconise la libre circulation des personnes, des marchandises et des services de capitaux comme l'un des objectifs du Communauté européen, la tendance des certains dirigeants des pays européens de l'époque de Guerre Froide empêchait la réalisation de ce projet. La logique souverainiste et protectrice de la période de Guerre Froide remportait sur la logique libérale de ce traité.

Malgré la conjoncture infavorable, le président français François Mitterrand et le chancelier de République fédéral d'Allemagne Helmut Kohl entreprenaient des négociations bilatérales afin de réaliser la libre circulation des personnes. En initiant ce processus, la France et la République fédérale d'Allemagne ont posé la première pierre à l'édifice du projet de l'Europe sans frontières. En 1984, la colère des chauffeurs de poids lourds à cause de lenteur d'opération administrative et

¹ Le Traité de Rome instituant la Communauté européenne a été signé le 25 Mars 1957 par la France, la République Fédérale d'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays Bas, le Luxembourg. Ce traité met en oeuvre les principes et les objectifs du communauté.

bureaucratique des points des passages frontaliers européens a concrétisé la nécessité du projet franco-allemand.² Les chauffeurs ont bloqué les routes en s'épanchant les formalités douanières.³ Leur revendication est devenu médiatique et a incité les dirigeants à accélérer le processus.

Afin de répondre les revendications des chauffeurs et satisfaire l'opinion publique l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la suppression graduelle des contrôles à la frontière franco-allemande est signée à Sarrebruck le 13 juillet 1984. Cet accord composant 18 articles a posé le fondement d'une nouvelle ère où la souveraineté changerait sa forme classique. Cet accord vise d'abord à faciliter le passage de marchandises. Ce privilège élargirait aux citoyens des deux Etats. Selon l'article 1 de cet accord *"Les formalités relatives à la circulation des personnes à la frontière entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sont supprimées en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres des Communautés européennes dans les conditions fixées par le présent accord."*⁴ Surtout l'article 2 a été écrit pour répondre aux demandes des chauffeurs. Depuis lors, les contrôles douaniers effectueraient avec une simple surveillance visuelle. Il n'était plus nécessaire de faire arrêter les véhicules; il serait suffisant de surveiller quand les véhicules ont une vitesse réduite au point de passage.⁵ Cette accord a facilité le passage des véhicules entre les deux pays afin d'empêcher des files d'attentes de véhicules et passagers. L'Accord de Sarrebruck a prouvé l'applicabilité de passages de frontière avec des contrôles légers.

Après avoir posé la première brique, il fallait élargir le domaine d'application. Pour que le rêve de l'Europe sans frontières soit réalisé, la participation de plusieurs pays était obligatoire. Ainsi, les négociations avec les pays Benelux ont été commencées en 1984 juste après la signature de l'Accord de Sarrebruck. Ces négociations étaient le promoteur d'un siècle où l'idée de "l'Europe des Etats"

² Jean Sébastien Louette, "Les Etats du Benelux et la France face aux accords de Schengen", **Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP)**, 1998/1-2 (N° 1586-1587), p.4.

³ Ils montraient cette nécessité en disant: "Pour nous, l'Europe ne sera une réalité que quand nous n'aurons plus à subir d'invraisemblables formalités douanières à chaque frontière."

⁴ Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la suppression graduelle des contrôles à la frontière franco-allemand, Sarrebruck, 13 Juillet 1984, p.2.

⁵ **Ibid.**

perdait son pouvoir au profit de “l’Europe des citoyens.” L’Accord de Schengen signé le 14 Juin 1985 entre la France, la RFA, la Belgique, le Luxembourg et les Pays Bas comporte les objectifs identiques avec l’Accord de Sarrebruck. L’Accord de Schengen a l’intention de créer une zone de “libre circulation des personnes” au sein de l’Europe. De ce fait, il sera nécessaire d’analyser le contenu de l’Accord de Schengen qui est le fondement du système. La Convention d’application de l’Accord de Schengen a fait l’accord fonctionnel. La Convention d’application a aussi apporté des nouveaux systèmes comme le système d’identification de Schengen. De ce fait, il faut aussi traiter le contenu de la Convention d’application et le système d’identification de Schengen. Enfin, pour compléter les réglementations liées à la migration, il faut aborder le système Dublin qui règlemente le droit d’asile donc complète le système Schengen.

1) Le Contenu de l’Accord de Schengen

Le contenu de l’Accord de Schengen est similaire à celui de l’Accord de Sarrebruck qui est une source d’inspiration pour les documents sur la libre circulation des personnes. De ce fait, l’Accord de Schengen est une version élargi de l’Accord de Sarrebruck. Les articles de l’accord ont l’objectif de supprimer les contrôles douaniers entre les cinq États.

Selon cet accord, une surveillance visuelle des véhicules aux frontières intérieures ont été établie. Les ressortissant de ces cinq États peuvent coller un disque verte qui indique qu’ils sont en règle avec les prescriptions de police des frontières, ne transportent que des marchandises admises dans les limites des franchises et respectent la réglementation des changes.⁶ Cela symbolise une collaboration des ressortissants avec les officiers. Les ressortissants, les officiers et les policiers doivent faire leur mieux pour réduire le temps d’arrêt pour les contrôles aux frontières communes. Cette volonté de collaboration est les prémices de l’idée de gouvernance dans un document interétatique.

Afin de bien diriger les nouveautés apportées par l’Accord de Schengen, il faut une réorganisation des systèmes sécuritaires des États. Cette nécessité a trouvé

⁶ Accord de Schengen, Schengen, 14 Juin 1985.

sa place dans les dispositions relatives aux mesures à long terme. Au-delà d'une coopération interétatique pour l'abolition des contrôles douaniers, il est désirable de l'harmonisation des politiques pour créer une zone de sécurité. La lutte contre la criminalité internationale et l'harmonisation des législations en matière de trafic de stupéfiant et d'armes sont les objectives complémentaires de l'accord.⁷

Pour concrétiser et les objectives complémentaires de l'accord, les Etats signataires ont choisi d'établir des groupes de travail formés des experts. Ces spécialistes ont une mission d'établir les mesures et de trouver la solution en matières de "police et sécurité", de "circulation transfrontalière", de "transport et des douanes". Ces groupes de travaux sont subordonnés au Groupe central de négociation qui avait une mission de coordonner les travaux de ces groupes, réunir les solutions trouvés par ces groupes et les présenter au comité exécutif.⁸ Cela signifie qu'une division du travail et hiérarchisation de l'organisation sont mis en place pour que les dispositions ne restent pas sur le papier.

Les objectifs complémentaires ont aidé à la sécurisation de la suppression des contrôles frontières. Donc la logique de ce traité est la création d'une zone de liberté pour les ressortissant des Etats signataires et celle de sécurité pour les étrangers. La formation d'une zone de libre circulation signifie en même temps la restriction des procédures de contrôles pour les étrangers. Ce système ressemble à une citadelle avec les murs géants. Pour pouvoir dépasser ces murs invisibles, les étrangers doivent montrer leur "capabilité" à libre circulation. La plus importante composante de cette capabilité est de prouver qu'ils ne menacent pas la sécurité des Etats de territoire. Donc tous les non ressortissant deviennent le suspect s'ils ne prouvent pas le contraire. Pour obtenir l'accès aux frontières de ce petit "communauté de Schengen", les non ressortissants doivent donner leurs informations et accepter une recherche sur leur vie, leur revenu, leurs qualifications. De cette

⁷ Les articles 19 et 20 de l'Accord de Schengen apportent les dispositions pour créer une zone de sécurité en essayant de lutter contre le terrorisme, le trafic d'armes et de stupéfiant: "Les parties rechercheront l'harmonisation des législations et réglementations notamment : - en matière de stupéfiants ; - en matière d'armes et d'explosifs ; - en ce qui concerne la déclaration d voyageurs dans les hôtels.

Les parties s'efforceront de réaliser l'harmonisation de leurs politiques en matière de visa ainsi que des conditions d'entrée sur leurs territoires. Pour autant que cela sera nécessaire, elles prépareront également l'harmonisation de leurs réglementations relatives à certains aspects du droit des étrangers en ce qui concerne les ressortissants des États non membres des communautés européennes."

⁸ Louette, **op.cit.**, p.5.

façon, les autorités des Etats signataires de l'accord de Schengen collecte les informations sur les étrangers et classe ces gens selon leur profil de risque. D'une part, ces procédures ne conviennent pas à la présomption de l'innocence donc sont incompatibles avec l'un des principes fondamentaux du droit. De l'autre côté, le droit de voyager librement vers les territoires de ces cinq pays devient un privilège pour les citoyens des autres pays. Donc une logique discriminant entre intérieur et extérieur a été établie par l'accord de Schengen. Malheureusement, ce système et cette logique de sécurité ont été transférés au système Schengen et font partie de l'acquis communautaire. Cette tendance de construire un territoire accessible pour certains nombres d'élus devient une composante trop critiquée de l'Union européen.⁹

2) Convention de l'application de l'accord de Schengen

Malgré la bonne volonté exprimée par les Etats signataires, les dispositions de l'accord de Schengen restent sur le papier. La conjoncture politique changeait les priorités des dirigeants européens donc la libre circulation des personnes passaient au second plan. En plus, la différence de vision et de mission entre les deux ministères était un facteur réduisant l'efficacité des travaux: d'une part, les ministères des affaires intérieures qui mettent l'accent sur la sécurité et d'autre part, les ministères des affaires étrangères qui exaltent l'ouverture des frontières. Les Etats signataires n'ont pas réussi la conciliation de deux tendances différentes. Pendant cinq ans jusqu'à la signature de la Convention d'application de Schengen, l'accord de Schengen a été suspendu, elle n'a pas pu trouver la chance d'être appliqué. La signature de la Convention d'application de l'Accord de Schengen signifie l'aboutissement des négociations et les travaux des groupes d'experts. Le délai très long qui sépare les deux accords témoigne de la complexité des problèmes qu'il a fallu surmonter pour s'accorder sur les principes, les solutions et les termes.¹⁰

La Convention d'application de l'Accord de Schengen est la pierre angulaire de l'histoire de l'acquis de Schengen, car elle fait un pas en avant et a mis en œuvre des mesures concrètes qui s'accompagnent à la suppression des frontières. Cette

⁹ Serge Weber, "D'un rideau de fer à l'autre: Schengen et la discrimination dans l'accès à la mobilité migratoire", *Géocarrefour*, Vol. 84/3, 2009, p.165.

¹⁰ Louette, *op.cit.*, p.6.

convention ayant 192 articles fournit une base solide pour construire un nouvel ordre juridique et politique.

a) Le contenu de la Convention

La Convention signée le 19 Juin 1990, débute avec une longue série de définition des termes pour éviter toutes les hésitations au niveau juridique. Selon ces définitions, il existe une nette distinction entre les frontières extérieures et intérieures. La langue discriminante de la Convention domine le texte dès le début. La discrimination entre “nous” et les autres trouvent sa place dans la définition du terme “étranger”. Pour le système Schengen, toute personne sauf les ressortissants des Etats signataires sont étrangers et on doit les examiner soigneusement. En plus, les étrangers ont deux catégories selon leur degré de menace qui est déterminé par le Système d’information de Schengen (SIS): les non ressortissant des Etats membres et les étrangers signalés aux fins de non admission. La personne qui est identifiée par le SIS perd la chance d’obtenir un visa donc la chance d’entrer dans l’espace Schengen.

Le but de cette Convention est exprimé dans l’article 2 alinéa 1: “*Les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans qu’un contrôle des personnes soit effectué.*”¹¹ Mais le texte donne plus d’importance à son but secondaire qui est la protection de frontières extérieures. Sauf l’article 2, tous les articles sont relatives au régime des étrangers et ils sont dédiés à régler les modalités d’entrée et de sortie des étrangères. La convention développe une harmonisation des conditions d’entrée et de séjour des étrangers sur le territoire des États Schengen, ainsi qu’une politique commune de délivrance des visas de court séjour.¹² Les étrangères doivent remplir certaines conditions pour pouvoir accéder aux territoires de ces cinq Etats. Pour un séjour n’excédant pas trois mois, les conditions d’entrée sont listées dans l’article 5:

a) *posséder un document ou des documents valables permettant le franchissement de la frontière, déterminés par le Comité Exécutif;*

b) *être en possession d’un visa valable si celui-ci est requis;*

¹¹ Convention d’application de l’Accord de Schengen, article:2, 14 juin 1985, p.1.

¹² Louette, *op.cit.*, p.7.

c) présenter le cas échéant les documents justifiant de l'objet et des conditions du séjour envisagé et disposer des moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans le pays de provenance ou le transit vers un État tiers dans lequel son admission est garantie, ou être en mesure d'acquérir légalement ces moyens;

d) ne pas être signalé aux fins de non-admission;

*e) ne pas être considéré comme pouvant compromettre l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales de l'une des Parties Contractantes.*¹³

En principe, les Etats de Schengen sont obligés de refuser l'entrée d'une personne qui ne remplit pas toutes ces conditions. Mais ces conditions ont une exception selon l'article 5 l'alinéa 2. L'obtention du visa n'est pas suffisante pour accéder au droit de libre circulation. Les étrangers peuvent être arrêtés aux frontières par la police avec le soupçon. Donc il s'agit d'une prédétermination des personnes non admissibles pour sécuriser les territoires. Le fameux article 96 joue un rôle prépondérant dans la prédétermination des étrangers non admissibles. Il prévoit en effet l'établissement d'une liste commune automatisée des personnes à qui l'entrée doit être refusée, alimentée par chacun des Etats selon des critères communs tirés de la nature ou de la gravité des faits reprochés ou redoutés.¹⁴ Cependant, ces critères ne sont pas objectifs. Justement *“un étranger à l'égard duquel il existe des raisons sérieuses de croire qu'il a commis des faits punissables graves, ou à l'égard duquel il existe des indices réels qu'il envisage de commettre de tels faits sur le territoire d'une Partie Contractante”* n'a pas le droit d'obtenir l'autorisation de l'entrée aux territoires de Schengen. En plus, la Convention ne détermine pas explicitement ces “indices réels” et offre une marge de manœuvre aux officiers et aux polices. Donc à cause d'une simple croyance ou certains indices subjectifs et implicites, l'individu perd son droit de circulation. Puis si un étranger avait été condamné pour une infraction passible d'une peine privative de liberté d'au moins un an; il doit oublier à

¹³Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernement des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, 19 juin 1990, Journal officiel n° L 239 du 22/09/2000, article 5, p.2.

¹⁴ Luc Chocheyras, “La Convention d'application de l'Accord de Schengen”, **Annuaire français de droit international**, Volume 37, 1991, p.811.

voyager aux territoires de Schengen, car selon les rédacteurs de cette Convention, ils sont tous les criminels et menacent la sécurité des parties contractantes. La réussite de cette logique est discutable dans une Europe qui a expérimenté au moins 30 attentats meurtriers depuis 1990.¹⁵

La convention prévoit une harmonisation et uniformisation des systèmes de visa des Etats signataires. Après avoir listé des principes et des conditions des visas, elle met l'accent sur l'uniformisation des visas. Le visa unique et uniforme signifie que le visa délivré par l'un des Parties Contractant est valable pour les autres parties et donne une occasion de pénétrer aux territoires de cinq Etats signataires de la Convention. Mais cette règle a une exception: une partie contractante peut délivrer un visa à un étranger qui ne remplit pas les critères déterminés par la convention. Dans ce cas, ce type de visa permet de voyager dans les territoires de cette Etat et les autres parties doit être averti. Selon l'article 5 de la Convention, *“Les Parties contractantes s'engagent à poursuivre d'un commun accord l'harmonisation de leur politique en matière de visas.”* Afin d'instaurer un régime de visa, il faut une assistance mutuelle des parties. L'article 11 de la Convention détermine deux types de visa: Le visa de voyage est valable pour une durée de trois mois à partir de la date de première entrée. Le visa de transit permet à passer les territoires de Schengen pour se rendre aux territoires des autres Etats. Cette durée ne peut pas dépasser cinq jours. Donc ce visa ne donne pas le droit de séjour aux étrangers.

Les dispositions relatives à la libre circulation des personnes (expliqués ci-dessus) soulignent un principe: la libéralisation des frontières intérieures et la sécurisation des frontières extérieures, plus précisément, l'abolition des contrôles concernant les ressortissants des cinq Etats et en revanche le renforcement des contrôles des étrangers. Cela concerne le premier point important de la Convention. Il existe aussi des mesures d'accompagnement pour renforcer la sécurité intérieure contre les menaces extérieures. Les mesures d'accompagnement font référence à la Convention de Genève signé le 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et rappelle aux parties contractantes leur responsabilité sur les réfugiés et les demande d'asile. D'abord, les parties contractantes ont une obligation de coopérer avec les services du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin d'améliorer

¹⁵ Voir Annexes,no:2 la liste des attentats.

les conditions de réfugiés. L'article 30 est un article important dans le sens où il détermine les principes pour déterminer l'État responsable du traitement de demande d'asile. *“Ce mécanisme a pour objet de garantir que toute demande visant à obtenir le statut de réfugié soit examinée, afin d'éviter que plusieurs Etats ne se déclarent successivement incompétents, tout en prévenant les abus pouvant résulter du dépôt par une même personne de plusieurs demandes dans différents Etats.”*¹⁶ De ce fait, ce mécanisme vise à empêcher les confusions et le désordre dans le traitement des demandes d'asile. Si l'une des parties contractantes a délivré un visa à un demandeur d'asile, dans ce cas, cette partie contractante devient responsable pour le traitement de demande d'asile. Si le demandeur possède plusieurs visas délivrés par plusieurs parties contractantes, la responsable est celle dont l'échéance de visa est la plus lointaine. Dans le cas où un étranger pénétré aux territoires de Schengen sans obtenir le visa ou un titre de séjour, l'Etat par les frontières extérieures de laquelle le demandeur d'asile a pénétré dans les territoires des Parties Contractantes devient responsable. Ce système donne la responsabilité de traiter la demande d'asile à l'Etat qui cause ou autorise l'entrée un étranger aux territoires de Schengen. Pour éviter d'assumer cette responsabilité des demandes d'asile, les Parties Contractantes aggravent leurs procédures de visa. Le taux de refus de demandes de visa de voyage sont assez élevés, ce qui montre la tendance des États de Schengen à protéger leurs territoires. Justement, en 2007 (bien avant l'agrandissement de la crise de réfugiés) la France a refusé 12.9% de demande de visa, ce taux de refus est 11.8% en Pays-Bas et 8.7 en Allemagne.¹⁷ L'attitude des États de Schengen est identique en ce qui concerne les demandes d'asile. Le taux d'acceptation des demandes d'asile est inquiétant. En 2015, la France a accepté 19.447 (dont 4.347 sont la protection subsidiaire) entre 79.126 demandes d'asile.¹⁸ Malgré une augmentation de 33%, le taux d'acceptation demeure à 24%. Donc la volonté d'établir la libre circulation et celle de garder l'identité et la sécurité entrent en conflit. A cause de cette dilemme, les Etats de Schengen ne peut réaliser ni la libre circulation ni la sécurité des citoyens.

¹⁶ Chocheyras, **op.cit.**, p.812.

¹⁷ OECD, Perspectives des migrations internationales, Rapport 2009, **SOPEMI**, Paris, 2009, p.136.

¹⁸ Statistique Publique, Les Demandes d'asile, **Direction Générale des Etrangers en France**, 2016, p.1.

En outre, même si la Convention fait référence à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, en déterminant un mécanisme pour la responsabilité du traitement du droit d'asile, elle crée une confusion avec la dernière: Selon l'article 33 de la Convention de Genève, *“Aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.”* La détermination d'un Etat responsable de traitement de la demande d'asile peut causer orientation les demandeurs vers un Etat “dangereux” pour sa vie. Donc la création d'un tel système n'est compatible avec l'article 33 et l'esprit juridique de la Convention. A cause de cet antagonisme, ce système a été relâché: pour les situations urgentes et humanitaires, toutes les parties contractantes peuvent traiter la demande d'asile. Mais en effet, malheureusement, les Etats ne montrent pas trop enthousiasme pour traiter les demandes d'asile. Donc l'imposition d'une obligation accélérer le système quand les Etats sont réticents et hésitants à agir. A cause de cette réalité, un système de responsabilité prévu par la Convention de Schengen est beaucoup plus contraignant et utile que le système volontaire et libéral prévu par la Convention de Genève.

Le troisième volet de la Convention est la coopération policière entre les parties contractantes. La Convention souligne l'observation et la poursuite des suspects dans les territoires de Schengen ce qui nécessite le déplacement des agents et des polices d'un Etat dans les territoires d'une autre Etat. Cela s'effectue grâce à une chaîne de demande- autorisation.

Par conséquent, dans une convention contenant 142 articles, seule une minorité d'articles concernent la libre circulation, la majorité des articles liés à la sécurité sous forme de mesure compensatoire.

b) Un Système de Surveillance Critiqué: ISIS

Le système d'Information de Schengen est l'élément le plus critiqué de la Convention d'application de Schengen. Ce système aide à la formation d'une citadelle européenne pour bien garder les frontières contre les menaces des étrangères. Selon la Convention, le SIS a l'objet de *“la préservation de l'ordre et de*

la sécurité publique, y compris la sûreté de l'État et l'application des dispositions sur la circulation des personnes à l'aide des informations transmises."¹⁹ Cela donne une possibilité de voyager librement à une minorité élue selon leur citoyenneté, leur revenu et leur qualification. De l'autre côté, le SIS sert à maintenir les indésirables en dehors de territoires de Schengen.

Le SIS devient un système d'identification et d'observation pour les étrangers. Une personne qui est inscrite au SIS est refusée pour l'accès au territoire communautaire, théoriquement pour une durée de cinq ans mais pratiquement cette identification cause l'apparition des préjugés et influence les décisions des officiers. L'effet global du SIS est de placer tous les étrangers sous le contrôle et la surveillance. Les critères nationaux d'enregistrement dans le SIS sont divergents et dans de nombreux pays cet enregistrement peut être basé sur des infractions mineures ou même le soupçon d'un acte criminel.²⁰

Le Système d'information Schengen (SIS) a deux volets: le système central (C.SIS) basé à Strasbourg et les composantes nationales (N.SIS) qui nourrissent le système central.²¹ Le C.SIS est l'équipe de soutien technique et alimente le N- SIS dans les différents États membres. Chaque État membre Schengen doit mettre en place un bureau SIRENE. Ces bureaux sont responsables du bon fonctionnement de leur N- SIS et d'assurer la conformité avec les dispositions de la convention de Schengen (article 108). De plus, ils émettent les alertes à la C- SIS (article 108). Leur personnel est responsable de tous les aspects de la communication liée au SIS. En outre, ils prennent soin de l'échange, de la traduction, d'évaluation et de stockage des informations.

En raison de la distribution centrale et uniforme des données par le C- SIS toutes N- SIS contiennent les mêmes informations. La possibilité de vérifier le SIS par un opérateur national rend le système beaucoup plus efficace et stable. En outre,

¹⁹ Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, 19 juin 1990, Journal officiel n° L 239 du 22/09/2000, article 93, p.33.

²⁰ Evelien Brouwer, "The Other Side of the Moon The Schengen Information System and Human Rights: A Task for National Courts", **CEPS Working Document**, No.288, April 2008, p. 13.

²¹ Georges Beauvau, "De Schengen à Schengen: le prix de la sécurité, **Outre-Terre**, 2004/2 (no 7), p. 103.

le fait que l'information est tout à fait identique d'une N -SIS à l'autre N- SIS rend le SIS ouvert à vrai contrôle de la protection des données.²²

Le SIS contient les informations sur les personnes mais en même temps sur les objets comme les véhicules. Il existe deux grandes catégories d'informations : d'une part, concernant les personnes recherchées et les personnes disparues sous surveillance et d'autre part, la catégorie sur des véhicules volés ou perdues et d'objets perdus, les documents perdus comme des papiers d'identité, les permis de conduire ou les plaques du véhicule.

Toute personne a le droit d'accès aux informations après avoir fait une consultation aux autorités compétentes. Conformément à l'article 109 de la Convention toute personne a le droit d'avoir accès aux données introduites dans Schengen information Système (SIS) qui se rapportent à lui. Ce droit est accompagné par le droit de correction lorsque les données sont de fait inexacts ou suppression lorsque les données ont été stockées illégalement.²³ Le droit d'accès doit être refusé dans le cas où elle peut nuire à l'exécution de la tâche légale spécifiée dans l'alerte ou en vue de protéger les droits et libertés d'autrui. Il arrive souvent qu'une alerte SIS est délivrée pour une personne dont l'identité a été volée (par exemple suivant le vol et l'utilisation de ses papiers d'identité par un tiers). Le SIS alerte pour les personnes dont les identités ont été volées car cela peut poser des problèmes juridiques et pratiques graves en fournissant une identité cachée pour les personnes recherchées. De ce fait, le SIS offre une protection aux personnes qui perdent leur carte d'identité et empêche l'utilisation des documents volés par les personnes recherchés. Compte tenu de l'obligation qui incombe aux États participant au SIS pour garantir que les données saisies sont exactes et à jour, le vol des identités est facilement saisi par les autorités.²⁴

²² Simon Planzer, "Data Protection in The Schengen Information System", **Researchgate**, 2008, p.358.

<https://www.researchgate.net/publication/228162224>

Date d'accès: le 15 mars 2016.

²³ Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, 19 juin 1990, Journal officiel n° L 239 du 22/09/2000

²⁴ Data Protection Secretary, Joint Supervisory Authority, **The Schengen Information System A Guide for exercising the right of Access**, 13 October 2009, p.8.

Malgré ces avantages, le système prévu par la Convention d'application a le risque de porter atteinte aux droits individuels et la vie privée car les données personnelles sont collectées et détenus échangées par le SIS en absence de garanties procédurales et institutionnels adéquates.

Il existe un débat sur la place du SIS dans la structure institutionnelle de l'Union européenne. Certains États membres avouent que le SIS est principalement un instrument de coopération policière et doit donc être placé dans le contexte institutionnel du troisième pilier, les autres États membres soutiennent que le SIS joue un rôle important dans la gestion des flux migratoires clandestins par le stockage des données importantes sur les personnes, et les documents volés ainsi que sur l'immigration illégale. Comme ils ont décidé de donner le SIS une base juridique en vertu du titre 6 sur la coopération policière, la discussion sur l'endroit où incorporer le SIS illustre néanmoins que la distinction entre les premiers et troisièmes piliers n'est pas nécessairement reflétée sur le plan institutionnel.²⁵

Le SIS ressemble à une option technologique de Foucault. La technologie aide au développement du système prévu par la Convention d'application. De ce fait, ils ont collectivement créé une nouvelle forme de police: la police à distance qui maintient l'ordre au loin des frontières grâce à la technologie. Cette police au nom de la liberté se déplace du lieu des contrôles et les contrôles délocalisent des frontières des États pour créer de nouvelles frontières sociales.²⁶ Avant d'arriver aux frontières, on est contrôlé plusieurs fois par les photos biométriques, les empreintes digitales etc. Donc le SIS donne une illusion de liberté mais applique un contrôle sévère envers les individus qui veulent traverser les frontières. Donc Il s'agit d'une architecture de la frontière dans une Europe chantre de la libre circulation mais qui diffuse indirectement des valeurs xénophobes.²⁷

Le SIS a été critiqué sévèrement à cause de son caractère injuste et disciplinaire. En général les individus ne sont pas informés qu'ils ont été enregistrés

²⁵ Rens Van Munster, *Securitizing Immigration-The Politics of risk in the EU*, London, Palgrave, 2009, pp.88-89.

²⁶ Didier Bigo et Elspeth Guild, "Policing in the Name of Freedom", *Controlling Frontiers: Free Movement into and within Europe*, Didier Bigo et Elspeth Guild (éd.), Burlington, Ashgate, 2005, p.1.

²⁷ Serge Weber, *op.cit*, p.166.

dans le SIS. Le ressortissants de pays tiers découvrent souvent leur enregistrement quand il est trop tard, soit lorsqu'on lui a refusé l'accès aux frontières extérieures de l'UE ou soit lorsqu'il a refusé leur demande pour le visa. Même s'ils sont conscients de leur inscription, la possibilité pour un individu d'accéder à des informations pour corriger des données fausses dans le SIS est soumise à une diversité de procédures en vertu du droit national des pays membres. Certains États membres autorisent l'accès uniquement indirect aux données personnelles détenues sur la SIS, ce qui signifie que les personnes cherchant à corriger les données inexacts sur le SIS doit d'abord passer par les Autorités Nationales de Protection des Données. Cela peut entraîner de longues procédures pour l'obtention d'informations. Il n'existe pas d'une procédure générale pour la correction des informations, comme cela dépend de droit national, la procédure diffère selon les pays dans lesquels le recours est formé. Les variances élevée dans l'utilisation du SIS sont le reflet de la nature intrinsèquement nationale de cet instrument. Chaque État membre gère ses propres systèmes nationaux et il est national la législation qui régit principalement la capacité des individus à tort signalé avoir l'information corrigée et demander réparation. Néanmoins, les faiblesses identifiées indiquent un besoin évident d'une réévaluation des règles régissant l'utilisation du SIS, afin de sauvegarder les libertés civiles et les droits fondamentaux.

c) Le Système de Dublin

L'accord de Schengen conduit à l'abolition des contrôles aux frontières en Europe. La Convention de Schengen s'intéresse beaucoup à l'abolition des contrôles et à la sécurisation de l'immigration. Elle a des articles sur le droit d'asile mais elle n'apporte pas de réglementation suffisante au propos de droit d'asile. La Convention de Dublin comble cette lacune. Ces articles de Convention de Schengen ont été remplacés par la Convention de Dublin, qui est entrée en vigueur le 1er Septembre 1997.

Le règlement no : 343/2003 connu sous le nom de règlement de Dublin 2 adopté en 2003 remplace la Convention de Dublin signée en 1990 et il vise à établir un système d'asile commun européen. Ce règlement détermine quel État examinera les demandes d'asile. Il met en œuvre les critères afin de déterminer le responsable de traitement du dossier.

L'objectif de Dublin 2 est de clarifier et d'accélérer la procédure des demandes d'asile. En effet, ce règlement vise à obliger l'État concerné à traiter le dossier. Mais il ne s'intéresse pas aux résultats de demandes : L'acceptation ou le refus sont décidés par les États souverains. En plus, selon ce règlement, les demandeurs d'asile ne peuvent pas choisir son pays d'asile. Les critères du règlement le déterminent au lieu de demandeurs. En effet, le règlement de Dublin 2 offre des avantages pour les demandeurs d'asile et les États. Les États traitent moins de dossier grâce à ce système. Concernant les avantages des demandeurs d'asile, il est certain que leur dossier sera examiné au moins par un État. Il évite l'accumulation des demandes successives présentées aux plusieurs États, parce que les demandeurs d'asile peuvent consulter plusieurs États pour augmenter leur chance d'asile. Cela est interdit par le règlement de Dublin 2.

L'un des objectifs de Dublin 2 est d'empêcher l'accumulation des demandeurs d'asile dans certains États. Un seul pays est responsable du traitement du dossier. L'État membre responsable est l'État par lequel le demandeur d'asile est entré aux territoires de l'Europe. Donc le système de Dublin a créé un lien direct entre l'attribution de la responsabilité d'examiner une demande d'asile et la première entrée sur le territoire de l'Union. Mais cette logique simple de Dublin 2 a été sévèrement critiquée car il cause l'augmentation de demandes d'asile dans des pays frontaliers de l'Europe comme la Grèce et l'Italie car l'entrée des migrants s'effectue en général par ces pays. Il est évident que le système de Dublin cause un transfert de la responsabilité d'États du nord vers les États frontaliers de l'Union. Dans ce contexte, plusieurs dossiers sont envoyés en Grèce et en Italie. La Grèce, l'Italie et la Pologne sont toujours parmi les principaux pays d'accueil. L'Allemagne est parmi les cinq premiers pays d'accueil depuis 2009.²⁸ Donc contrairement à son objectif, ce système a empêché une distribution équitable des dossiers. La pression sur des pays frontaliers et leur fardeau augmentent à cause de système Dublin. Cependant ce fardeau doit être partagé, pas esquivé.

La Cour de Justice de l'Union européenne renforce le système Dublin en essayant de corriger ses défauts. La CDJUE a déterminé les normes minimales pour

²⁸ Susan Fratzke, **Not Adding Up: The Fading Promise of Europe's Dublin System**, Brussels, Migration Policy Institute, 2015, p.9.

l'accueil des demandeurs d'asile avec sa décision préjudicielle. Selon cette décision, l'État responsable doit fournir des conditions nécessaires pour l'accueil des demandeurs d'asile. Cela peut être des camps, des prisons et aussi des hôtels payé par le gouvernement. Grâce à leur souveraineté, les États ont le droit de choisir le mode de détention pendant le traitement du dossier. Comme des exemples le montrent, le confort de demandeurs d'asile et leurs droits ne sont pas de priorités des États. Les prisons transformées en lieu d'accueil pour les demandeurs d'asile le prouvent. Mais la protection de droits de l'homme est primordiale, les États ne peuvent pas faire l'économie de la protection des droits. Cela est contre la logique du règlement de Dublin 2. Mais, en application de ce règlement et la décision préjudicielle de CDJUE, les États manipulent le système en utilisant leur droit souverain.

Le système de Dublin offre la marge des manœuvres aux États. Ainsi, il manque un système commun pour la détention. Chaque État adopte des différentes modes de détention à l'aide de lois nationales. Les demandeurs d'asile ne sont pas automatiquement détenus en Suède. Ils sont normalement offerts la possibilité de vivre en famille ou avec leurs amis s'ils en ont en Suède. En outre, ils ont la chance de rester dans les logements fournis et payés par les États. Dans ces circonstances exceptionnelles, les demandeurs d'asile peuvent être détenus si cela est décidé par un tribunal. La détention des demandeurs d'asile en asile ne sont pas automatiques en France. La détention est utilisée uniquement lorsque cela est nécessaire pour effectuer un transfert. La détention des personnes ne peuvent être détenus sans une décision juridictionnelle. Après la décision de refus, si la personne ne se transfère pas volontairement à un autre État alors elle sera détenue en vue d'être transféré avec les escortes. Cette détention dure généralement 3-5 jours. Alternativement, les personnes dans ces situations pourraient être placées dans une résidence surveillée, mais cette possibilité n'a jamais utilisée jusqu'à présent. La condition de détention en Belgique est une peu différente: Les demandeurs d'asile peuvent être détenu pendant trois mois: deux mois au cours de la détermination de l'État responsable (un mois si l'affaire n'est pas compliqué mais il peut être prolongé un mois si le cas est compliqué et un mois pendant le traitement de dossier.) Mais les familles avec des enfants dans la procédure de Dublin ne sont pas détenues, ils sont logés dans un logement et leurs besoins sont fournis par le gouvernement belge. L'Allemagne peut

détenir les demandeurs d'asile pendant toute la durée de leur procédure. Dans la plupart des États fédéraux, les migrants sont détenus dans les prisons.²⁹ Comme des exemples le montrent, le confort de demandeurs d'asile et leurs droits ne sont pas de priorités des États. Les prisons transformées en lieu d'accueil des demandeurs d'asile le prouvent. Mais la protection de droits de l'homme est primordiale. Les États ne peuvent pas faire l'économie de cette protection. Cela est contre la logique du règlement de Dublin. Mais en application, les États manipulent le système en utilisant leur souveraineté.

Compte tenu des effets néfastes de la détention, la Commission, avec le soutien des ONG devraient surveiller attentivement son utilisation comme un sujet prioritaire. Actuellement aucune donnée empirique est disponible sur le nombre de demandeurs d'asile sous réserve à la détention au sein de la procédure de Dublin de sorte qu'il est impossible d'estimer combien de personnes sont touchés par cette politique de détention. Les États membres ne doivent recourir à la détention à titre exceptionnel base, comme une mesure de dernier recours, lorsque des mesures non privatives de liberté ont été démontrées travail. Néanmoins, si la détention est obligatoire, elle sera utilisée au minimum. En ce qui concerne la détention des enfants non accompagnés dans la procédure de Dublin, cette pratique devrait être abolie immédiatement.³⁰

“Assurer les conditions nécessaires” ne signifie pas seulement des lieux d'accueil des demandeurs d'asile. Une assistance juridique y inclut. Les Etats membres doivent offrir les demandeurs d'asile le recours juridictionnel, les informations sur les procédures de Dublin avec un langage compréhensible. Le rapport d'UNHCR publié en 2011 souligne l'importance de l'assistance informative et linguiste *“Les jeunes demandeurs d'asile et réfugiés devraient être informés de leurs droits dans le pays d'asile dans une langue qu'ils comprennent. • Des publications adaptées aux jeunes devraient expliquer comment obtenir aide et assistance dans les procédures d'asile. Il devrait y avoir des séances de formation où les jeunes réfugiés et demandeurs d'asile pourraient apprendre à rechercher et à*

²⁹ Joanna Lenart, 'Fortress Europe': Compliance of the Dublin II Regulation with the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, **Utrecht Journal Of International and European Law**, Merkourios 2012 – Volume 28/Issue 75, pp.14-15.

³⁰ European Refugee Hold, European Comparative Report, Dublin II Regulation Lives on Hold, February 2013, p.87.

utiliser l'information dans le pays d'asile concernant l'asile et les procédures à suivre, et à faire valoir leurs droits.”³¹ La clarification de processus porte une importance vitale surtout pour les réfugiés jeunes. Le processus doit être facilement expliqué avec les experts et les pédagogues. Mais pour minimiser les coûts, les États choisissent de supprimer cette nécessité et ce processus avance par l'aide de bénévoles.

En outre, l'acceptation ou le refus des demandes d'asile sont directionnels. Il n'existe pas de critères objectifs. On ne peut pas les imposer aux États souverain contre leur gré. A cause de cette lacune, la subjectivité domine l'examen du dossier. Certains pays acceptent facilement les demandes d'asile de certaines nationalités. Par exemple, l'acceptation des demandeurs d'asile irakiens varie selon la perception des États. La Grèce et la Slovaquie n'ont accepté aucuns irakiens. Le taux d'acceptation diminue à 0% tandis que ce taux augmente à 87.5% en Chypre et 85% en Allemagne.³² S'ils arrivent à la Finlande alors ils ont la chance de rester. S'ils arrivent à la Grèce, alors ils n'ont aucune chance. Donc ils recherchent la meilleure place pour obtenir le droit d'asile. Donc cela encourage les réfugiés à entrer illégalement en utilisant les trafiquants dans les pays où ils auront plus de chance à obtenir l'asile.³³ Une telle situation semble être beaucoup plus à une loterie de l'asile qu'un système commun de règles uniformes. Avec le taux de reconnaissance de la Grèce pour les cas d'asile proches à zéro, la plupart essaient de passer rapidement à d'autres Etats. Mais ils peuvent ensuite être renvoyés au premier État dans lequel ils sont entrés à l'UE, en vertu des règles de l'UE qui tentent d'empêcher “asylum shopping”. Il existe une nuance entre la procédure des adultes et celui des enfants. Il permet aux candidats adultes à être renvoyés dans le pays par lequel ils sont entrés dans la première de l'UE, et les enfants à retourner au premier État auquel ils ont fait une application pour la demande d'asile.³⁴

³¹ UNHCR, Le Rapport de Réunion Consultative, Difficultés rencontrées par les jeunes réfugiés et demandeurs d'asile concernant l'accès aux droits sociaux et leur intégration durant leur passage à l'âge adulte, Centre européen de la jeunesse, Strasbourg, 17-18 novembre 2011, p.20.

³² European Council on Refugees and Exiles, 'Five years on Europe is Still Ignoring Its Responsibilities Towards Iraqi Refugees' (March 2008) AD1/03/2008/ext/ADC p. 2.

³³ Jesuit Refugee Service-Europe, Safe and Secure: How do Refugees Experience Europe's Borders? Modern challenges to protection and the 1951 Refugee Convention, Décembre 2011, pp.23-24.

³⁴ Le règlement de Dublin fait une distinction entre les adultes et les enfants mais il ne fait pas une distinction entre les personnes qui ont réellement besoin de protection internationale (dans ce cas: les réfugiés) et d'autres migrants en situation irrégulière, les voyages en Europe, par exemple, pour des raisons économiques. Elle ressemble à l'approche, dès le début de l'intégration européenne,

L'un des objectifs de règlement de Dublin était d'empêcher les réfugiés en orbite. Il a été couronnée de succès à cet égard, mais seulement dans une certaine mesure. Il fait raccourcir les délais prescrits pour traiter l'asile applications. Cependant, le phénomène indésirable persiste encore, qui sera présenté sur la base de quelques exemples. Ainsi, conformément à l'article 16 paragraphe 3, si un ressortissant de pays tiers quitte le territoire de l'Union pour une période d'au moins trois mois, la responsabilité d'un État membre dont, il a quitté le territoire, cesse. Une telle situation n'équivaut à rien autre qu'un «réfugié en orbite». La longueur de la procédure joue également un rôle essentiel à cet égard. La détermination de l'État membre responsable peut prendre jusqu'à trois mois à compter de la date d'une demande d'asile est déposée (article 17, paragraphe 1). Ensuite, l'État membre a deux mois pour donner une décision (article 18 paragraphe 1). Le transfert doit avoir lieu dans les six mois à compter à partir de la date d'acceptation de la demande (article 19, paragraphe 3). Toutefois, si elle n'est pas réalisée dans le délai prescrit, il peut être prolongé jusqu'à dix-huit mois (article 19, paragraphe 4) Donc en bref, le règlement de Dublin empêche les refugies en orbite en créant une nébulosité et en les faisant attendre aux camps.

Les critiques sur Dublin 2 ont fait naître la nécessité de révision du système. De ce fait, Dublin 3 a vu le jour. Le règlement Dublin III a été adopté et il améliore quelque points du Dublin 2 tels que le droit à un entretien personnel, mais maintient les principes sous-jacents du système de Dublin et ne comble pas toutes ces lacunes. Certaines nouveautés (dont la suffisance est discutable) sont introduites par Dublin III. Une nouvelle clause a été introduite dans règlements de Dublin III-, en disant qu'un État membre n'a pas de droit de transférer une personne vers un autre État membre en vertu du principe de Dublin, s'il y a un risque que la personne sera soumise à traitement inhumain et dégradant. Tous les transferts vers la Grèce ont été interrompus pendant deux ans, après une décision de la Cour de justice européenne, mais avec ce nouveau paragraphe les États membres seront tenus de procéder à une évaluation eux-mêmes et ne pas attendre une décision juridique. Une autre innovation dans le nouveau règlement de Dublin est un nouveau système de

où toutes les initiatives entreprises se sont concentrées uniquement sur l'économie et la création d'un marché commun tandis que les préoccupations des droits humains étaient complètement hors de propos .

surveillance, le mécanisme que l'on appelle d'alerte précoce. L'alerte précoce est évoquée dans l'article 33 de la Régulation de Dublin III. L'alerte précoce prévoit la collection et l'analyse des données, réunissant l'expertise de l'ensemble des États membres, Agences de l'Union européenne, le HCR et la société civile, dans laquelle EASO (Office européen de l'asile à Malte) joueront un rôle clé.³⁵ Grâce à une surveillance continue des systèmes d'asile dans les États membres, il sera plus facile de détecter les problèmes et obtenir l'aide de l'UE - commission et EASO, avant qu'il ne dégénère comme en Grèce, où son système d'asile complètement effondré.

En Europe, le débat sur l'adoption de normes minimales pour la qualification, le statut et conditions d'accueil des demandeurs d'asile a commencé en Septembre 2001. Il est à noter que la proposition de la Commission européenne a été adoptée le 12 Septembre 2001. Les propositions convenus mettent l'accent sur les exigences de la sécurité. Les problèmes de sécurité créent ainsi des limites sur le droit d'asile. Les préoccupations similaires concernant les droits de l'homme sont soulevées par les nouvelles réglementations adoptées par les Etats Membres de l'UE. Les lois allemandes permettent le rejet des personnes qui demandent l'entrée dans le pays si le demandeur est soupçonné de soutenir un groupe terroriste ou si le demandeur est suspecté d'être violent. Le soupçon est donc une raison suffisante pour refuser le droit d'asile. Encore une fois, la subjectivité domine les volets de la politique d'immigration en Europe, car l'augmentation de demandes d'asile sont couplés avec la peur de dissolution de l'identité européenne.

Le règlement Dublin II a été conçu pour éliminer les lacunes de la Convention de Dublin, et le règlement Dublin 3 pour perfectionner Dublin 2 y compris le fonctionnement lent du système, l'incertitude pour les candidats et les États membres, les remèdes pour les « réfugiés en orbite », le risque de « refoulement en chaîne », l'absence de règles de réadmission appropriées et supervision. Mais l'application du règlement de Dublin est loin de remédier ces problèmes. La performance discutable de ce règlement n'a pas pu résoudre ces problèmes. En outre, l'imprécision et l'incohérence des dispositions du règlement Dublin II a conduit à la confusion des États membres, d'être coincé entre leurs obligations internationales et de l'UE et la recherche d'un bon balance. Ces dispositions prouvent que le système de

³⁵ Dublin III Regulation, Regulation (EC) No. 604/2013 of 26 June 2013 (recast Dublin II Regulation), 26 June 2013.

Dublin doit être révisé dès que possible, et jusque-là, au moins la pratique de son application devrait changer. Le volet humanitaire du système de Dublin doit être renforcé pour empêcher des drames humanitaires surtout dans la crise migratoire. Les critères fixés par le règlement prévoit ni un mécanisme de partage équitable des charges entre les États membres, ni une protection suffisante demandeurs d'asile.

B) Une Pratique Desordonnée sous l'influence des Crises

Après l'adoption de la Convention de Schengen, la libre circulation de personnes n'était pas facile à digérer en Europe. La solidité du système de Schengen a été testée plusieurs fois par des crises successives. Après chaque crise, la nécessité de renouvellement du système de Schengen a été discutée par le gouvernement des États membres. Le printemps arabe était le commencement des crises et des discussions pour le système de Schengen. Les deux pays importants s'opposent sévèrement suite à la crise des migrants tunisiens. Le printemps arabe ouvre la porte de l'hiver européen surtout en déclenchant les afflux migratoires. Le refus de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace de Schengen par les États membres causent à une crise difficile à résoudre. Le plus grand tremblement de terre pour le système Schengen est sans doute la crise migratoire provoqué par des crises politiques au Moyen Orient ce qui doit être analysé de manière plus détaillé. Il convient d'analyser ces crises de manière à démontrer que l'UE semble à adopter une approche différente après chaque crise. Donc on ne peut pas parler d'une approche similaire à la suite de ces crises.

1) La Crise Franco-italienne

En 2011, la crise franco-italienne secoue des dynamiques européennes et les fondements du système Schengen. La gestion des afflux migratoires de tunisiens et de nord africains devient un problème important entre la France et l'Italie. La première destination des migrants tunisiens était l'Italie. Mais l'afflux migratoire commençait à avancer vers l'intérieure de l'Europe et l'Italie a permis leur passage vers la France. Italie a donné des permis de séjour temporaire à un grand nombre des tunisiens (à peu près 26.000). Beaucoup de Tunisiens ont des liens de famille ou des amis en France qui est ancienne puissance coloniale de la Tunisie, Selon le gouvernement italien les permis devraient permettre aux Tunisiens d'y aller en

profitant aux accords permettant au voyage sans visa dans des nombreux pays européens.

Un accord signé le 7 avril 2011 entre les gouvernements italien et tunisien prévoyait la coopération pour les contrôles aux frontières et l'expulsion automatique des nouveaux arrivants en échange d'autorisations de résidence de six mois.³⁶ Cette autorisation étant valable dans les autres pays des accords de Schengen. Malgré le permis de l'Italie, la France a refusé de faire entrer les tunisiens aux territoires français. Selon la France, le permis de l'Italie devrait être soutenu par les documents qui montrent la situation économiques des immigrés. *“En plus d'un visa temporaire, les immigrés devront prouver des moyens de subsistance à hauteur de 31 euros nets par jour s'ils ont un logement, 62 le cas échéant. Mission quasi impossible, sachant que 62 euros nets par jour revient à un salaire mensuel d'environ 1.343 euros, soit à peu de choses près le montant en France du salaire minimum brut, qui s'élève à 1.365 euros.”*³⁷ Un train transportant des immigrants tunisiens en provenance d'Italie a été arrêté à la frontière française, dans une escalade d'un conflit international sur le sort des migrants d'Afrique du Nord fuyant les troubles politiques de refuge en Europe. L'Italie a déposé une protestation auprès du gouvernement français, appelant le mouvement *“ illégitime et en violation flagrante des principes généraux européens ”* le ministère italien des Affaires étrangères a expliqué.³⁸

En outre, la France a introduit le contrôle à la frontière franco-italienne. La France a placé des patrouilles pour arrêter et empêcher des tunisiens sans précédent depuis l'introduction de la zone de libre avec la Convention de Schengen. De ce fait, l'Europe a montré qu'elle n'est pas prête à assumer les dispositions libérales de la Convention de Schengen. Après avoir expérimenté une petite crise, la réaction de la France était de secouer les dynamiques de Schengen. Selon l'article 5 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, un étranger peut entrer aux

³⁶ João Carvalho, Andrew Geddes, « Chapitre 12. La politique d'immigration sous Sarkozy. Le retour à l'identité nationale », Jacques de Maillard et Yves Surel (éd.), **Politiques publiques 3 Les politiques publiques sous Sarkozy**, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2012, pp.22-23.

³⁷ Anaïs Toro-Engel, Seule face à l'immigration, l'Italie en a plein la botte, **Slate Afrique**, 29.04.2011, <http://www.slateafrique.com/1699/seule-face-immigration-litalie-en-a-plein-la-botte> Date d'accès: le 21 avril 2016.

³⁸ **“Italy protests as France blocks train carrying migrants from Tunisia”**, The Guardian, 17.03.2011, <http://www.theguardian.com/world/2011/apr/17/italy-protests-france-tunisia-migrant-train> Date d'accès: 14 Décembre 2015.

territoires de Schengen pour un séjour n'excédant pas 3 mois si ce dernier possède des documents valables. Dans ce cas, le permis d'Italie fait partie des documents valables qui permettent le franchissement de la frontière. Normalement, La France, un signataire de la Convention de Schengen, doit ouvrir sa frontière aux Tunisiens qui possèdent le permis. Mais la France peut les refuser en profitant de la Convention de Schengen qui souligne souvent l'ordre public et la sécurité nationale. En évoquant ces deux éléments fondamentaux, la France a défini les migrants tunisiens comme une menace contre la sérénité de son pays. Selon l'article 96 de la Convention de Schengen, *“un étranger à l'égard duquel il existe des raisons sérieuses de croire qu'il a commis des faits punissables graves, ou à l'égard duquel il existe des indices réels qu'il envisage de commettre de tels faits sur le territoire d'une Partie Contractante”* n'a pas le droit d'obtenir l'autorisation de l'entrée aux territoires de Schengen. Donc en mentionnant ces indices réels (qui sont déterminés par la subjectivité), la France a le droit de “consulter la Partie qui a délivré le titre de séjour afin de déterminer s'il y a des motifs suffisants pour retirer le titre de séjour.” selon l'article 23 de la Convention. Donc les deux parties ont la chance de soutenir sa thèse en profitant des différents articles de la Convention. En effet, la source de la crise est la langue ambiguë qui est serrée entre le libéralisme et le protectionnisme et qui n'est devenu ni libérale ni protectionniste. A cause de cette dilemme de rédacteurs de Convention, Schengen devient impuissante pour résoudre des crises et cause des dialogues sourdes où les deux parties du conflit se défendent en profitant de dispositions de la Convention. Mais quel que soit sa prétexte juridique, il est clair que la France a violé ses accords conclus et allait contre ses engagements internationaux.

En effet, les deux pays veulent se débarrasser les migrants. Même si l'Italie évoque des dispositions libérales de la Convention, son objectif réel est d'orienter les migrants en dehors de territoires de l'Italie. La France les refuse car elle les voit comme une menace contre l'ordre public français. Evidemment, cette attitude de France était directement liée à la politique de Sarkozy qui optent pour l'immigration choisi. Contrairement à la préférence de Sarkozy, l'immigration des Tunisiens était un bon exemple de l'immigration subie provoqué par le printemps arabe et le gouvernement italien. La décision unilatérale de fermer la frontière et de repousser les tunisiens nous montre la puissance des États européens face à la Convention de

Schengen et au système de Dublin. En effet, les actes unilatéraux de la France ont remis la question le processus de reconnaissance mutuelle des visas d'entrée accordés par les États membres de Schengen. Donc une des nouveautés fondamentales introduite par le système de Schengen a été refusée par la France pour contrecarrer les afflux tunisiens. Malheureusement, le système a été blessé par l'un des pays fondateur du système. Cela diminuait la confiance envers le droit de libre circulation et les apports de Schengen.

La crise migratoire en 2011 avait le potentiel d'augmenter la tension en Europe. *“Le conflit entre la France et l'Italie est atténué après le sommet d'avril 2011, à la suite duquel le gouvernement français a reconnu les permis de résidence émis par l'Italie. Néanmoins, le gouvernement a indiqué qu'il renverrait en Italie tout Tunisien qui ne disposait pas de documents légaux ou de ressources lui permettant de rester. Au total, le gouvernement français demeurerait contraint par le droit communautaire ainsi que par les règles de l'espace Schengen.”*³⁹ Finalement, la France a retourné à ses obligations mais le système Schengen fragilisait. L'attitude de France a montré aux autres États membres que le non obéissance à la Convention de Schengen ne créait pas de grands problèmes au sein de la communauté internationale. Donc les prochaines crises monteraient si la France serait une exception ou un exemple mauvais.

Le sommet entre la France et l'Italie a résolu la crise mais donne les signaux importants pour l'avenir du système de Schengen. La France et l'Italie se sont déclarées favorables à "des modifications" au traité de libre circulation de Schengen, "dans les circonstances exceptionnelles" actuelles, selon les termes du président du Conseil italien. Les deux pays ont envoyé une lettre commune à Bruxelles, qui détaille ces modifications souhaitées. Le conflit italo-français se transformé en une lettre conjointe à la Commission européenne écrite par Berlusconi et Sarkozy.⁴⁰ "Nous voulons que Schengen vive, mais pour que Schengen vive, Schengen doit être réformé", a dit Nicolas Sarkozy. "Nous voulons le renforcement de son texte, nous voulons le renforcement de ses évaluations, nous voulons davantage de moyens pour que les frontières de l'espace Schengen soient garanties", avait-t-il ajouté. "C'est

³⁹ Carvalho, *op.cit.*, p.295.

⁴⁰ Mircea Vasilescu, "Revenir sur Schengen, c'est tuer l'idée européenne", *Courrier International Hebdo* N° 1071, 16 Mai 2011, p.21.

justement parce que nous croyons en Schengen que nous voulons un renforcement de Schengen." Le responsable de la crise est devenu le système de Schengen au lieu d'obsession sécuritaire des États. Le renforcement de Schengen a été souligné plusieurs fois. Mais que signifie le renforcement de Schengen? Sarkozy et Berlusconi n'ont pas clarifié ce point essentiel. Cependant ce n'est pas difficile de faire une synthèse. Le renforcement de Schengen signifiait pour ces deux leaders le renforcement des mesures sécuritaires dans les temps exceptionnelles comme la crise migratoire. C'est l'idée de rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures des États membres ce qui signifie la suspension de la Convention d'application de Schengen dans les temps de la crise. Cela nous montrait que les États signataires ne voyaient pas le système de Schengen suffisante pour résoudre les crises.

Le renforcement de Schengen signifiait en plus le passage de zones de libre circulation à la zone de contrôle où domine la logique sécuritaire en effaçant des acquis de Schengen depuis 1985. La tentation du repli de l'Europe pour se sauver des crises internationale n'est pas facile ni socialement ni économiquement. La réintroduction des contrôles a un coût économique pour l'Union européenne. Selon une recherche réalisée par France Stratégie, *la première conséquence (50 % des coûts) sera une baisse de la fréquentation touristique due à la nécessité de faire une demande de visa dans chaque pays de l'Union. La deuxième concerne les travailleurs transfrontaliers (38 %), qui mettront plus de temps à parcourir le trajet de leur domicile à leur lieu de travail. Enfin, le transport de marchandises sera affecté (12 %). À plus long terme, la mesure risque aussi d'avoir un impact sur le commerce extérieur.*⁴¹ Donc le commerce, l'industrie et le tourisme, les trois secteurs moteurs de l'économie seraient en danger en cas de réintroduction des contrôles. A cela s'ajouteraient des coûts concernant l'introduction des matériels de sécurité et des personnels aux frontières intérieures. La réintroduction des contrôles ne signifie que l'abolition du système Schengen mais en même temps charger des déficits budgétaires importants. Cette réintroduction devrait être accompagnée par la création des nouveaux secteurs et des nouveaux revenus pour raviver ces trois secteurs qui seraient influencés par la réintroduction des contrôles. Justement, l'augmentation des

⁴¹ Les Trois Impacts Economiques de la fin de Schengen, **L'Usine Nouvelle** n°:3455, 11 février 2016, <http://www.usinenouvelle.com/editorial/les-trois-impacts-economiques-de-la-fin-de-schengen.N378788> Date d'accès: le 13 avril 2016.

impôts pourraient être une solution vite pour augmenter des revenus des États. Cela a aussi un effet social. Depuis 1985, les européens se sont habitués à voir les territoires des États Schengen comme une zone unique. Donc à leur perception les citoyens des États de Schengen sont leurs voisins voire leurs congénères. L'abolition du système de Schengen créerait donc une confusion de notion chez les citoyens européens. Pour voir leurs congénères, ils devraient passer des contrôles après vingt années sans contrôles. *“Les voisins redeviendraient les “étrangers”, plus étrangers qu'ils ne l'étaient vingt ans auparavant. Et pour l'Union, ce serait le début de la fin.”*⁴² Parce que ce serait une perte totale de l'acquis et une régression totale. L'Union qui perd le soutien de citoyens, est condamnée à prendre la fin. Avec ces impacts économiques et sociaux, la réintroduction des contrôles signifie aussi l'abolition d'idée de l'Europe unie par l'Europe de “chacun pour soi”.

Suite à la lettre conjointe de la France et de l'Italie, la Commission européenne propose “une meilleure gestion de migrations vers l'Union européenne.” Selon cette proposition, la Commission divise la migration en deux catégories distincts et conseille l'adoption des attitudes différentes à ces différentes catégories de l'immigration: L'immigration légale et l'immigration illégale doivent être différemment traités. Il s'agit du *“renforcement des contrôles aux frontières et de la gouvernance de Schengen, pour faire face à l'immigration illégale, garantir que chaque État membre contrôle efficacement sa portion des frontières externes de l'Union, en conformité avec l'esprit et la lettre du droit de l'UE, et générer une confiance en l'efficacité du système mis en place par l'UE pour la gestion des migrations; des migrations légales vers l'UE mieux ciblées, en vue de faciliter l'immigration de personnes possédant les compétences nécessaires pour l'aider à combler les déficits prévus de main d'œuvre et de compétences et parer au déclin prévu de sa population en âge de travailler; l'aider à combler les déficits prévus de main d'œuvre et de compétences et parer au déclin prévu de sa population en âge de travailler; le partage des meilleures pratiques dans les États membres en ce qui concerne l'intégration des immigrants légaux dans l'UE, de manière à maximiser les avantages économiques de l'immigration et à assurer l'harmonie sociale dans l'Union; une approche stratégique des relations avec les pays tiers sur les questions liées aux migrations, visant à faciliter la circulation des personnes par une*

⁴² Mircea Vasilescu, **op.cit**, p.22.

amélioration des possibilités de migration légale, combinée à des mesures de prévention des migrations illégales.”⁴³ De ce fait, les États membres doit se battre avec immigration illégale. Au contraire, l’immigration légale dont l’Union européenne a besoin à cause de sa population vieillie, doit être accueillie avec la bienveillance. Au bref, il faut contrôler l’immigration illégale et encourager l’immigration légale afin d’en profiter. Déjà, pour les États, cette citation prend une autre forme: Il faut lutter contre la migration subie et encourager l’immigration choisie. En essayant de trouver une voie médiane qui satisfait les souverainistes et les libérales, la Commission a raté la chance de s’attaquer au cœur du problème. Il est évident que les États vont lutter contre l’immigration illégale. La répétition de la nécessité des contrôles de l’immigration illégale n’a aucun sens. La proposition de la Commission ne donne pas de réponse concernant l’avenir du système Schengen. Est-ce qu’il y aura une réforme de Schengen? Qu’est-ce qu’il faut faire pour empêcher des nouvelles crises? Comment faut-il réformer le système? Ces questions ne sont pas traitées par la proposition de la Commission. On peut dire que la Commission a choisi de faire oublier le problème en changeant les priorités et attirer attention sur l’immigration illégale.

La crise franco-italienne causée par l’afflux migratoire des Tunisiens et des nord africains devient le microcosme de la crise migratoire syrienne. L’histoire ne cesse pas se répéter. Chaque fois que l’Europe ne veut pas assumer la responsabilité pour résoudre la crise et ferme les yeux aux drames humanitaires, des grandes troubles sonnent la cloche. L’UE et ses institutions qui ne pouvaient pas s’attaquer au cœur du problème en 2011, se confronter à une crise de plus grande envergure depuis 2014. Les critiques sur Schengen sont devenues plus sérieuses. Justement, Sarkozy qui soulignait la nécessité de reformer le Schengen en 2011, devient plus radical et en 2016, il a déclaré que Schengen est mort. Mais le système de Schengen n’a pas été tué par une ennemie extérieure, les attitudes indifférentes et les décisions inaptes de l’UE ont fragilisé le système de Schengen en face de crises. En 2011, le système a été critiqué mais en 2016, le système devient la cible des critiques et la source de tous les problèmes évoqués par les migrants syriens. En 2011, la communauté

⁴³ Commission européenne, **La Commission propose une meilleure gestion des migrations vers l’Union européenne, Portail européen sur l’intégration**, 04.05.2011, <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/la-commission-propose-une-meilleure-gestion-des-migrations-vers-lunion-europeenne?pdf=1> Date d’accès: le 20 mars 2016.

internationale donnait les signaux de reformer le système de Schengen, le système de Dublin et de nécessités de mettre en œuvre une politique d'immigration cohérent. Mais l'UE a choisi de balayer ces problèmes sous le tapis et ces problèmes se transforment en gangrène en 2016.

2) La Crise de pays sûrs

Une autre confrontation importante dans les territoires de Schengen est la crise de pays sûrs. “Est-ce que la Bulgarie et la Roumanie peuvent devenir des membres de l'espace de Schengen?” La réponse de cette question n'a pas encore été trouvée. Donc cette question a aussi augmenté la tension comme la crise franco-italienne en 2011 et a créé une polarisation au sein des États de Schengen.

L'aventure de la Bulgarie et la Roumanie pour devenir un membre de l'Union européenne était assez longue. Devenir membre de l'espace de Schengen est assez douloureux pour ces deux pays. Selon les États de l'espace de Schengen, la Bulgarie et la Roumanie n'ont pas la capacité pour accéder à l'espace de Schengen.

La Roumanie est le premier pays d'Europe central qui a établi des relations avec l'Union européenne. La Roumanie a déposé son candidature en 1995 et commençait à travailler sur les critères d'adhésion. Elle a réussi à devenir un membre de l'Union européenne le 1 janvier 2007. La Bulgarie a suivi la même trajectoire avec la Roumanie. Après avoir libéré du joug soviétique, la Bulgarie déclenchait la relation avec l'Europe. Comme la Roumanie, la Bulgarie a déposé sa candidature en 1995. Les négociations commençaient en 2000 et la Bulgarie a entré à l'UE le 1er janvier 2007. Après avoir obtenu ce statut, les deux pays voulaient devenir les membres de l'espace Schengen pour profiter des avantages de libre de circulation. L'adhésion de l'UE était la première grande objective de leurs politiques étrangers et l'acceptation à l'espace de Schengen apparaît comme l'objective complémentaire qui renforce la position au sein de l'UE.

Les travaux techniques pour adhérer à l'espace de Schengen ont démarré en 2007 dans les deux pays. En 2011, ils ont déclaré la fin des travaux et qu'ils sont prêts pour y adhérer. La Bulgarie et la Roumanie avaient prévu de profiter de voyage sans passeport à la fin de 2011, parce que les experts de l'UE ont convenu que ces

pays deviennent conformes aux normes nécessaires pour maintenir la frontière commune. La Bulgarie seul a dépensé plus de \$1 milliard pour moderniser son frontière avec la Turquie et celui de la mer Noire avec de nouveaux équipements et de nouvelles technologies, telles que des équipements et des capteurs pour détecter les migrants, les appareils x-ray pour observer les véhicules et conteneurs commerciaux.⁴⁴ Mais certains gouvernements de l'UE sont malheureux que la Bulgarie et la Roumanie aient échoué à résoudre problèmes épineux de la corruption, les normes judiciaires, la pauvreté et les influences du crime organisés sur la politique.

La phase de préparation est finie mais les obstacles persistent. Toutefois, considérant la persistance de problèmes de corruption et de dysfonctionnement du système judiciaire, la France et l'Allemagne ont remis en cause l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen. Puis ils ont proposé à l'automne 2011 une solution en deux étapes: dans un premier temps, ouverture des frontières aériennes et maritimes, après, une décision ultérieure sur l'ouverture des frontières terrestres sera adoptée.⁴⁵ Les préoccupations relatives à la corruption ont frappé la Roumanie et de la Bulgarie et ont été discutées au long de leur processus d'adhésion à l'UE. Les deux pays sont régulièrement évalués par la Commission européenne à Bruxelles, qui publie deux rapports par an sur le fonctionnement de leurs institutions. Donc remplir les conditions ne signifie pas le gain de confiance des États membres. L'opposition des États est plus difficile à surmonter que les obstacles juridiques.

Même si tous les critères ont été complétés par les deux États, l'élargissement de la zone Schengen exige le consentement unanime des membres existants de l'UE. Les intérêts et le subjectivisme des États passent devant des critères objectifs. Ces deux pays ont rempli des critères mais échoué faire disparaître des préjugés. Donc l'unanimité n'a pas obtenu. Certains gouvernements - notamment en Finlande et aux Pays-Bas - sont sous pression à la maison des partis populistes opposés à toute forme de future intégration européenne. En plus, la France, le Pays s'oppose à l'élargissement de Schengen à ces deux pays. Le ministre de l'affaire étrangère de la

⁴⁴ Hugo Brandy, **Saving Schengen How to protect passport-free travel in Europe**, Centre for European Reform, London, 2012, pp.22-23.

⁴⁵ France Diplomatie, **L'Union européenne et la Roumanie**

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/roumanie/l-union-europeenne-et-la-roumanie/> Date d'accès: le 17 février 2016.

France Laurent Fabius a exprimé en 2013 qu'il y avait des soucis de sécurité à cause de criminels qui peuvent utiliser ces deux pays pauvres comme un moyen dans d'autres parties de l'UE. Se référant à l'accord de Schengen, qui permet aux gens de se déplacer à travers 26 pays européens sans contrôle des passeports, M. Fabius a dit: *« S'il n'y a pas un changement de conditions, nous ne serons pas en faveur. Les gens qui viennent de l'extérieur de l'Europe pourraient entrer en Roumanie et en Bulgarie, puis entrer librement le reste de l'Europe. »*⁴⁶ Gerd Leers, le ministre d'immigration du Pays Bas, soulignait aussi le lien entre la sécurité et l'admission de ces États en disant *« Il est également une question de confiance et la confiance que nos frontières extérieures collectives seront en sécurité. À l'heure actuelle, il est clair qu'il y a encore des lacunes importantes dans le domaine de la lutte contre la corruption et la lutte contre le crime organisé. »*⁴⁷

L'opposition des États de Schengen augmente la tension entre ces deux pays et les États de Schengen. Le différend a grandi lorsque les autorités roumaines ont commencé à bloquer les camions de fleurs coupées néerlandaises, invoquant des préoccupations sanitaires, juste un jour après que le cabinet néerlandais exprimait son opposition à l'élargissement de Schengen. Plus d'une douzaine de camions transportant des fleurs, graines et bulbes ont soit été renvoyés aux Pays-Bas ou détenus pour faire des tests. Encore une fois, les débats sur le système Schengen ont divisé l'Europe et a créé une polarisation: les anciens membres contre les nouvelles membres. Cette crise a montré que même si les nouvelles États membres sont acceptés à l'Union européenne, ils ne sont pas encore perçus comme des États européens. Il y a une distinction vers les États de l'Europe de l'est. Ces derniers sont vus comme des "demie européennes". Ces attitudes des États membres montrent leur méfiance à ces deux pays. Ils les placent à l'inférieur de leur statut européen. Ils les voient incapable de garder les frontières. Cette déception a été exprimé par Norica Nicolai, ancienne sénatrice et députée au Parlement européenne depuis 2009: *“Nous sommes tous membres de l'UE, égales dans les traités de l'UE, il ne devrait rien prouver aux pays qui sont nos alliés dans le cadre de la même organisation. Nous*

⁴⁶ Peter Allen, **Now French Foreign Minister says Romania and Bulgaria should not be allowed into passport-free Schengen zone because of security fears**, Daily Mail Online, 30.09.2016, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2438646/French-Foreign-Minister-Romania-Bulgaria-allowed-Schengen-zone.html> Date d'accès: le 29 novembre 2015.

⁴⁷ Stephen Castle, **Europe Denies 2 Nations Entry to Travel Zone**, New York Times, 22.10.2011, http://www.nytimes.com/2011/09/23/world/europe/romania-and-bulgaria-are-denied-entry-to-schengen-zone.html?_r=0 Date d'accès: le 04 décembre 2015.

*avons au cours de l'année mis en œuvre la plus haute qualité des technologies et des normes de contrôle des frontières. Plusieurs rapports de la Commission, soutenue par le Parlement européen ont conclu la préparation technique des deux pays à adhérer à l'espace Schengen.*⁴⁸ Devenir un membre à l'espace Schengen devient une priorité des politiques étrangères de ces deux États. Malgré leur déception, ils n'ont pas arrêté d'exprimer leur volonté pour l'adhésion à Schengen. Selon Meglena Kouvena, la députée bulgarienne *“La Schengen est aussi essentielle à l'Europe comme l'Union économique et monétaire. Voilà pourquoi nous voulons Schengen de développer et de rester partie non seulement de la libre circulation, mais de la sécurité et le prestige politique de l'Europe.”*⁴⁹

En effet, les progrès sur le renforcement de l'État de droit ne sont pas techniquement une condition préalable à l'adhésion à la zone de libre circulation. Cependant, la corruption et la sécurité des frontières sont strictement liées. Les fonctionnaires corrompus peuvent être facilement trompés par des criminels organisés ou des passeurs illégaux. Mais pourquoi l'UE permet à ces deux pays “corrompus” de faire des dépenses pour la préparation à la participation à l'espace Schengen. Ils pourraient poser la corruption comme un obstacle avant de faire toutes ces préparations. Cela pourrait diminuer la déception de la Bulgarie et la Roumanie. Finir la corruption est beaucoup plus difficile que les préparations techniques. Il faut dépenser de l'argent pour faire des préparations techniques mais il faut changer la mentalité des fonctionnaires et adopter une autre culture du travail. Ce sont des réglementations qui prennent longtemps à mettre en pratique.

L'octroi de l'accès Schengen aux deux pays aurait pour effet de rendre le gardien des frontières entières de l'UE. Mais l'obsession sécuritaire alimentée par des expériences historiques cause à l'adoption d'une attitude prudente au sein de l'Europe envers ces deux pays. Mais le bilan est assez tragique. L'Europe a perdu sa solidarité en excluant la Roumanie et la Bulgarie à l'espace de Schengen et en créant un sentiment d'élitisme. En revanche l'UE n'a pas pu réussir à assurer la sécurité

⁴⁸ Joe Sutherland, **Bulgaria made to wait for Schengen Access**, 22.04.2010, <http://www.euroviews.eu/2014/2014/04/22/bulgaria-made-to-wait-for-schengen-access/> Date d'accès: le 14 avril 2016.

⁴⁹ Sarkis Zeronian, “Bulgaria and Romania Use Migrant Crisis to Gain Access to Schengen Area”, Breitbart, 15.09.2016, <http://www.breitbart.com/london/2015/09/15/bulgaria-romania-use-migrant-crisis-gain-access-schengen-area/> Date d'accès: le 18 mars 2016.

dans ses territoires. L'Europe devient un continent ni solidaire ni sûr. Les grandes capitales ont vécu des grands attentats terroristes. Donc l'exclusion de deux pays à l'espace Schengen n'apporte pas de sécurité. L'Europe se met dans une crise qui est en train de continuer depuis cinq années et n'a rien obtenu.

Les attentats terroristes et la crise de réfugiés ont détruit la thèse de sécurité de la France et des Pays Bas parce qu'il n'y a pas de sécurité en absence de Bulgarie et de Roumanie. Donc leur absence endommage la solidarité mais ne fait rien gagner. Donc en utilisant ces arguments, la Bulgarie et la Roumanie essaient de raviver ce processus. En jouant un rôle prépondérant dans la crise migratoire, ils ont essayé d'obtenir l'adhésion à l'espace de Schengen. La Roumanie et la Bulgarie pourraient devenir attrayant pour les réfugiés en tant que pays de transit, si elle est admise à l'espace Schengen. Elle ouvre une nouvelle route continentale pour les migrants. Mais il est plus important de devenir des pays de barrage pour empêcher des afflux migratoires vers l'ouest. Ces deux pays soutiennent l'adoption de quotas migratoires obligatoire pour les États. Ils ont liés l'adoption de ce système avec leur admission dans l'espace de Schengen. La crise transforme en un jeu stratégique et la crise de migrants devient un outil politique pour accéder à l'espace de Schengen.

En soutenant l'adoption de quotas obligatoires, la Roumanie et la Bulgarie partagent une position différente de celle de Visegrad dont quatre pays de l'Europe de l'est font partie. Donc ils ont le risque de marginaliser dans leur propre région. La Bulgarie et la Roumanie joueraient la roulette russe en prenant trop de risques contre un seul bénéfice. Il est probable qu'elles excluront par le Groupe de Visegrad et deviendront seules dans leur région en perdant le soutien des pays de l'Europe dont elles possèdent une histoire commune et des cultures proches. De l'autre côté, leur admission à l'espace de Schengen est impossible jusqu'à ce que la France, les Pays et l'Allemagne retirent leur veto. Cela n'est pas leur priorité à court terme.

La Bulgarie et la Roumanie ne peuvent pas vérifier si les réfugiés entrants sont enregistrés comme des criminels ou des terroristes dans le système d'information Schengen. Cela met l'UE en danger car il est bloqué et ne peut se joindre à l'espace sans frontières. Sans l'admission à l'espace de Schengen, il n'est pas logique de leur transformer aux gardiens des frontières européennes. De ce fait,

l'argumentation des États membres qui opposent leur veto a été détruite tandis que leur absence cause l'insécurité. Sans l'adhésion Schengen, on ne sait pas comment la Bulgarie et la Roumanie pourront contribuer au renforcement de Frontex, l'agence européenne pour la gestion des frontières extérieures du bloc, un des objectifs souligné lors du récent sommet de l'UE le 15-16 Octobre 2006. Donc il existe des contradictions importantes dans l'attitude des États européennes. L'insistance sur le veto à l'entrée de la Bulgarie et la Roumanie cause la perte de la cohérence au sein de l'Union européenne ce qui signifie une perte de puissance. Cela aussi montre que l'Union européenne est loin d'une structure supranationale. Chaque fois que cette dernière met en œuvre d'un politique commun, une crise liée à ce politique commun voit le jour. Les crises successives dans les années 2000 liées au système Schengen est un bon exemple à cette situation. Mais pour l'UE, la résolution des crises successives devient plus difficile que la mise en œuvre des politiques communs. Justement, cette crise n'a pas pu résoudre depuis 2011. Il faut trouver une autre solution pour dépasser le pouvoir de veto des États membres ce qui pousse le système à l'impasse. Sinon, l'Union perdra son essence parce que l'UE perd sa solidarité à cause de ces rivalités et qu'elle ne pourra pas appliquer ses politiques communs comme il faut.

3) La position différente des États membres : La source de controverse

La crise migratoire (expliqué de manière détaillé ci-dessus) influence la cohésion au sein de l'UE. Les États membres se polarisent et n'arrive pas à adopter une vision commun ce qui aggrave la crise. Surtout la Hongrie et l'Allemagne deviennent les représentants de deux pôles différents. Dans cette atmosphère, la Grèce apparaît comme le représentant du groupe des victimes. Toutes ces approches différentes causent une pratique désordonnée.

a) La Hongrie et Viktor Orbán: La face cruelle de l'Europe

La Hongrie est l'un des pays qui subit la plus grande pression des migrants. Mais en même temps, elle devient le pays le plus protectionniste de l'Europe. Malgré les avertissements de l'Union européenne, le gouvernement hongrois continue de faire son maximum pour empêcher les afflux migratoires d'entrer en Hongrie et aux

territoires de Schengen. Mais en faisant ces efforts, la Hongrie multiplie les peines de migrant et cause la fin de voyage des migrants par déception.

Le profil de Viktor Orbán est influent dans l'attitude protectionniste voire cruel de Hongrie envers les migrants. Orbán a été élu au Parlement en 1998. Au début, il n'a pas attiré beaucoup d'attention en Europe, mais ce serait changer après les élections nationales de 2010. Orbán a obtenu une majorité des deux tiers pour son parti et a commencé à consolider le pouvoir dans le système politique autour de lui. Il a commencé à créer un système politique autour de lui. Il a freiné le pouvoir de la Cour constitutionnelle et il a poussé à travers une nouvelle constitution par un préambule nationaliste. Il alimente son pouvoir politique avec les discours nationalités en gagnant le support des citoyens hongrois. La crise économique de 2008 a aussi contribué à la victoire d'Orbán. Le Fonds monétaire international a dû intervenir avec des prêts d'urgence, Orbán l'a remboursé : " Nous résolvons nos problèmes avec un cœur hongrois et de l'esprit », il le souligne encore et encore. Il a également déclaré que les Hongrois sont allergiques aux conseils d'autres pays. "La Hongrie ne sera pas une colonie ! " a-t-il dit en Mars 2012. Nous sommes plus familiers qu'avec le caractère de l'aide fraternelle non sollicitée, même si elle vient porter un costume finement adapté et non un uniforme avec des taches d'épaule.⁵⁰ Donc avec ces discours nationales, Orbán rejette l'idée de domination de l'Europe. La Hongrie ne sera pas d'un simple satellite de l'Europe. Il souligne la différence entre être un allié et être une colonie. Donc être le membre de l'UE ne signifie pas être sous le joug de l'UE. L'hégémonie soviétique à la Hongrie cause un syndrome contre l'occupation idéologique, elle devient obsessive à la souveraineté et à la liberté des États pour la régulation des affaires intérieures et extérieures.

La stratégie d'Orbán souligne la puissance donc prétend offrir un remède aux syndromes de son peuple : Les citoyens voient Orbán comme un leader qui peut effacer le destin de servitude du pays. La volonté de régner au lieu d'être dominés augmente la popularité d'Orbán au sein de la société. Il est le seul homme politique d'Europe orientale qui a gagné un premier ministre trois fois. Il offre la stabilité et la puissance donc les deux choses qui rares dans la région.

⁵⁰ Jan Puhl, **Fortress Hungary: Orbán Profits from the Refugees**, Spiegel Online International, 15.09.2015.

La politique d'immigration d'Orbán est sévèrement critiquée par les autres États mais a obtenu le soutien de ces citoyens. La majorité des Hongrois semblait soutenir le Premier ministre. 82% des Hongrois interrogés par think tank hongrois Szazadveg au début de Septembre ont déclaré que le gouvernement devrait poursuivre des politiques migratoires plus strictes.⁵¹ Avec le soutien de ses citoyens, Orbán a endurci ses discours au propos des afflux d'immigration. Orbán a opté pour une re- création d'un exceptionnalisme hongrois fondé sur la tradition, le christianisme et le nationalisme. Il doit défendre son pays contre une invasion musulmane.⁵² Il devient le défenseur des valeurs européennes et exalte la race blanche et la chrétienté. Selon lui, la majorité des musulmans dans les pays européens constitue une menace pour l'identité chrétienne de l'Europe. Si l'Europe échoue à empêcher les afflux migratoires, elle sera occupé par les musulmans à long terme. Les européens seront la minorité dans leur propre territoire et obligés de vivre dans un califat européen. En soulignant les valeurs européennes, il met en accent sur la xénophobie et la polarisation.

Orbán se présente comme le gardien de l'espace Schengen et la conservateur des valeurs européennes. Il crée des ennemis fictifs. Pour lui, les migrants sont les ennemis de l'acquis de l'UE et ils peuvent renverser tous les efforts faits depuis 1951 afin de créer un continent unifié. L'entourage d'Orbán aide à augmentation des tensions par des discours radicales. Zsolt Bayer, un ami proche et co-fondateur de Fidesz (le parti politique d'Orbán), a exigé que l'Europe soit « *libérée de cette horreur, si besoin par les armes* », *traitant les réfugiés de « sauvages » et d'« animaux » qui menacent « la race européenne, blanche et chrétienne »*.⁵³ Orbán est prête d'assumer le rôle de chevalier pour battre ces ennemies et sauver l'Europe. Mais il existe une nuance entre un héros et Don Quichotte qui mène une guerre contre des moulins à vent.

La colère d'Orbán ne reste pas au niveau rhétorique. En profitant son autorité, Orbán a commencé à faire des efforts concrets afin de ne pas accueillir des

⁵¹ Matt Moffett et Margit Feher, **Criticized Abroad, Hungary's Orbán Gains Support at Home With Migrant Crackdown**, The Wall Street Journal, 17.06.2015,

⁵² "Orbán, Hungary and the walls of Europe", Aljazeera, 10.09.2015, <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2015/09/Orbán-hungary-walls-europe-150910104328466.html> Date d'accès: le 12 novembre 2015.

⁵³ Joelle Stolz, "Hongrie : des centaines de réfugiés marchent sur une autoroute en direction de l'Autriche", Le Monde, 04.09.2015.

migrants. La Hongrie commence à construire des murs. Le 17 Juin 2015 le gouvernement hongrois a décidé de fermer sa frontière avec la Serbie, en le fixant avec des clôtures en métal tout au long de ses 175 kilomètres.⁵⁴ Le mur hongrois, à la frontière avec la Serbie, devient un premier rideau sur le sentier des Balkans, ce qui oblige les réfugiés à changer de route ce qui rend leur voyage encore plus difficile. Ces murs n'empêchent pas seulement les afflux migratoires mais en même protègent son pays contre les idées de cosmopolitisme et de multiculturalisme: « *Le multiculturalisme signifie la coexistence de l'islam, les religions asiatiques et le christianisme. Nous allons tout faire pour épargner la Hongrie de cela.* »⁵⁵ La construction des murs a une côté idéologique : c'est le reflet des idées nationalistes d'Orbán et la démonstration de la souveraineté. Mais en effet, les murs sont aussi une démonstration de la peur et de la haine.

La construction des murs est renforcée par la réglementation législative. Selon une nouvelle loi, l'essai de passer les murs et les clôtures par les migrants devient un crime. Le parlement a autorisé le gouvernement de déployer l'armée afin d'aider à gérer des vagues de migrants en accordant aux polices le droit d'utiliser la force. Ces derniers peuvent utiliser des balles en caoutchouc, des grenades lacrymogènes et des canons. Dans la ville de Röszke, sur la frontière avec la Hongrie à la Serbie, la police hongroise commence à porter des masques et des gants en caoutchouc car ils contrôlent des milliers de nouveaux arrivants et la clôture puis ils orientent les migrants vers les camps d'enregistrement qui ressemblait beaucoup prisons improvisées.⁵⁶ Les migrants comme les criminels deviennent une préoccupation de police. Donc les migrants sont exposés au traitement cruel et inhumain des polices. Les polices avec les masques, les casques n'hésitent pas à utiliser les matraques pour détourner les migrants.⁵⁷ La police hongroise menace les migrants à utiliser du gaz et de canons à eau lacrymogènes pour disperser les hommes, les femmes et les enfants qui sont venus pour demander la protection juridique de l'Union européenne. Des milliers de personnes sont forcées de reculer une centaine de kilomètres et de la tête à la Croatie, ce qui rend le sentier des

⁵⁴ Jean-Baptiste Chastand, **La Hongrie a fermé sa frontière aux migrants**, Le Monde, 15.09.2015.

⁵⁵ Matteo Tacconi, "Viktor Orbán's Hungary and Europe's New Walls, Freedom and Democracy", 18.06.2015, <http://www.resetdoc.org/story/00000022565> Date d'accès: le 8 avril 2016.

⁵⁶ Jan Puhl, **Fortress Hungary: Orbán Profits from the Refugees**, Der Spiegel International Online, 15.09.2015, <http://www.spiegel.de/international/europe/viktor-Orbán-wants-to-keep-muslim-immigrants-out-of-hungary-a-1052568.html> Date d'accès: le 10 mars 2016.

⁵⁷ Voir Annexes, no:6 la violence des polices contre les réfugiés.

Balkans encore plus long, plus cher et plus épuisant. Les migrants ont deux choix : recommencer à ce voyage long et difficile ou résister et essayer de passer les obstacles. Comme ils ont peu d'argent et plus de lassitude, la majorité des migrants n'osent pas à recommencer le voyage. La résistance de migrants est réprimée par la répression des polices. Donc les scènes de chaos deviennent une habitude de la frontière entre la Hongrie et la Serbie.

Orbán ne se contente pas de construire les clôtures à son pays, il a aussi conseillé de faire la même chose à la Grèce. Il rêve d'« une Europe libérale » entourée avec les murs. Par cette logique paradoxale, Orbán a appelé la Grèce d'être muré du reste de l'Europe - ou au moins de la Macédoine qui est la prochaine étape du sentier de la migration vers l'Allemagne. Orbán veut que l'UE ou la Grèce développent une clôture autour de la ville frontalière grecque Idomeni sur toute la longueur de la frontière Grèce – Macédoine comme la frontière Serbie-Hongrie.⁵⁸ Donc Orbán indique l'isolement de Grèce. Il veut punir la Grèce à cause de sa position géographique. A côté de cette approche injuste, les murs ne sont pas effectifs. D'autres routes seront trouvées. Autres voies seront trouvées. Chaque fois que l'Europe a érigé une clôture ou renforcé sa frontière maritime, les gens ont pris d'autres routes, malgré l'augmentation des dépenses et de danger. Par exemple, au Maroc, Ceuta et Mallila sont deux villes autonomes espagnoles. Ces deux villes deviennent les deux routes principales des migrants pour passer en Europe. Afin d'empêcher les afflux, on construit les clôtures avec les caméras et les fils chargés d'électricité. 800 immigrants illégaux entrent ces terres. Bien que 100 personnes aient réussi d'y entrer, 6 personnes sont tuées à cause d'affrontements. Mais depuis lors, le nombre de fuites a triplé. La globalisation offre le développement de technologie aux États pour alourdir les contrôles et construire les murs plus compliqués mais en même temps elle offre des alternatives et des nouvelles voies aux migrants pour dépasser les obstacles. Il existe donc un renforcement des capacités de deux parties. En plus, il n'est pas logique d'essayer d'arrêter les afflux (formés par les dynamiques de l'ère de globalisation) par les moyens primitifs de l'époque féodale.

⁵⁸ Patrick Kinglesy, "Where there's a wall, there's no way: refugee crisis needs a better idea", The Guardian, 26.01.2016, <http://www.theguardian.com/world/2016/jan/25/refugee-crisis-hungary-viktor-Orbán-wall-macedonia-greece-border>

De même, en contradiction avec la plupart des images montrées globalement, un grand nombre de Hongrois ont offert d'innombrables actes de solidarité dans les rues de Budapest. Tous les citoyens hongrois ne partagent pas les idées d'Orbán. La gare internationale de Budapest- Keleti est devenue la maison des réfugiés qui attendent l'arrivée de train à destination de leurs rêves donc de l'Allemagne. Keleti devient l'un des symboles de la crise migratoire. Il n'a pas été facile, comme un camp de réfugiés a pris forme choquante au cœur d'une capitale européenne. Des centaines campaient sur un passage souterrain du métro et une petite place en face de l'entrée. Parmi eux se trouvaient de nombreux enfants, coupés et meurtris, affamés et effrayés. En attendant avec la patience, les migrants campent à la gare. Ils dorment au sol au-dessus des cartons. Ils sont incapables d'aller sur les pays qu'ils rêvaient, ne voulant pas revenir aux pays qu'ils avaient fui, en essayant de se raccrocher à la dignité et l'espoir. En voyant la misère des migrants, les hongrois déposent des vêtements, des chaussures, des aliments et des bouteilles d'eau.⁵⁹ En plus un projecteur et un écran ont été installés à l'extérieur de la gare pour diffuser des dessins animés aux enfants.⁶⁰ La gare devient un centre d'aide ou une campe improvisée. Malgré le radicalisme d'Orbán, les citoyens optent pour la solidarité de l'humanité au lieu d'enfermer leur esprit par les murs nationalistes comme la frontière de leur pays.

L'annulation des trains par l'autorité hongroise augmente la misère à la gare de Keleti. L'augmentation de la durée d'attente signifie l'augmentation de la durée de subir aux conditions inhumaines de la gare. Les migrants essayent de vivre dans une place qui n'est pas conforme à vivre. L'absence d'hygiène est un problème important. La partie la plus dégoûtante de la vie quotidienne à la gare est les toilettes, une ligne fétide de huit toilettes portables pour des centaines de personnes qui le vendredi débordait, l'odeur d'ammoniaque couvre les tentes et sacs de couchage.⁶¹ Le nettoyage est assez difficile. Il y a une pompe fournissant de l'eau potable fraîche et

⁵⁹ 32. Gün, Mültecilerin Uzun Yürüyüşü, 22.05.2015.

⁶⁰ **A la gare de Budapest, le campement de fortune de centaines de migrants**, Le Monde, 04.09.2015, http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/09/04/a-la-gare-de-budapest-le-campement-de-fortune-de-centaines-de-migrants_4745800_3214.html Date d'accès: le 10 septembre 2016.

⁶¹ Emma Graham-Harrison, "At Keleti station in Budapest, the refugees could wait no longer", The Guardian, 06.09.2015, <http://www.theguardian.com/world/2015/sep/06/keleti-station-budapest-refugees> Date d'accès: le 5 novembre 2016.

un endroit pour se laver les mains et le visage, mais seulement une pompe n'est pas suffisante pour les milliers de personnes.

Comme il y a moins de bénévoles à la gare de Keleti que des camps, la communication devient un problème important. En effet, tout réfugié qui a été enregistré et avait des documents n'a pas besoin d'acheter un billet de train. Pourtant, à cause de la différence de langage, la plupart de réfugiés ne comprenait pas ces règles et ces procédures donc achetaient des billets non seulement à la frontière de la Hongrie, mais pendant tout voyage à l'Allemagne, qui leur coûte des centaines d'euros. En particulier les réfugiés afghans, avaient peur de prendre un train pour l'Autriche, de peur qu'une fois qu'ils y ont été enregistrés, ils ne seraient pas autorisés à se déplacer à l'Allemagne. Alors qu'ils attendaient de passer la nuit à la gare dans le froid dans l'espoir d'attraper un train direct à Munich le lendemain.

Le Viségrad est un groupe de quatre pays d'Europe centrale: la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, et la Slovaquie. Ce groupe a été formé en 1991 mais devient beaucoup plus proactive dans les années 2000. Pour Viségrad, le changeur de jeu était la victoire électorale Novembre en Pologne de la loi conservateur parti nationaliste et Justice (PiS). Jaroslaw Kaczynski, le chef du parti, a admiré M. Orbán depuis des années. Konrad Szymanski, le ministre adjoint des Affaires étrangères pour les affaires européennes, dit la Pologne envisage maintenant de renforcer sa coopération avec le groupe Visegrad. Le gouvernement est mort contre les autres accords européens d'allouer des réfugiés parmi les Etats membres. Pendant ce temps, depuis la prise du pouvoir en Novembre, PiS a limogé les chefs des services de sécurité et de renseignement, affaibli le tribunal constitutionnel (et emballé avec ses propres partisans), et adopté une nouvelle loi sur les médias qui lui permet d'installer les loyalistes à la tête de la radio publique et chaînes de télévision. La Commission européenne examine si tout cela viole les engagements de la Pologne à la primauté du droit.

Les politiques en Slovaquie et la République tchèque sont un peu différentes, mais dans les deux pays les politiciens ont sauté sur la question des réfugiés. En Décembre Robert Fico, le Premier ministre de la Slovaquie a lancé une contestation judiciaire de la politique migratoire de l'UE, qu'il décrit comme «suicide rituel».

(Hongrie a déposé un défi peu après.) Bohuslav Sobotka, le Premier ministre tchèque, rejette aussi les idées de quotas de réfugiés.

Les membres du groupe de Visegrad s'accordent sur les points suivants au propos de l'immigration: une protection stricte des frontières extérieures de l'UE, la fidélité aux règles de migration existantes et l'accent mis sur l'assistance aux zones de conflit. Au lieu de la politique de la porte ouverte, le groupe Visegrad optent pour le protectionnisme des territoires. En effet ces pays sont contre l'accueil des migrants dans leurs territoires. Ils ne croient pas aux théories qui mettent en œuvre des avantages d'immigration. Selon ces théories pragmatiques, les migrants pourraient apporter des avantages économiques et remédier au déclin démographique. Bien que la population de ces quatre pays vieillissent, leurs gouvernements ne croient pas que les migrants en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient vont inverser cette tendance.

En bref, le Visegrad devient un groupement qui symbolise le nationalisme aux Balkans. Orbán apparaît comme le leader de ce groupe qui est devenu "Orbán et ses alliés". La crise migratoire a fourni une base pour la réalisation d'une alliance aux Balkans qui était un symbole de conflit et de désintégration pendant des siècles. Cependant, la proactivité du groupe de Visegrad crée une polarisation au sein de l'Europe. Visegrad (le symbole de nationalisme) contre les pays libéraux de l'Europe de l'ouest surtout les politiques de l'immigration de l'Allemagne.

b) Allemagne: la source d'espoir des migrants

La chancelière allemande est devenue comme un humanitaire global et un symbole d'espoir pour ceux qui veulent fuir désespérément la guerre dans le Moyen-Orient. Avec la politique de la porte ouverte, Angela Merkel est une figure admirée par les migrants en recherche d'espoir. Ces derniers commencent à marcher en portant les photos de Merkel et les montrant aux polices qui veulent les arrêter.⁶² Donc Merkel est l'assurance des migrants dans leurs voyages assez dangereux.

⁶² Voir Annexes, no.7 Angela Merkel devient l'héroïne des réfugiés syriens sur le chemin de l'Europe,.

L'acceptation et la bienveillance de Merkel a été fortement critiquée par les gouvernements et les partis nationalistes en Europe. De ce fait, Orbán et Merkel deviennent les représentants de deux pôles contradictoires. Merkel joue le rôle de bon flic de l'Europe tandis qu'Orbán est le mauvais flic. Sans passer le mauvais flic, il est difficile d'arriver aux territoires de bon flic.

Merkel considère l'immigration comme le remède au problème de la population vieillissante. Le vieillissement de la population du pays menace sa position de plus grande économie de l'Europe car l'Allemagne a commencé à perdre son capital de main d'œuvre. Le nombre de personnes âgées augmente plus rapide que le nombre de personnes dans les âges de travail traditionnels. Cela incite les gouvernements à envisager d'augmenter les âges légaux à la retraite dans un effort pour prolonger la participation de la population active des personnes âgées et d'améliorer la viabilité financière de l'État. Dans le même temps, le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de personnes à âges avancés, en particulier, met la pression sur les systèmes d'assurance, l'augmentation de la demande aux services de santé.

Les cinq pays ayant le plus grand nombre de personnes très âgées et la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Allemagne - représentent collectivement 48 pour cent du monde en 2015.⁶³ Entre 2000 et 2015, le pourcentage d'Allemands qui ont moins de 15 ans tombe à 13 pour cent tandis que le pourcentage des personnes de plus de 60 ans augmente de 27 pour cent à 39 pour cent. Justement, dans la ville d'Ottenstein situé dans le nord de l'Allemagne, une école a été fermée à cause d'insuffisance de demande d'inscription.⁶⁴ En 2060, on estime que le nombre total d'Allemands aura diminué 10,5 millions ce qui équivaut à la population d'aujourd'hui de la Roumanie. La population allemande se contractera de 81,3 millions 70,8 millions de 2013 à 2060, alors que celle du Royaume-Uni va augmenter 64.100.000 à 80.100.000.⁶⁵ De ce fait, les migrants présentent des mains d'œuvres nécessaires pour l'Allemagne. L'estimation des futures est assez pessimiste pour l'Allemagne.

⁶³ United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, **World Population Ageing**, New York, 2015 (ST/ESA/SER.A/390), p.16.

⁶⁴ Stefan Wagstyl, **Germany's demographics: Young people wanted**, Financial Times, 24.08.2015, <https://next.ft.com/content/b30c8de4-4754-11e5-af2f-4d6e0e5eda22> Date d'accès: le 15 novembre 2015.

⁶⁵ European Commission, **The 2015 Ageing Report Economic and Budgetary Projections for the 28 EU Member States (2013-2060)**, 2015, pp.27-29.

Avec ses populations vieillissantes, l'Allemagne a le risque de perdre sa domination économique en Europe. La Grande Bretagne est la plus importante adversaire avec sa population active et son dynamisme.

Avec une économie forte et un faible chômage, sa population en âge de travailler est en baisse en mettant d'énormes pressions sur les employeurs. Avec les populations françaises et britanniques qui ont la tendance de croître, l'Allemagne ne peut pas rester pays le plus peuplé de l'Union européenne. Sa capacité démographique en déclin menace sa capacité économique et sa position dominante.

La majorité des économistes défend que la population vieillissante mette la pression sur l'économie du pays en augmentant des dépenses et en diminuant la production. Mais il existe aussi des scénarios optimistes concernant la population vieillissante. Selon ces scénarios, le vieillissement est un phénomène naturel qui peut arriver à tous les pays. Donc cela ne doit pas traiter comme un problème. Les retraités (s'ils ont bien gagné quand ils avaient travaillé, s'ils ont des ressources suffisantes) peuvent consommer ou faire des investissements avec leurs épargnes. Donc la retraite ne signifie pas l'arrêt de toutes les activités économiques. Cependant, ces scénarios restent impuissants à expliquer la perte de main d'œuvre avec le vieillissement de population.

En considérant les scénarios pessimistes, l'Allemagne opte pour la politique de la porte ouverte comme l'une de solutions de la population vieillie. L'absence de population jeune et active compensera par celle des syriens. Dans un pays où le système dépend d'une main-d'œuvre jeune payer, Merkel espère que l'immigration contribuerait à ralentir le déclin des recettes fiscales générées par un niveau faible de fécondité des Allemands. Il existe un jeu de win-win. L'Allemagne va offrir une vie sécurisée et le travail en contrepartie les migrants vont fournir le dynamisme économique et la possibilité de garder sa position dominante à la scène internationale. Cependant, cela n'est pas facile à appliquer. Ce jeu porte aussi des risques.

Les vagues d'immigration peuvent changer la structure de la société ce qui influencera directement la culture de la société et créera une division sociale. A long

terme. Une distinction entre les allemands “nouveaux” et les allemands “anciens” peut être établie dans la société. A côté de risques sociales, le projet de Merkel a créé des soucis concernant sa côté économique. D’abord, la majorité de jeunes syriens capables veulent apporter les familles laissées derrière. Ils pourraient inclure des parents âgés ou les jeunes enfants qui ont besoin de services sociaux coûteux. Donc des avantages offerts par les jeunes seront disparus si leurs parents viendront en Allemagne.

Le report publié par Office fédéral des statistiques (Destatis) met en évidence la difficulté de compenser la population vieillissante avec les vagues d’immigration. La population migrante pourrait avoir des effets à court terme. En effet, la différence démographique entre les anciens et les jeunes en Allemagne est si vaste que même le niveau sans précédent de l’immigration actuelle ne peut pas inverser la tendance. L’Allemagne aurait besoin 470.000 immigrants chaque année, prêts à se joindre aux activités économique et à payer des taxes, pour compenser le déclin démographique, le rapport dit. Comme le nombre actuel de réfugiés fuyant le conflit au Moyen-Orient et Afrique du Nord ne sont pas susceptibles d’augmenter, année après année, l’Allemagne ne peut pas compter sur les immigrants seuls pour résoudre l’énigme posée par ses citoyens vieillissants et une faible quantité de naissances, poursuit le rapport.⁶⁶

Le gouvernement Merkel a été fortement critiqué à cause de critiques de la politique migratoire de la porte ouverte et d’exporter le problème des migrants vers d’autres pays de l’Union européenne. Cette politique de la porte ouverte est vue comme le responsable de chaos en Europe. Surtout, après les attaques terroristes à Paris, l’augmentation de l’islamophobie au sein de l’Europe cause la méfiance envers les migrants. De ce fait, la haine contre le terroriste devient la colère contre les migrants. Merkel apparaît comme la responsable de chaos en Europe. Les critiques internationales accompagnées par les critiques nationales secouent le gouvernement de Merkel. En France, l’ancien ministre de la Justice Rachida Dati a accusé Mme Merkel d’avoir fait une « erreur de jugement » sur les réfugiés et a appelé à un meilleur contrôle des frontières extérieures de l’UE, en disant “ *s’il n’y a pas de*

⁶⁶ Olga Pötzsch, “Currently high immigration cannot reverse population ageing”, Destatis, 20.01.2016, https://www.destatis.de/EN/PressServices/Press/pr/2016/01/PE16_021_12421.html

sécurité il ne peut y avoir de liberté ".⁶⁷ En Allemagne, l'extrême droit n'a pas fui la chance de critiquer le gouvernement. L'Alternative für Deutschland a déclaré: « Avec les portes et les fenêtres fermées, vous rendre le travail plus difficile pour les cambrioleurs. Avec la fermeture des frontières, vous faites le travail plus difficile pour les terroristes. » Cela a établi un lien direct entre l'immigration et le terrorisme.

Le vrai problème, cependant, est que la plupart des immigrants qui arrivent en Allemagne découvrira qu'il est loin d'être aussi facile qu'ils le pensaient pour trouver du travail et avoir du succès sur le plan économique à cause de langage et d'éducation. Si elles restent marginalisées, vivant dans la pauvreté, sans abris ou dans des ghettos urbains sans aucun espoir de trouver un emploi relativement bien payé ils pourraient bien devenir aussi mécontents comme les jeunes hommes dans les banlieues abandonnées des villes françaises et belges.

Ainsi, le terrorisme est un résultat extrême. Avant d'arriver à ce point extrême, il y a les problèmes sociaux qui attendent l'Allemagne dans la future assez proche. L'Allemagne, devra faire face à la crise des réfugiés en 2016, sans beaucoup de soutien réel à partir d'autres pays européens. Il est difficile de voir comment le pays peut faire face à un autre deux ou trois millions d'immigrants l'année prochaine, trouver un logement convenable est déjà devenu assez difficile. De l'autre côté, la réaction des citoyens allemands nationalistes devra être attentivement analysé. L'Allemagne a difficilement digéré les afflux d'immigration turque dans les années 90. Les migrants turcs ont vécu beaucoup de problèmes d'intégration. Maintenant la question a changé. Comment les citoyens allemands agissent quand ils se retrouvent en concurrence avec les immigrants pour accéder aux services de la santé, pour l'emploi et le logement? Et le problème a deux dimensions: les immigrants veulent que leurs rêves deviennent réalité mais pas dans un avenir lointain et sont prêts à se battre pour de tels espoirs, encouragés dans leur lutte par divers groupes de pression et des mouvements politiques au sein Allemagne et en fait par le gouvernement lui-même. Après avoir achevé des routes difficiles et réussi à arriver en Allemagne, les migrants n'accepteront pas à être exclus dans la vie sociale. Ils seront plus actifs pour

⁶⁷ **Paris terror attacks test Angela Merkel's resolve on refugees**, Financial Times, 18.10.2015, <https://next.ft.com/content/ebed4fde-8e05-11e5-8be4-3506bf20cc2b> Date d'accès: le 2 décembre 2015.

réaliser la deuxième partie de leurs rêves. Ils ont réussi l'étape de survie et naturellement ils vont battre pour une vie juste et humaine en acquérant les droits identiques aux ceux des citoyens allemands.

Les problèmes sociaux deviennent plus visibles avec l'agression sexuelle en Allemagne. Un débat féroce a éclaté en Allemagne sur des agressions sexuelles menées par des groupes de jeunes hommes au cours des célébrations de la Saint-Sylvestre à Cologne. Environ 100 plaintes ont été faites à la police, les deux tiers sont liés à une agression sexuelle, y compris deux viols. Selon la police et des témoins, les suspects étaient d'apparition au nord-africain et arabe, bien que ni l'identité ni l'origine de l'un d'eux a été mis en place jusqu'à présent. Trois jeunes filles âgées de 15, 16 et 17 ont été agressées plus de deux heures par une foule de jusqu'à 30 migrants dans un centre commercial dans la ville septentrionale de Kiel.⁶⁸ Un homme adulte et un garçon de 14 ans aurait molesté deux filles, âgés de 14 et 18 au centre aquatique Arriba dans la ville de Norderstedt. Les agressions ont été une aubaine pour l'extrême droite comme des mouvements qui se nomme PEGIDA (abréviation de «Européens patriotiques contre l'islamisation de l'Occident») Dans les médias sociaux et dans les rues, la colère sont plus audibles que le nuancée. A Cologne 1700 manifestants anti- migrants se sont affrontés contre 1.300 manifestants pro- migrants jusqu'à ce que la police ait fait irruption vers le haut. Les antis migrants commencent à attaquer les migrants, ils ont blessés deux Pakistanais et un Syrien.⁶⁹

Ces événements ont causé l'apparition du côté sombre de l'immigration dans les rues allemandes. Il est clair que certains réfugiés n'ont pas respecté les règles et les traditions allemandes. Le mécontentement des Allemands ont augmenté. Les voisins de l'Allemagne comme la Hongrie, la Pologne, la Suisse et le Danemark, ont ricané à la "culture de bienvenue" (Wilkommenculture) de Merkel.

Des victimes indirectes de Cologne sont les nombreux migrants qui ne pensent jamais à agresser personne, et qui sont venus en Allemagne en quête de leur

⁶⁸ 'Cologne is every day': Europe's rape epidemic, 12.03.2016.

<http://www.news.com.au/finance/economy/world-economy/cologne-is-every-day-europes-rape-epidemic/news-story/e2e618e17ad4400b5ed65045e65e141d>

⁶⁹ Kate Connolly, "Tensions rise in Germany over handling of mass sexual assaults in Cologne", The Guardian, Berlin, 07.01.2016.

<http://www.theguardian.com/world/2016/jan/06/tensions-rise-in-germany-over-handling-of-mass-sexual-assaults-in-cologne>

sécurité et celle de leurs familles. Quatre réfugiés ont rédigé une lettre ouverte à Mme Merkel dans laquelle ils expriment leur soutien aux droits des femmes et de leur choc aux agressions.⁷⁰ De nombreux réfugiés et musulmans allemands craignent d'être mis dans le même sac que les délinquants.

Le chaos et le désordre apparaissent dans la société allemande suite aux agressions sexuelles et à la peur de terrorisme. Merkel et sa politique de la porte ouverte deviennent les responsables principales de ces troubles sociaux. De ce fait, la future de Merkel dans la vie politique de l'Allemagne devient un sujet de discussion. Merkel a donné son examen par les élections régionales en 2016. Ces élections avaient une signification importante au-delà de Merkel, son parti et la politique de l'immigration ont été testés. Le parti anti- réfugiés, Alternative für Deutschland (Afd), a secoué le paysage politique de l'Allemagne avec des gains spectaculaires aux élections régionales, d'entrer au Parlement de l'Etat pour la première fois dans trois régions de l'arrière de la montée de colère à la politique d'asile d'Angela Merkel.⁷¹ De l'autre côté, les candidats pro- réfugiés ont également obtenu deux victoires retentissantes dans les élections. Le parti chrétien-démocrate de Merkel a subi des défaites douloureuses aux partis plus à gauche dans deux des trois Etats, y compris le Bade-Wurtemberg, une région dominée par la CDU depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les nouvelles Der Spiegel hebdomadaire décrit le résultat comme un " dimanche noir " pour les conservateurs.⁷²

Les résultats des élections doivent être attentivement examinés. D'abord, les résultats reflètent la polarisation et la division de la société ce qui les orientent vers les deux extrêmes. Les réactions à la politique de porte ouverte conduisent à l'augmentation des votes de l'Afd. Donc l'Afd est redevable son existence à la crise migratoire. Si le gouvernement ne réussit pas à résoudre cette crise, la popularité de l'Afd augmentera. Dans le cas contraire, l'Afd va perdre sa raison de son existence et

⁷⁰ **Cologne's aftershocks**, The Economist, Berlin ,16.01.2016, <http://www.economist.com/news/europe/21688418-ultimate-victim-sexual-assaults-migrants-could-be-angela-merkels-liberal-refugee> Date d'accès: le 10 février 2016.

⁷¹ L' Afd a été fondée en 2013 par un groupe d'économistes et de journalistes réclamant l'abolition de l'euro. Après la démission l'an dernier de son fondateur, Bernd Lucke , le parti a mis l'accent sur une campagne contre la politique des réfugiés du gouvernement , appelant à la réintroduction des contrôles aux frontières .

⁷² Philipp Oltermann, **German elections: setbacks for Merkel's CDU as anti-refugee AfD makes big gains**, The Guardian, 14.03.2016. <http://www.theguardian.com/world/2016/mar/13/anti-refugee-party-makes-big-gains-in-german-state-elections> Date d'accès: le 4 avril 2016.

si l'Afd ne se redéfinit pas, il sera disparu à la vie politique de l'Allemagne. De l'autre côté, cette élection régionale donne des signaux importantes pour les élections législatives en 2017. Merkel doit réactualiser sa politique afin de finir les dérangements du peuple allemand. Mais il est clair que la vie politique allemande souffre de faire naître les leaders alternatifs à Merkel. Les votes nous montrent que la popularité de Merkel diminue mais l'absence du leader qui contraint Merkel, pourra causer la victoire de Merkel avec moins de support populaire. Les dynamiques de la vie politique changent rapidement mais cette élection montre que la crise d'immigration devient le déterminant prédominant de la vie politique nationale de l'Allemagne.

c) La Grèce: Dilemme entre l'Exclusion et la Solidarité

La Grèce devient une porte qui s'ouvre à l'Europe pour les migrants. A cause de sa position géographique, le fardeau de la Grèce s'alourdit. Après la crise de l'euro-zone, la Grèce se trouve encore une fois au centre des critiques des États membres de l'UE. La Grèce qui est devenue la principale victime de deux crises successives, a été affichée comme une étudiante paresseuse de l'Union contre laquelle les autres États membres commencent à se fâcher. Cependant, il est plus utile de poser les questions suivantes: Est-ce que le seul responsable de la crise est la Grèce? La Grèce, a-t-elle capable de gérer la crise?

La Grèce devient le pays cible pour les migrants qui veulent pénétrer à l'Europe souvent par la voie maritime et en même temps par la voie terrestre. Mais la majorité des migrants y arrivent en utilisant la voie maritime. Il est évident que contrôler la voie maritime est plus difficile que la voie terrestre. La seule méthode de contrôle des voies maritime est de faire les opérations de sauvetage. Il est impossible de construire des murs dans la mer ce qui est devenu populaire aux frontières terrestres de l'Union. La Grèce dont l'économie est détruite à cause de crise d'euro-zone, n'est pas capable de mener des opérations de sauvetage de grande envergure. L'Italie a partagé le même destin avec la Grèce et est écrasé par le coût de l'opération de sauvetage "Mare Nostrum." L'UE a pris la responsabilité avec les opérations de sauvetage sous l'égide de Frontex qui n'est pas aussi grande et effective de Mare Nostrum. Donc un seul pays ne peut pas assumer cette grande

responsabilité mais l'UE a attendu pour que la Grèce réalise un rêve impossible et illogique. Et les deux parties se sont finies par la déception.

La Commission a fait des visites à la Grèce pour contrôler la situation aux frontières. Mais les résultats ne sont pas optimistes. Selon les inspecteurs de la Commission « *il n'y a pas d'identification et d'enregistrement efficace des migrants en situation irrégulière. Les empreintes des digitales ne sont pas systématiquement inscrites dans les documents du système.* »⁷³ Cependant, la question ne concerne pas seulement la sécurité et de dépistage. Il est également question de chiffres. Dès le début de Janvier à aujourd'hui, plus de 45.000 réfugiés et migrants ont traversé dans les bateaux de la Turquie à la Grèce. La prévision concernant la possibilité de l'augmentation de ces nombres a dérangé les États membres, principalement l'Autriche, l'Allemagne et la Suède.

La Grèce est menacé par les autres États membres d'être exclue de l'espace de Schengen. Selon ces États surtout l'Autriche, si le gouvernement d'Athènes ne fait pas plus pour sécuriser les frontières extérieures de l'UE, alors il faut discuter ouvertement exclusion temporaire de la Grèce de la zone Schengen. Après la Bulgarie et la Roumanie, l'UE a créé un nouveau "autre" au sein de l'Europe. La Grèce est marginalisée suite à la crise migratoire. Au lieu de collaboration communautaire, l'UE a opté pour l'exclusion temporaire d'un membre mais pendant la crise économique l'UE avait fait beaucoup d'efforts pour conserver la Grèce dans l'UE. Mais une nouvelle crise signifie la fin de patience des États membres envers la Grèce. Les crises ont secoué l'effectivité de l'espace Schengen mais en même temps la solidarité de l'UE.

L'Allemagne, qui a également renforcé le contrôle aux frontières intérieures, a critiqué l'attitude de Vienne à Athènes. Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank -Walter Steinmeier a appelé un " pseudo- solution ". « *Il n'y aura pas de solution à la crise des réfugiés si la solidarité disparaît* », le ministre allemand dit, ajoutant que la place des membres du bloc doivent «renforcer les frontières

⁷³ Damian Grammaticas, **Is EU's Schengen border-free dream at an end?**, BBC, 27.01.2016, <http://www.bbc.com/news/blogs-eu-35424637> Date d'accès: le 10 février 2016.

extérieures de l'UE " et de parvenir à une redistribution équitable des demandeurs d'asile en Europe. ”⁷⁴

Malgré l'appel à la solidarité de l'Allemagne pour résoudre la crise, Donald Tusk a aussi adopté une vision assez pessimiste et averti l'UE en disant que l'Europe n'a pas plus de deux mois pour obtenir la crise des réfugiés sous contrôle, ou bien sa zone Schengen sans frontières va s'effondrer. Plus précisément, si l'UE ne parvient pas à sécuriser les frontières extérieures, Schengen dans son ensemble est remis en question alors chaque pays doit contrôler ses frontières nationales ce qui signifie la fin de Schengen. De ce point de vue radical, l'UE devient malade, si on veut sauver la malade, il faut tuer le virus ou couper la partie du corps qui crée des problèmes. De ce fait, la Grèce est la partie qui pose le problème donc il faut l'exclure. Mais ce point de vue est un peu erroné car en effet la source du problème n'est pas la Grèce, donc s'attaquer à la source de problème l'exclusion de la Grèce peut sauver la zone Schengen mais détruit la Grèce. Cela nous montre que la logique de “Chacun pour soi” est valable à l'espace Schengen au lieu de “Un pour tous, tous pour un.” ,

En effet, les deux crises qui affectent la Grèce sont causés par la faute de l'UE. La participation de la Grèce à la zone d'euro est assurée par le relâchement des critères de Delors. Tous les États membres savaient que l'économie de la Grèce n'était pas aussi puissante pour adhérer à la zone d'euro. En 2000, la participation de la Grèce à l'espace Schengen a été aussi effectuée malgré l'incapacité de la Grèce. Premièrement, les gouvernements et la Commission européenne doit faire face aux problèmes flagrants entourant l'adhésion de la Grèce de l'espace Schengen. Quand il a participé à l'espace Schengen en 2000, les autres membres ont estimé que La Grèce était loin d'être prêt à remplacer les fonctions de contrôle des frontières qui étaient assuré par son armée. Les armées nationales sont interdites de maintien des postes de contrôle aux frontières en vertu des règles de Schengen. Après la pression initiale d'autres pays de l'espace Schengen, la Grèce a créé un nouveau service civil de gardes-frontières au cours de la dernière décennie. Mais son objectif prioritaire était la frontière gréco- albanaise pendant de nombreuses années. Le service a été mal préparé pour faire face à une augmentation significative des clandestins sur les îles

⁷⁴ **Austria threatens Greece with Schengen exclusion over failure to seal borders for migrants”, Russia Today, 23.01.2016, <https://www.rt.com/news/329942-austria-greece-schengen-exclusion/>**
Date d'accès: le 10 février 2016.

grecques et la région du nord-est Evros. Entre 2009 et 2011, ce dernier est devenu la porte d'entrée fréquemment utilisé dans l'espace Schengen pour les deux passeurs. En Novembre 2010, les autorités grecques ont perdu le contrôle de la frontière turque le long d'une bande de 12 kilomètres de terrain près de la ville d'Orestiada, conduisant FRONTEX à déployer une mission d'urgence de prendre en charge les fonctions de contrôle des frontières temporairement. La période 2009-11 a également apporté un autre secret à propos de la politique d'immigration à l'attention du public : le pays n'a pas d'un système effectif pour répondre aux demandes d'asile, en dépit de l'appartenance à l'UE sur le plan technique de régime commun pour la gestion des réfugiés.⁷⁵ Cela est important parce qu'une approche convenue sur les réfugiés est essentielle pour les pays partageant un régime de la frontière commune et la zone de libre circulation.

Après son acceptation à l'espace de Schengen, les problèmes commencent en Grèce. La Grèce a fait valoir qu'elle n'a pas été capable de construire un nouveau système d'immigration et d'asile à partir de zéro, alors que les budgets nationaux sont détruits après la crise d'euro. Mais le gouvernement grec n'a pas réussi à utiliser la plupart des millions \$223 en fonds d'urgence mis à disposition par la Commission à cet effet, en raison de la bureaucratie et un manque d'expertise. En Novembre 2010, Papoutsis a mis en garde publiquement que son pays pourrait être contraint de quitter la zone Schengen complètement à moins que la situation actuelle ne s'améliore.⁷⁶

En conséquence, la responsabilité est partagée. Puisqu'on ne respecte pas aux règles, le système a le risque d'éclater à long terme. Le relâchement des règles pour certains États membres fait perdre la dignité et le prestige du système. Deux parties ont la responsabilité : La Grèce a accepté d'entrer à l'espace de Schengen sans posséder tous les critères pour gagner des avantages sans trop penser l'avenir. Les autres États membres ferment leurs yeux au relâchement des règles. Ils ont toléré l'« exception grec » pour près d'une décennie. Ils l'ont fait parce que la Grèce ne possède pas la frontière commune avec les États Schengen. Mais la même tolérance n'est pas montrée à la Roumanie et la Bulgarie. L'UE n'a pas hésité de sacrifier ces États membres au moins du niveau de discours pour se sauver des crises. On ne sait pas qui sera la victime suivante. Les membres du club des États qui sont exclus par l'EU

⁷⁵ Fatma Yılmaz Elmas, "Schengen Sarsılırken Günah Keçisi Yunanistan", *Analist*, Mart 2016, p.12.

⁷⁶ Hugo Brandy, *op.cit*, p.22.

augmentent chaque jour : La Hongrie, La Bulgarie, La Roumanie, La Grèce. Cela est important parce que ces derniers pourront perdre leur confiance à l'UE.

Avec ces crises, la discussion de l'exclusion de certains États membres, l'UE a ajouté des nouveaux dilemmes : « les droits de l'homme vs la sécurité. » « la cohésion vs la sacrifice de certains États. » « la libre circulation vs la construction des murs » « l'avancement vs le recul » « protéger les acquis ou protéger la sécurité. » La résolution de ces problèmes n'est pas facile comme les États membres ne se sont pas accordés sur un point précis. A cause de cela, l'UE avance par tâtonnement en absence d'une carte routière précise ce qui encourage l'augmentation des crises.



II) LA CRISE MIGRATOIRE : EXTERNALISATION DU PROBLEME DE GOUVERNANCE DE L'ESPACE SCHENGEN

Chaque crise a créé une « autre » au sein de l'UE. La tendance générale de l'UE est d'essayer d'éloigner la crise de son propre territoire. De ce fait, trouver la solution aux crises n'est pas d'une priorité de l'UE. Cette dernière essaie d'éloigner le problème ou de trouver une coupable, une responsable. La crise migratoire est un bon exemple pour montrer cette tendance de l'UE. Pour clarifier cette point, on va d'abord analyser l'ampleur de la crise migratoire et ensuite traiter les efforts de l'UE pour s'éloigner du problème.

A) La Crise Migratoire : La Fin de l'Espace Schengen ?

La fin de la Guerre froide, la globalisation et les attaques de 11 Septembre ont changé les données traditionnelles du système. La dissolution de deux camps idéologiques, malgré les espoirs optimistes, ne donne pas la conséquence optimale. On n'arrive pas au monde plus sûr. Contrairement, les menaces s'aggravent. Le monopole de menace n'appartient plus aux deux superpuissances. Les centres de menace se dispersent. Les attaques de 11 Septembre ont montré que les acteurs non étatiques peuvent affronter une superpuissance ce qui n'est pas pensable avant une décennie. Après 11 Septembre, les menaces deviennent plus imprévisibles et complexes. L'hostilité entre les deux superpuissances donc les Etats Unis et l'URSS, l'équilibre de DMA (MAD en anglais), la peur d'une guerre nucléaire passent au second plan. Les acteurs non étatiques commencent à menacer la légitimité des États. Les attaques terroristes ne sont qu'une partie des réalités du 21. Siècle. La contagion des maladies infectieuses, l'augmentation des crimes transnationaux, la prolifération des armes légères ont nourri les sentiments d'insécurité.

La transformation de la sécurité liée la diversification des menaces a nécessité une adaptation à ces nouvelles conditions par les États. La réussite des États membres de l'Union concernant cette transformation est discutable. Après la fin de la

Guerre Froide, la Communauté européenne avait des nouveaux agendas et des nouvelles tâches à accomplir. Dans le continent européen, les nouvelles États libérés du joug soviétique ont été émergés. D'abord, l'Union européenne a assumé la responsabilité de les reconstruire et les démocratiser. Les vagues d'élargissement ont augmenté la vitesse d'intégration et l'Europe à 10 devient l'Europe à 28 ce qui nécessite la mise en œuvre des politiques bien structurées pour gérer cette communauté constituée dès lors par des États non homogènes politiquement, culturellement, historiquement et économiquement.

Le bilan de l'élargissement est assez discutable. Cela a créé deux camps au sein du monde académique. Selon les auteurs qui soutiennent l'élargissement de l'Union européenne, cela est un symbole de victoire de l'ouest dans la Guerre Froide. L'Union européenne comme l'un des acteurs prépondérants de la nouvelle ère assume sa responsabilité en intégrant et guidant les nouvelles États libérées de l'autorité soviétique. D'autre part, selon l'autre camp qui est contre cette idée, l'élargissement a été considéré comme un moyen qui cause l'augmentation d'afflux d'immigration dans l'Union européenne. Cela est un défi supplémentaire pour la fragile stabilité du système européen des migrations.

La fin de la Guerre Froide n'apporte pas la paix et la stabilité au monde et naturellement l'Europe ne fait pas exception. Les crises transnationales ont secoué les dynamiques des États européens. La crise des réfugiés résultant des crises politiques et les conflits en Syrie et en Irak deviennent un examen difficile à passer pour le monde. Les États européens et l'ONU ont tardé à assumer la responsabilité, la diplomatie ne donne aucun résultat, la communauté internationale qui n'a pas pu empêcher la crise politique devient le témoin d'un drame humanitaire.

1) Les afflux migratoires vers l'Europe

L'histoire de l'humanité est écrite grâce à la mobilité de gens. Le mouvement migratoire est la dimension dynamique de l'histoire, et représente des changements culturels, la transformation de mode de vie et la nécessité de nouveau mode de gouvernement pour les États. Les grandes transformations du système créent le mouvement migratoire et en même temps les mouvements migratoires créent des

changements dans le système. Il existe une influence réciproque entre la migration et la transformation du système.

Tous les États sont le produit d'un processus de mélange des peuples. Même si l'Europe refuse d'être hybride et préconise son passé pure et vénérable "*l'Europe s'est construite, déconstruite et reconstruite par le biais des mouvements de population.*"⁷⁷ Ce sont les migrants eux-mêmes qui décomposent et recomposent les frontières à l'intérieur de l'Europe.⁷⁸ Les européens ont la tendance de négliger cette réalité. Avec un regard arrogant, les européens préconisent le passé pure, enraciné et puissant de l'Europe. Pour les européens, les Etats Unis présentent une société formés par les flux d'immigration tandis que les citoyens européens reflètent des traditions formés dans l'histoire, transférées d'une génération à l'autre avec le fort sentiment d'appartenance à l'identité européen. Malgré tous ces refus d'hétérogénéité, l'Europe possède une essence mixte.⁷⁹ En plus, le mouvement migration est un facteur de changement des États européens et ces mouvements offrent une dimension dynamique en déclenchant les processus de régénération.

En effet, l'Europe est un continent qui attire les migrants par sa position géopolitique, sa puissance économique et son dynamisme social et culturel. Chaque année, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tentent désespérément leur chance pour atteindre l'Europe depuis l'Afrique ou l'Asie avec l'espoir d'une vie plus humaine, plus confortable et plus prospère.⁸⁰ Principalement, l'Europe a connu deux types de migration selon l'origine des migrants: les migrants européens et celles qui vient d'autre continent. Pour les européens, la deuxième catégorie signifie les étrangers qui veulent pénétrer aux territoires européens. En contraire, selon les perceptions des citoyens européens, la première catégorie est formée de leurs congénères. Donc l'opinion publique donne des réactions différentes à deux types de migration. Il y a une nette distinction entre "bons réfugiés européens" et "mauvais migrants arabes et africains", car dans les perceptions européens, la première catégorie sont "les amis de l'Europe tandis que l'autre catégorie évoque les

⁷⁷ Adrian Favell, "Migration et Libre Circulation dans la Construction de l'Europe", **Politique européenne**, 2010/2, p.34.

⁷⁸ Pierre-Vincent Cresceri, Jean-Baptiste Leroux, "Les plis de la frontière. entretien avec Enrica Rigo", **Vacarme**, 2005/3 (n° 32), p.96.

⁷⁹ Selon les données d'EUROSTAT, Il y a 33,5 millions de personnes nées à l'extérieur de l'UE - 28 vivant dans un État membre de l'UE le 1er Janvier 2014.

⁸⁰ **Migration mixte vers l'Europe**, www.unhcr.fr Date d'accès: le 5 mars 2016.

sentiments comme la peur, la menace etc. Cela nous rappelle la thèse des constructivistes sur l'importance de perception dans les relations internationales. Selon les constructivistes, la perception joue un rôle important dans la détermination des actes et des tendances des acteurs internationales. Les acteurs déterminent leur identité en fonction de l'histoire, des traditions, des expériences etc. donc en déterminant cet identité, ils déterminent en même temps un "nous" et les "autres." Conformément à cette discrimination, pour les européens, les immigrants européens qui ont l'identité proche à celle des résidents du pays d'émigration font partie le groupe de bon réfugié non dangereux. Mais au contraire, les immigrants non européens sont "les autres" donc en général les citoyens européens ne sont pas hospitaliers envers eux.

Cette discrimination dans l'esprit influence le traitement des immigrants. Les immigrants européens ne rencontrent aucun problème dans les territoires de l'Europe. *"Les ressortissants des États membres de l'Europe sont également des citoyens européens, dont les droits incluent la possibilité de se déplacer, de consommer, de travailler, de vivre et de s'installer sans entrave où ils le souhaitent en Europe, quand ils le souhaitent et comme ils le souhaitent."*⁸¹ Mais les "autres" immigrants subissent les problèmes d'intégration, la méfiance à cause de leur identité. En général, les réfugiés non européens qui ont réussi à arriver en Europe, vivent sans pouvoir trouver l'emploi, ne profitent pas les services publics comme la santé, l'éducation et le logement au moins à court terme. Justement, en 2015, en France, après avoir expérimenté la crise des réfugiés et les drames humanitaires, on n'a pas pu à dépasser ces problèmes liés aux préjugés de l'opinion publique : *"Le problème de l'immigration" renvoie toujours au "problème de l'intégration". Mais quel est ce problème ? Si les immigrants et leurs enfants ont du mal à "s'intégrer", c'est parce que notre société (la société française) refuse de les intégrer. On les met à l'écart, et on leur reproche d'être à part. On leur impose une différence dont on leur fait grief. Le problème, ce n'est donc pas que ces gens soient différents (par leur culture, leur religion...), mais qu'on les traite différemment - autrement dit, le problème, c'est la discrimination.*"⁸²

⁸¹ Adrian Favell, *op.cit.* pp.46-47.

⁸² Laura Thouny, **La distinction entre 'bons' réfugiés et 'mauvais' migrants n'est pas tenable**, 2015 <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20150910.OBS5614/la-distinction-entre-bons-refugies-et-mauvais-migrants-n-est-pas-tenable.html> Date d'accès: le 10 avril 2016.

a) La migration intra-européenne

Le mouvement de migration intra européen profite aux avantages de libre circulation apportés par les accords de Schengen. Les migrants européens ne causent aucune inquiétude aux européens. L'abolition des frontières est accompagnée par l'abolition de la différence et l'unification de la perception des citoyens européens.

Grâce à la création d'une identité européen par les efforts de l'Union européenne, les migrants européens qui change leur pays de résidence et immigrer d'un pays européen à l'autre ne vivent pas les grands problèmes d'intégration et ne rencontrent aucune méfiance ou exclusion.

Les migrants européens ont plusieurs motivations pour la mobilité dans le continent: Ils travaillent afin d'étudier, de travailler ou de se reposer en tant que retraité comme ils n'ont pas besoin de visa. Il s'agit en général du déplacement des personnes riches ou hautement qualifiées. Les élites européennes se déplacent en vue d'une bonne éducation, d'un meilleur travail avec meilleur revenu. La mobilité des gens dans le continent européen a été encouragée par l'Union européenne avec certains projets. Le projet Pionnier lancé en 2003 et abouti en 2006 a étudié le profil et les attitudes de cinq mille ressortissants de l'UE immigrés en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni. Selon ces recherches, la motivation la plus importante des élites européennes pour quitter leur pays de résidence est réunir la famille et en deuxième rang se trouve la recherche du travail. L'étude montre que 30 % sont partis pour suivre leur partenaire ou réunir la famille, 24 % pour améliorer la qualité de leur vie et 25 % pour travailler.

La destination des migrants européens change selon leur motivation et leur but. Cela nécessite une analyse des caractéristiques des pays: L'Italie et l'Espagne attirent le plus grand nombre de retraités, lesquels quittent souvent une métropole pour aller s'installer dans des zones rurales. En revanche, lorsqu'il s'agit de partir pour trouver un emploi, on quitte généralement une zone rurale pour aller s'établir dans les capitales et les autres grandes villes. La migration en Allemagne est largement motivée par la recherche d'emplois manuels et techniques alors que le Royaume-Uni attire essentiellement des travailleurs intellectuels (dans les secteurs de la finance, de l'assurance et de l'immobilier, en particulier). Cela rassemble à une

coopération, collaboration, une division du travail continental. Le plus puissant secteur des pays attire les citoyens européens selon leur qualification. Cela aide au renforcement des rapprochements des Etats par le rapprochement des citoyens. Grâce à des projets comme Pioneer, L'union européenne entre la vie des citoyens ordinaires et vise à renforcer en devenant une partie de la vie quotidienne. Donc la migration intra européenne est une source d'intégration régionale par le bas.

La migration intra européen est un jeu gagnant-gagnant. Les migrants gagnent parce qu'ils obtiennent la chance de réaliser leurs rêves de vivre comme ils souhaitent. Le pays d'accueil gagne car il attire les gens hautement qualifiés et profite leur intelligence et leur savoir-faire donc cela a un effet progressif pour le pays d'accueil. Le pays d'origine gagne si les migrants investissent à leur pays ou fait circuler les devises au profit de ce pays. Sinon le dernier serait la victime de ce jeu et perd sa population active. Mais en général, les immigrants intra-européens retournent à leur pays quand leur étude ou leur travail prend fin. Dans le cas de fuite de cerveaux, le pays d'origine comble la lacune avec accueil des migrants hautement qualifiés car ces pays attirent les migrants.

Une lecture septique peut détruire ces thèses. Les migrants hautement qualifiés et bien éduqués sont une menace pour les élites du pays d'accueil. Ces migrants augmentent la compétitivité des secteurs. Avec leur qualification et leur maîtrise des langues étrangères, les migrants peuvent écartier les résidents du pays et obtenir le travail. De ce fait, les migrants intra européennes sont dangereux pour les élites et les jeunes diplômés du pays d'accueil dans le sens où ces derniers perdent leur travail ou perdent la chance d'obtenir le travail mais cette situation ne dérange pas les résidents du pays d'accueil et ils ne montrent aucune réaction à ce type de migration.

Les migrations intra européennes commencent à devenir un sujet de discussion après l'élargissement de l'Union européenne vers les pays de l'Europe de l'est. Surtout les migrations venant de la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie d'où le terme "plombier polonais" a vu le jour, a causé le déclenchement de dérangements dans la société européenne. On commence à demander "Où s'arrête l'Europe?". L'élargissement de l'Union européenne n'a pas fait élargir la perception des

européens. Pour eux, la réponse de la question “Qui sont les européens” est évidente: les citoyens des pays de l’Europe de l’ouest.

Dans ce type de migration, il s’agit d’une rencontre des anciens et les nouveaux européens. Cette différence se renforce avec la différence économique, culturelle et l’existence des préjugés mentales incompatible avec la réalité.⁸³ A cause de tous ces différences, les anciens européens ignorent ou méfient les nouveaux arrivants qui ne sont pas les vrais européens aux yeux des anciens. Pour ces derniers, les nouveaux européens sont néfastes pour la cohérence de l’identité européenne. Il faut souligner que le problème principal de la plupart des citoyens européens n’est pas d’aller à Helsinki sans passeport ni contrôle, mais d’être tranquilles chez soi: il faut être plus attentif à cette hiérarchie des priorités⁸⁴. A cause de cette obsession de sécurité, leur position à l’égard de l’ouverture de l’Union européenne à l’Est est d’en avoir d’emblée souligné davantage les risques que les opportunités, en pensant ainsi sauvegarder les acquis de l’intégration européenne.⁸⁵ Donc les problèmes d’adaptation et d’intégration sont valables pour ce type de migration intra européenne.

Malgré l’arrogance des européens envers les nouveaux membres de l’union, le marché du travail de l’Europe a besoin de nouvelles membres et de nouvelles migrations à cause de taux faible de natalité.⁸⁶ Selon une recherche faite par ONU, la population de l’Union européenne diminuera 41.000.000 entre 2005 et 2050.⁸⁷ En plus, les jeunes européens ne préfèrent pas travailler dans les “travaux 3D” (dirty, dangerous and dull) c’est à dire les travaux sales, dangereux et ennuyeux. Donc les

⁸³ Olena Ponomareva, “Les expériences migratoires des nouveaux États membres de l’Union européenne. Le cas des immigrations polonaises et roumaines en Italie, du point de vue de la construction d’une identité sociale européenne”, **L’Europe en Formation**, 2012/4 (n° 366), p. 120.

⁸⁴ Yves Bertoncini, “Comité européen d’orientation 2011 de Notre Europe - Eléments de synthèse”, **Notre Europe**, Décembre 2011, p.7.

⁸⁵ Christian Lequesne, **La France dans la nouvelle Europe**, Paris, Presse de Science Po (P.F.N.S.P.), « Nouveaux Débats », 2008, p.39.

⁸⁶ Selon les données d’Eurostat, depuis les années 1970, le taux de fécondité en Europe décline. De 1970 en 2008, le taux de fécondité en Europe diminue de 16% à 9.97%. Il s’agissait de 1,5 enfants par femme en 2000. Surtout, le Portugal a le plus faible taux de natalité. Selon les projections, “la taille de la population européenne pourrait décroître de 2000 à 2060-2100. Cela aurait des conséquences économiques et géostratégiques au niveau mondial. En Allemagne, par exemple, le taux d’accroissement de la natalité (différence entre naissances et décès) est déjà négatif. La population n’augmente que grâce aux flux migratoires. Ce qui n’est pas le cas en France.” Paula Pinto Gomes, “Natalité: quatre modèles européens”, La Croix, 05.05.2014, disponible par: <http://www.la-croix.com/Famille/Actualite/Natalite-Europe-2014-05-05-1153413> Date d’accès: le 15 février 2016.

⁸⁷ United Nations, *Population Division, Replacement Migration: Is It a solution to Declining and Aging Population?*, New York: United Nations Population Division, ESA/P/WP:160, 2000, p.22.

immigrés de l'Europe de l'est comble cette lacune et acceptent de travailler à bas coût. Les crises économiques dans leur pays leur incitent à l'Europe de l'ouest. Surtout les années 2000 marquent la hausse de l'immigration est-ouest. *“En avril 2014, le nombre des travailleurs issus d'Europe de l'Est et du Sud a enregistré une hausse de 184 000, soit 18 %, par rapport à l'année 2013, atteignant en gros les 1,2 millions. Les accroissements les plus forts marquent le groupe des Bulgares et des Roumains qui passent de 74 000 à 216 000, d'autant qu'à dater du 1er janvier 2014 les dernières restrictions à leur libre circulation ont été levées et qu'ils sont désormais pleinement habilités à exercer une activité professionnelle dans toute l'UE sans avoir à solliciter un permis de travail (ce qu'ils ne pouvaient depuis 2007 que dans les 19 États de l'Union qui avaient choisi de ne pas appliquer de mesures transitoires).”*⁸⁸ Le vrai problème pour les citoyens de l'ancien Europe est cette augmentation significative de la population des immigrés qui représentent une autre ethnie et culture différent de la société accueil. Les pays moteurs de l'Union européenne comme la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne deviennent le marché de travail pour les citoyens de l'Europe de l'est. Mais ce type de migration souligne la dichotomie est-ouest: les élites de l'ouest vs. les ouvriers de l'est.

Selon les recherches réalisées par l'union européenne, le soutien à l'élargissement est en baisse depuis l'automne 2002. Toutefois, il reste encore la majorité (46 %) tandis que 35 % ont dit qu'ils étaient contre l'élargissement. Mais en France, 54% de la population est contre l'élargissement. 55% des citoyens de l'UE considèrent que l'élargissement réussi ne doit pas faire partie de priorités actuelles de l'Union européenne, tandis que 33% a estimé qu'il doit être une priorité et 11 % n'ont donné aucune opinion.⁸⁹ Selon les citoyens européens, la priorité de l'Union européenne doit être l'économie et l'augmentation de l'emploi pour les citoyens de l'Europe. Donc une majorité importante des citoyens européens s'inquiètent à cause d'élargissement même s'ils ont dit qu'ils soutiennent élargissement.

L'élément fondamental des politiques migratoires des États européens est l'utilité des migrants dans le marché du travail européen. Les actifs étrangers ont été

⁸⁸ Michel Korinman, “L'Union et son double”, **Outre-Terre**, 2014/4 (N° 41), p. 17.

⁸⁹ L'Opinion Publique dans l'Union européenne, Eurobaromètre Standard 59, Spring 2003, TNS opinion & social, p.19-22.

facilement recrutés et intégrés dans des secteurs d'activité qui ne trouvent pas de main-d'œuvre autochtone suffisante.⁹⁰ Donc traditionnellement, quel que soit la nature d'immigration, l'Europe opte pour l'immigration choisie au lieu d'immigration subie. Le Canada et les Etats-Unis, la Grande Bretagne et l'Allemagne, ont mis en place des dispositifs officiels pour sélectionner l'entrée des travailleurs qualifiés. En France, la promulgation le 24 juillet 2006 de la loi relative à l'immigration et à l'intégration vise à passer d'une immigration subie à une immigration choisie⁹¹. L'immigration choisie par les inquiétudes économique, oriente la main d'œuvres étrangers aux secteurs qui ont besoin de travailleurs. Donc comme c'est une immigration dirigée et sélectionnée par le pays d'accueil, ce type d'immigration ne cause aucun problème économique ou sociologique au pays d'accueil. Les immigrés venant de l'Europe de l'est afin de trouver un nouvel emploi ne sont pas acceptés par la grande volonté des citoyens européens. Même si c'était l'immigration choisie, il était difficile de diriger pour les citoyens européens au nom de protéger l'identité européenne. En plus, l'immigration choisie des citoyens de l'Europe de l'est était accompagné par l'immigration non qualifié qui voulait utiliser le droit d'asile, le droit de réunification de famille. La situation était pire pour eux.

Les ouvriers de l'Europe de l'est deviennent un sujet de discussion très populaire dans les années de 2000. Le syndrome de "plombier polonais"⁹² commencé en France a répandu à tout le pays moteurs de l'Europe. En 2005, l'Union européenne entre dans une dépression et récession. ⁹³Le 13 janvier 2004, la Commission européenne approuvait la proposition de directive relative aux services dans le marché intérieur présentée par le commissaire Fritz Bolkestein (connu sous le nom de directive Bolkestein). Cela devient un déclenchement de la crise surtout en France. Même si la libre circulation des services était l'un des objectifs du Traité du Rome, cela est devenu la liberté la plus difficile à réaliser à cause de xénophobie. Les pays est de l'Europe a été généralement perçue comme une région de potentiel

⁹⁰ Mouna Viprey, "Immigration choisie, immigration subie: du discours à la réalité", **La Revue de l'Ires**, 2010/1 (n° 64), p.150.

⁹¹ **Ibid**, pp.150-151.

⁹² Le plombier polonais est apparu pour la première fois dans Charlie Hebdo et devient le symbole de la refus de la libéralisation sauvage des services. Cette figure est utilisé plusieurs fois pour les campagnes contre la constitution européenne. L'image négatif du plombier polonais décrit l'opinion publique protectionniste des citoyens européens.

⁹³ Manuel Castells, **Communication power**, New York, Oxford University Press, 2009, p. 17.

migratoire considérable qui pourrait déstabiliser le marché du travail européen.⁹⁴ La directive Bolkestein a clairement montré que la création d'un marché commun n'est pas qu'un phénomène économique qui se réalise par des formalités administratives. C'est un processus politique qui nécessite l'adhésion des peuples, l'accord entre les opinions publiques et l'existence d'un degré important de solidarité entre les États concernés.⁹⁵ En absence de cette coopération entre les États européens et les citoyens européens, ni l'Union européenne ni l'acquis de Schengen ne peuvent avancer.

L'UE a échoué l'harmonisation de la diversité. La thèse de *“L'Europe qui travaille ensemble va apprendre à vivre ensemble”* n'était pas valable à court terme l'Europe apprend à tolérer les migrations de l'Europe de l'est après avoir trouvé une autre cible d'exclusion: les migrants syriens, irakiens ou africaines.

b) La migration intereuropéenne

L'immigration vers Europe en dehors de l'Europe devient la source de problèmes pour l'Europe et celle des drames pour les immigrés. La migration intereuropéenne ce qui signifie la migration transcontinentale est un sujet actuel de l'agenda européen. Les migrations et les mouvements de réfugiés dans les pays méditerranéens ont pris de l'ampleur sans précédent. L'afflux massif de migrants et de réfugiés représente le plus grand mouvement de personnes que l'Europe n'a pas vu depuis 1945. Les guerres, les conflits et la persécution ont forcé plus de personne à fuir leurs maisons et aller chercher la sécurité dans les territoires des autres pays. Les immigrations que l'Europe ne réussit pas à diriger à cause de l'absence de politiques prédéterminés sont finies par les peines et les drames humanitaires. De ce fait, les consciences humanitaires et l'opinion publique saignent en regardant les vies terminées dans les eaux froides de Méditerranée.

Surtout après le printemps arabe, l'immigration intereuropéenne devient la problématique principale de l'agenda international. La diplomatie entre un débat

⁹⁴ Marek Okolski, “Migration Patterns in Central and Eastern Europe on the Eve of the European Union Expansion”, **Migration in the New Europe**, Agata Gorny et Paolo Ruspini (éd.), Palgrave, New York, 2004, p.37.

⁹⁵ Claudia Louati, **La directive Bolkestein, ou le casse-tête de la libéralisation des services**, 11.03.2013, <http://www.nouvelle-europe.eu/la-directive-bolkestein-ou-le-casse-tete-de-la-liberalisation-des-services> Date d'accès: le 5 novembre 2016.

avec les consciences. Mais dans ce débat sans vainqueur, la souffrance humaine annonce son victoire. Les scènes horribles dans les routes ou en Méditerranée deviennent les routines des bulletins de nouvelles. Les citoyens commencent à devenir les témoins de la tragédie plus atroce du 21. Siècle dans leur maison ce qui produit un sentiment de clémence et en même temps celui de l'empathie. Grâce à la médiatisation des peines de réfugiés, certains citoyens européens qui réussissent à partager les sentiments des réfugiés et faire de l'empathie, incitent les États à faire un pas plus concret. Les États qui sont silencieux au début de la crise comme l'Allemagne devient plus proactive et adopte un discours beaucoup plus naïf pour les réfugiés. La continuité des politiques et la persévérance est cruciale dans la résolution du problème. Mais les États européens et l'Union européenne optent de la mise en place des politiques glissantes selon le changement de l'opinion publique et celui de dynamiques internationales. Cette attitude qui évite de mettre en place des solutions radicales cause une ambiguïté et une nébulosité concernant les politiques d'immigration européenne et le contenu du droit de libre circulation.

Les États membres de l'UE ont été tellement obsédés par la régulation du flux d'immigration tandis qu'ils ont négligé de considérer ce qu'il faut faire après l'immigration pour intégrer les migrants. Puisque les immigrants sont vus contester le fondement de la cohésion sociale et politique nationale de laquelle l'intégrité de l'État nation dépend, la restriction d'immigration est souvent décrite comme le droit des États à garder les frontières. L'attitude des citoyens européens soutient la position protectionniste des États. D'après une enquête spéciale de la série Eurobaromètres, un tiers des Européens se déclarait assez ou très racistes. *“Ce taux montait même à 55% en Belgique, à 48% en France et à 42% en Autriche²⁹. Le profil de ces Européens xénophobes est plutôt celui des personnes qui ne sont pas satisfaites de leur situation personnelle, qui craignent pour leur emploi, qui ont vu leur position socio-économique se dégrader. La propension à la xénophobie augmente chez les personnes plus âgées, chez les qualifiées comme “ matérialistes ”, chez les positionnées plutôt à droite de l'échelle d'orientation partisane, chez celles ayant fait moins d'études ou encore chez les personnes s'opposant à l'appartenance de leur pays à l'UE.”*⁹⁶ Donc tandis que la politique concernant les immigrations

⁹⁶ Maximos Aligisakis, “Aspects interdisciplinaires et dimensions européennes de l'immigration”, **L'Europe face à l'Autre: politiques migratoires et intégration européenne**, Maximos Aligisakis (éd), Institut européen de l'Université de Genève, 2003, p.15.

intra-européen est libérale, celle pour extra-immigration devient de plus en plus contrôlée et restrictive.⁹⁷

b.1)Le panorama général:

La position géopolitique de l'Europe devient un désavantage pour garder l'homogénéité du continent. La proximité au Maghreb, aux Balkans, au Proche Orient fait l'Europe une voie favorite des réfugiés. La déstabilisation de ces régions influence directement des dynamiques européennes. La pauvreté, les violations des droits de l'homme et la détérioration de la sécurité, les guerres civiles incitent les gens à aller chercher leur vie dans les autres pays tels que l'Allemagne, la Suède ou le Royaume-Uni. Le conflit en Syrie continue d'être la plus grande cause de l'immigration en Europe. En plus la violence en cours en Afghanistan et en Irak, les abus en Érythrée, ainsi que la pauvreté au Kosovo et en Afrique, conduisent également les gens à chercher de nouvelles vies ailleurs.

Avant de faire une analyse profonde de politiques migratoires, il faut souligner qu'en absence de menaces graves contre la survie humaine, la tendance des grandes masses est de mener sa vie dans son propre pays. Les afflux de réfugiés sont nés à cause de conditions atroces qui obligent les gens à se déplacer. Donc les européens doivent comprendre que le rêve des réfugiés n'était pas vivre dans les rues d'Europe. Les conditions insupportables les obligent à leurs pays, leurs maisons, leurs familles, leurs amis, leurs travaux, leurs habitudes etc. A tous ces questions difficiles à diriger, s'ajoutent d'être sans papiers, des problèmes d'intégration, les effets de xénophobie. Pour diminuer ces difficultés, les résidents des pays d'accueil doivent comprendre que la vague d'immigration n'est pas un choix ou de luxe, c'est une obligation. Donc l'ouverture des frontières doit être accompagnée par l'ouverture des cœurs des citoyens pour leur fournir une vie plus juste et plus humanitaire.

L'arrivée en Europe n'est pas facile comme la vie en Europe en tant que réfugiés. Des millions de personnes désespérées sont en marche: les réfugiés sunnites chassés par la barbarie du régime Assad en Syrie, les chrétiens et les Yézidis fuyant la violence inimaginable de l'État islamique, des millions d'autres de toutes les

⁹⁷ Theodora Kostakopoulou, **Citizenship, identity and immigration in the European Union Between past and future**, New York, Manchester University Press, 2001, p.129.

confessions fuyant la pauvreté et de l'oppression sans fin en Afrique. Les parents confient leur vie et la vie de leurs jeunes enfants à des embarcations de fortune et les syndicats criminels sans scrupules le long de la côte méditerranéenne. L'Organisation internationale pour les migrations appelle l'Europe la destination la plus dangereuse pour la migration irrégulière dans le monde, et de la Méditerranée de passage de la frontière la plus dangereuse du monde. Un voyage à coût de leur vie commence par Méditerranée ou une marche longue vers l'espoir de vie contre les obstacles politiques et diplomatiques. Les deux voies utilisées par accéder en Europe sont assez dangereuses. Surtout, la Méditerranée devient une mer rougis par le sang des réfugiés.

b.2) Méditerranée: De Mare Nostrum à Mer Rouge:

Les migrants et les demandeurs d'asile traversent la Méditerranée depuis des décennies. Cependant Les chiffres ont augmenté au cours des années en raison d'une variété de facteurs, y compris conditions dans les pays d'origine et de transit. Le Méditerranée devient la voie fréquemment utilisé pour accéder en Europe depuis 2012. En 2012, suite à la construction d'une barrière sur une partie de la frontière turco-grecque, l'arrivée de migrants en Grèce par voie terrestre a baissé de 95 %. Cela n'a pas empêché l'augmentation du nombre de personne arrivées dans l'Union. Elles ont pris d'autres chemins. Plus chers en argent et en vies humaines Une forte augmentation du nombre de migrants arrivant en Europe en traversant la Mer Méditerranée entre 2010 et 2015 s'effectue. Déjà en 2014, 219 000 personnes atteignent l'Europe, par rapport à 60 000 en 2013. En 2015, après seulement 6 mois, 137 000 migrants avait passé la Méditerranée, qui représentait déjà une augmentation de 83 % par rapport à la même période en 2014.⁹⁸ Ce voyage a causé les drames et les scènes inoubliables des réfugiés. Certains scènes emblématiques comme le corps échoué d'un enfant de 3 ans Aylan Kurdi sur le plage de Bodrum en Turquie. Le photo de corps d'Aylan a attiré l'attention de communauté international sur les drames en Méditerranée, l'immigration des syriens vers l'Europe. Aylan a dormi mais le monde s'éveille. La recherche de solutions au sein de l'Union européen accéléré suite à la médiatisation de la mort d'Aylan, un enfant innocent à cause d'ambition des États. Cette situation a débouté une auto jugement au sein de l'Union

⁹⁸ Directorate General for External Policies Policy Department, **Migrant in the Mediterranean: Protecting Human Rights**, European Parliament, October 2015, PE 535.005 , p.11.

européenne. La règle générale continue à fonctionner: L'union européenne échoue à empêcher les crises, après avoir expérimenté les grandes crises, elle se développe les nouvelles politiques.

En 2014, 3.500 migrants sont morts ou ont disparus en mer Méditerranée selon les données de l'UNCHR.⁹⁹ Ce nombre était 700 en 2013. Cette augmentation horrible a fait la Méditerranée une mer rouge pour les migrants. Au total, entre 2011 et 2015, 7976 migrants ont perdu leurs vies en Méditerranée.¹⁰⁰ Pourquoi existe-t-il une augmentation énorme de mort en Méditerranée? Le nombre relativement faible de décès de migrants avant 1990 peut être lié au fait qu'il était beaucoup plus facile d'atteindre l'Europe par des moyens réguliers, même dans l'absence d'une autorisation officielle du gouvernement pour immigration. L'introduction des obligations de visa pour de nombreux pays tiers, accompagnées de sanctions sérieuses, peut-être conduit à un changement de moyen régulier de transport, tels que les avions et les ferries, à des moyens irréguliers de transport comme des bateaux de pêche. Le trafic des migrants commence en Méditerranée. Les gens commencent à gagner de l'argent en vendant l'espoir aux migrants par les bateaux qui ne sont pas résistants aux conditions difficiles de Méditerranée.

Les gens qui tentent de franchir les frontières extérieures du sud de l'UE sans autorisation sont face à un certain nombre de risques. Un risque commun qu'ils partagent tous est l'interception par les autorités. Ils sont non autorisés, "illégalisés" pour traverser la frontière, des migrants détenus et/ou déportés sont soumis à des violences perpétrées par les gardes-frontières ou d'autres agents de l'État pour être repoussés. Cependant, d'être pris sur l'autre côté de la frontière peut entraîner de sauvetage et/ou la possibilité de déposer une demande d'asile. Le facteur de chance joue un rôle important dans le destin des migrants. Le lieu où les migrants sont capturés détermine leur avenir.

La voyage en mer comporte plusieurs risques: d'abord, il existe certains risques naturels: le temps mauvais (la tempête, le froid, la neige, pluie), la mer agitée et la visibilité réduite. En plus ces conditions sont devenues irrésistibles avec les

⁹⁹ Voir Annexes, no. 4. En 2014, la Méditerranée devient la voie la plus meurtrière du monde selon les données d'OIM.

¹⁰⁰ Voir Annexes no: 4.1, Les réfugiés et les migrants qui arrivent en Europe par la mer.

bateaux de pêche qui perdent facilement le contrôle. Ces bateaux sont plus susceptibles de se perdre comme ils sont conduits par des capitaines inexpérimentés avec peu ou pas de l'équipement de navigation. Comme les bateaux sont pleines de voyageurs, il n'existe pas de place pour la nourriture, l'eau potable, les couvertures, le gilet de sauvetage en outre, souvent les bateaux n'ont pas de carburant suffisant. Donc les réfugiés combattent contre la faim, la soif, et les risques causées par l'imprudence des trafiquants. Donc les risques naturelles sont doublés par les trafiquants.

La Libye devient le centre des trafiquants dont le seul intérêt de gagner de l'argent. Ils collectent l'argent ou les bijoux des migrants qui veulent arriver en Europe avant d'embarquer au bateau donc avant la réalisation le but des migrants. Il n'existe pas d'un tarif fixe de ce voyage. Cela change selon le pouvoir de marchandage des migrants. Les expériences des migrants nous montrent l'horreur des événements. *«Wilson, âgé de 19 ans, vient de Koforidia, au Ghana. Il a quitté son pays à l'âge de 15 ans, en décembre 2010, et a entrepris un long voyage qui l'a conduit en Libye. En travaillant dans ce pays, il est parvenu à réunir les 1 000 dollars nécessaires pour payer le voyage. Il a quitté la Libye à bord d'un navire emmenant quelque 600 personnes. Au bout de sept heures environ, des gens à l'intérieur du bateau se sont mis à crier : “de l'eau, de l'eau !”. Nous, les Ghanéens, nous avions quelques bouteilles, alors nous avons donné un peu d'eau aux personnes qui en réclamaient. On nous a dit : “Il y a des gens qui sont en train de mourir en dessous, ils ont besoin d'eau. Vers 1 heure du matin le dimanche, il ne restait plus d'eau. »Pendant ce temps, la situation se dégradait dans la cale du bateau. Il faisait très chaud en dessous, à cause du moteur. Quelqu'un a tenté de sortir du fond du bateau. “Les gens sont en train de mourir.” C'était à cause de la chaleur, et du manque d'eau et d'air. Au départ, il y avait à peu près 200 personnes au fond. Après avoir débarqué, on nous a donné un nouveau numéro. Les fonctionnaires ont pris des photos de chacun. Une fois les passagers débarqués, les autorités ont découvert les corps de 45 personnes dans la cale du bateau. Elles étaient mortes selon toute apparence d'asphyxie ou d'intoxication.”*¹⁰¹ Malgré toutes ces atrocités, le nombre des gens qui prennent ce voyage périlleux a augmenté chaque année depuis 2010.

¹⁰¹ Amnesty International, **Des vies à la dérive. Réfugiés et migrants en péril en Méditerranée**, EUR 05/007/2014 2014, p.6.

Justement, en janvier 2015, le nombre de traversées avaient d'ailleurs augmenté de 60% par rapport à la même période l'année précédente.¹⁰²

Souvent les parents qui n'ont pas d'assez d'argent, paie aux trafiquants pour leurs enfants. Entre le 1er Janvier et le 31 Août 2015, pour l'Italie seule, 8 255 enfants non accompagnés ont arrivé, avec environ un quart en provenance de l'Érythrée.¹⁰³ Les enfants voyage seul dans ces conditions dangereuses. Pour ces enfants, le meilleur scénario est d'arriver à l'île de Lampedusa sans savoir que faire, où aller, comment vivre. Plus tragiquement, durant le voyage ou après l'arrivée à l'île, l'ambition de trafiquant pour l'argent ne prend pas fin. Ils téléphonent aux familles des enfants. Ils battent les enfants avec les bâtons métaux. Ils font écouter le cri des enfants aux familles. Ils les menacent de tuer leurs enfants pour gagner plus d'argent. En essayant de fuir la cruauté des organisations terroriste ou celle du leader de leur pays, les migrants sont attrapés par des trafiquants cruels. Probablement, en essayant d'universaliser les valeurs humaines promues par l'ONU et l'UE, l'humanité a choisi de généraliser la brutalité.

Dans le cas où les enfants arrivent aux territoires de l'Europe en se sauvant de trafiquant, ils se trouvent en face d'autres dangers: ils sont sans abri, ils n'ont pas d'eau, d'aliment sans la possibilité de communiquer avec leurs parents. Les enfants racontent à UNICEF qu'ils sont épuisés, qu'ils ont du mal à dormir et qu'ils ont froid la nuit. Ils craignent de se faire arrêter ou d'être renvoyés dans leur pays d'origine. Ils espèrent pouvoir retourner bientôt à l'école et dormir dans un lit.¹⁰⁴ Leur situation pose notamment problèmes en termes de prendre des dispositions d'accueil et de l'éducation, les soins et la santé. Il est essentiel que les enfants vulnérables soient placés dans des centres de sécurité où ils peuvent être protégés. Mais les centres pour enfants migrants italiens n'ont pas de place à cause de l'excès de la demande et de trouver des endroits appropriés pour les mineurs non accompagnés est de plus en plus difficile.¹⁰⁵ L'Italie doit donner plus de soutien pour protéger tous les enfants non accompagnés, au point d'arrivée, et au-delà. Mais on sait que l'économie de

¹⁰² Amnesty International, "**L'Heure des Choix**", **Union Européenne: Frontières Mortelles**, 2014, p.3.

¹⁰³ Directorate Generale..., **op.cit.**, p.12.

¹⁰⁴ UNICEF, **Les Enfants et la Migration Etat des lieux sur la crise syrienne, l'aide humanitaire et les droits des enfants migrants et réfugiés**, 2015, p.15.

¹⁰⁵ Francine Uenuma, "Thousands of Vulnerable Unaccompanied Children Arriving on Mediterranean Rescue Boats", **Save the Children**, 9 June 2015, p.5.

l'Italie n'est pas la plus puissante économie de l'Europe. Les gouvernements européens doivent partager la responsabilité de la prise en charge et la protection des enfants vulnérables qui traversent la Méditerranée - en particulier les victimes de la traite et de la violence. La solution de cette question délicate est liée à la volonté de contribution pour sauver les enfants. Mais il ne faut pas oublier que chaque jour, les enfants du monde entier sont gravement touchés par les crises et les événements qui sont hors de leur contrôle. Personne ne sait quand, ou comment la prochaine crise surviendra.

La Méditerranée n'est pas seulement le cauchemar des enfants, les adultes sont aussi touchés par les dangers du voyage. Les opérations de sauvetage elles-mêmes sont par nature très dangereuses, en particulier dans de mauvaises conditions, car ils impliquent des manœuvres et le transfert des passagers d'un navire à un autre. Le sauvetage des bateaux de migrants est risqué en raison de la surpopulation et de mauvaise gestion. Les migrants non autorisés sont aussi, bien sûr, la cible d'opérations d'interception parce que les gardes-frontières ne sont généralement pas formés comme des garde-côtes et des bateaux ne portent pas toujours l'équipement de sauvetage. Le fait que les migrants sur le bateau ne sont généralement pas habitués à être en mer, parfois ne peuvent pas nager et peuvent avoir peur des autorités de l'État contribue au risque des opérations de sauvetage et d'interception se terminant par des décès. Par exemple, en 2015, 456 personnes ont été sauvées par l'opération de l'Italie. Mais 14 personnes sont décédées d'étouffement et de suffocation après avoir été forcées de voyager à l'intérieur de la cale du bateau.¹⁰⁶

Mare Nostrum était l'opération de sauvetage en Méditerranée menée par l'Italie. Mare Nostrum a été créé après une tragédie où 366 ressortissants érythréens sont morts lorsque leur bateau a coulé près des côtes de Lampedusa. Encore une fois, les États européens décident à agir après une crise. La fin d'Octobre 2014, 150.810 personnes avaient été « sauvé » par Mare Nostrum. Cela signifie que le flux d'immigration en Méditerranée vers l'Europe en 2014 dépassent ceux qui suivaient le

¹⁰⁶ UNHCR, **Méditerranée: nouvelle opération de sauvetage d'un bateau transportant des centaines de réfugiés à bord**, 29.07.2015, disponible: <http://www.unhcr.fr/55b9da36c.html>

printemps arabe en 2011, quand 141.000 personnes ont été détectées dans la Méditerranée.¹⁰⁷

Le coût mensuel de Mare Nostrum était égal à 9 millions d'euros, conduisant à un total de 114 millions d'euros en seulement 2014, y compris une contribution communautaire de 1,8 millions d'euros. Il était essentiellement purement un effort économique italien.¹⁰⁸ Entre temps, ces opérations deviennent un fardeau difficile pour l'économie italienne.

L'UE a remplacé Mare Nostrum en Novembre 2014, avec l'opération Triton, sous l'égide des frontières agence extérieure de l'UE Frontex, avec un tiers du budget, beaucoup moins actifs, et une portée géographique limitée. Donc Triton est une opération de sauvetage plus modeste que Mare Nostrum. Le mandat de Frontex est explicitement la sauvegarde des frontières; les navires participants répondent à bateaux en détresse, mais ne recherchent pas de manière proactive pour eux. Cette différence représente une différence importante entre la vie et la mort des migrants. L'objectif essentiel de Triton est de garder la frontière au lieu de sauver la vie des migrants. Donc il existe un changement de mentalité: Les États européens est d'assurer la sécurité des frontières; la lutte contre les drames des migrants vient au deuxième lieu. Obsédées par la protection des frontières maritimes de l'UE, le Triton se base sur une logique qui néglige les vies des réfugiés.

En effet, le Triton et le Mare Nostrum étaient les deux types d'opération complémentaire. La plus grande faute était d'annuler Mare Nostrum. Comme leurs objectifs ne sont pas concurrentes, la mise en place de deux programmes ne créerait aucun problème. En plus, les mesures sécuritaires de Triton renforceraient les opérations de sauvetage de Mare Nostrum. Mais les États choisissent à diminuer les dépenses européennes concernant les migrations. En plus, les opérations de Mare Nostrum et l'Italie sont accusés d'encourager les afflux migratoires par les autres États européens. Comme l'Opération Mare Nostrum est devenu de plus en plus perçue comme un facteur d'attraction selon les États européens il semblait que la

¹⁰⁷ **Italy: end of ongoing sea rescue mission 'puts thousands at risk**, The Guardian (2014), Brussels, 31 October 2014. Date d'accès: le 6 mars 2016

¹⁰⁸ Leila Osterbo, "Who is Who in the Mediterranean Rescue Scene", Migrant Report, 20.06.2015, <http://migrantreport.org/infographic-mediterranean-assets/> Date d'accès: le 10 mars 2016.

poursuite d'une telle opération est devenu indésirable.¹⁰⁹ De ce fait, le Triton commence à devenir une alternative de Mare Nostrum selon les États européens. En effet, ni les objectifs, ni ses équipements ni ses priorités rassemblent à ceux de Mare Nostrum. Au lieu de Mare Nostrum avec Triton, cela devient Mare Nostrum versus Triton.

Seulement 8 Etats, ont également déployé des navires de la marine et avions dans le centre de la Méditerranée pour aider la recherche et opérations de secours. Le budget de Mare Nostrum était 9 millions d'euros consacrée par l'Italie tandis que Triton coûte 3 millions d'euro assumé par l'UE. Cela signifie que désormais on est en face d'une opération plus modeste, moins adéquat aux nécessités pour la solution des problèmes. Ce déséquilibre influence les équipements de Triton. Les équipements de Triton sont assez réduits et moins développés que ceux de Mare Nostrum.¹¹⁰ En absence des équipements approprié, le Triton n'a pas de capacité de faire les opérations dans les eaux internationales où surviennent de très nombreuses morts, sa zone de déploiement est plus proche du littoral européen.

En annulant Mare Nostrum, l'Union européenne a essayé de partager les responsabilités de l'Italie. En effet, elle a opté de se cacher derrière une opération qui ne répond pas aux besoins de recherche et de sauvetage en Méditerranée. Malgré l'escalade du bilan humain, la réponse collective de l'Union européenne à l'afflux de migrants en cours a été ad-hoc et s'intéresse beaucoup plus à la sécurisation des frontières qu'à la protection des droits des migrants et des réfugiés. Les politiques d'immigration de l'Union européenne sont aussi influents dans l'apparition des drames dans la Méditerranée. *Tant que la guerre, la pauvreté et les persécutions feront rage, des personnes désespérées continueront à prendre des risques énormes.*¹¹¹ Si l'UE ferme ses portes aux migrants, ces derniers essayeront les voies illégales même s'elles sont trop risquées. En bref, les États membres de l'Union européenne accordent une série d'obstacles qui rendent les déplacements des migrants plus compliqué et dangereux, alors que dans le même temps, ils sont

¹⁰⁹ Sergio Carrera and Leonhard den Hertog, "Whose Mare? Rule of law challenges in the field of European border surveillance in the Mediterranean", **Liberty and Security in Europe**, CEPS, No. 79/ January 2015, p.10.

¹¹⁰ Voir Annexes, no.5 la comparaison des équipements de deux opérations.

¹¹¹ Amnesty International, **Triton ne peut remplacer Mare Nostrum, qui a sauvé de nombreuses vies**, 31.10.2014.

scandalisés si les gens risquent leur vie pour surmonter ces obstacles, en essayant souvent de simplement se sauver. Donc l'adoption d'un programme adéquat est conforme aux valeurs européennes. Fermer les portes ne doit pas signifier tourner le dos aux personnes qui ont besoin de l'aide. La priorité européenne doit être sauver la vie des gens avec les opérations de sauvetage bien équipées sans considérer ces dépenses comme une charge au budget européen. L'UE continue à faire face aux critiques et aux accusations car l'écart entre la rhétorique et la pratique sur la migration de l'UE est grandie. La principale critique qu'elle est confrontée, est son manque de responsabilité sur la crise mondiale des réfugiés. Les navires transportant des centaines de demandeurs d'asile ou migrants illégaux qui coulent en Méditerranée dévalorise la crédibilité de l'UE en tant qu'acteur mondial. La façon dont l'UE gère la récente crise de la migration affecte directement sa réputation et son efficacité.

b.3) Une Marche Vers Obscurité

Pour une nouvelle vie donc par les motivations identiques avec celles des migrants en Méditerranée, les migrants utilisent aussi la voie terrestre. La voie terrestre est la seconde voie fréquemment utilisée par les gens partant en Moyen Orient vers l'Europe. Ils préfèrent de marcher pendant les mois afin d'arriver aux territoires européennes, parce qu'ils jugent que la voie terrestre est moins dangereuse que la voyage en Méditerranée.

Selon les migrants, le Vieux continent présente la liberté, l'espoir et la fuite de toutes les peines. Une marche vers l'humanité se transforme en une marche vers l'obscurité à cause d'obstacles diplomatiques, politiques, naturelles, visibles ou invisibles.

En général, la marche ordinaire des migrants syriens commence de Syrie vers Turquie qui applique la politique des portes ouvertes ce qui est une nécessité humanitaire pour les dirigeants politiques turcs. D'ailleurs, il n'existe plus une frontière physique réelle entre la Turquie et la Syrie. Les migrants peuvent rester en Turquie aux camps il existe 27 camps de réfugiés en Turquie. A cause d'afflux incessant, les camps sont sursaturés donc elles ne répondent plus au besoin. Donc

la majorité de migrants vivent en dehors de camps en Turquie. AFAD estime que la population syrienne du pays augmente à 1.905.984. Les provinces frontalières comme Hatay, Gaziantep et Şanlıurfa ont beaucoup de migrants. En plus environ 330.000 migrants syriens vivent dans Istanbul. Selon les chiffres fournis AFAD au HCR, à compter du Octobre 2014, un total de 896,702 réfugiés syriens (à l'intérieur et en dehors des camps) avait été enregistré en Turquie.¹¹² Par conséquent, selon les chiffres officiels, environ 85% des réfugiés syriens en Turquie vivent actuellement en dehors des camps.

En dehors des camps, les migrants qui ont des ressources économiques louent des maisons ou ils vivent avec ses proches. Mais cela représente une petite partie de réalité. En général, les migrants restent dans les rues aux conditions misérables.

b.3.1) Les syriens dans les rues de Turquie

La plupart des réfugiés syriens arrivent en Turquie avec peu ou pas d'argent, et ne pas avoir des moyens pour répondre à leurs besoins. Ceux qui ont des économies les épuisent rapidement après leur arrivée. Dans les camps des réfugiés, le gouvernement turc et les organisations leur fournissent l'aliment, l'eau potable et répondent à leurs besoins. Comme on a déjà indiqué ci-dessus, les camps fonctionnent à pleine capacité et la majorité des migrants vivent en dehors des camps. Il n'y a pratiquement pas de soutien du gouvernement ou les organismes humanitaires ou de la communauté internationale pour les migrants de Syrie qui vivent en dehors des camps et donc ils doivent se débrouiller par eux-mêmes.

Les migrants qui vivent en dehors des camps sont une problématique importante car il est difficile voire impossible de leur accéder. Afin d'obtenir leur besoin essentiel, la plupart des syriens mendie ce qui fait leur misère plus visible. Cette situation augmente les mécontentements des citoyens turcs envers les migrants. Justement, à Kilis, une de province de Turquie, les quatre migrants âgés de 16 ans travaillent dans construction mais ils n'arrivent pas à trouver le travail tous les jours. Ils restent dans la construction d'une cité. Ils dormaient sur des matelas minces sur le terrain, sans abri d'aucune sorte. Ils ont dit à Amnesty International qu'il y avait 60-

¹¹² Banu Şen, **Kayıtlı Mülteci Sayısı Açıklandı**, Hürriyet, 13 Ağustos 2015.

70 personnes vivant sur le site, et a fait des dizaines de matelas: certains dorment sur les camions abandonnés, certains placés sous des arrangements de fortune de briques et de bâches en plastique, et d'autres tout simplement à l'extérieur sans aucune couverture. Quand Amnesty International a parlé avec le propriétaire turc du site, il a reconnu que ces gens étaient dans une situation difficile, mais a dit qu'il ne voulait pas qu'ils restaient sur ses terres. Il a dit que la municipalité de Kilis serait bientôt venir faire une route là-bas, et tous les résidents devraient partir. Les résidents ont déclaré à Amnesty International que les gens avaient précédemment été déplacés hors du site, avec des abris renversés et brûlés par les autorités municipales.¹¹³ Donc les turcs comprennent la situation et les conditions difficiles des syriens mais ils ne font aucune concession ou ils ne font rien pour faciliter la vie des migrants qui vivent des graves problèmes d'intégration. De nombreux réfugiés syriens ont déclaré avoir été victimes de discrimination quand ils cherchent du logement. Ils se sont plaints que les propriétaires turcs les refusaient en tant que locataires, tout simplement en raison de leur origine nationale.¹¹⁴ Il existe une confusion et un dilemme des citoyens turcs. Est-ce que les migrants dans leurs pays sont des hôtes qu'il faut bien accueillir ou des nouveaux composants de la société ? Sans clarifier cette question, il est difficile d'attendre une harmonisation complète dans la société turque.¹¹⁵ Quand les citoyens turcs vont comprendre que les syriens ne sont pas d'hôtes ou de visiteur, il est possible que les citoyens n'acceptent plus les migrants.

La société turque, tout comme la reste du monde qui a expérimenté de l'exode massif de l'immigration ailleurs, ils sont inquiets de l'utilisation des services publics comme l'éducation, la santé, l'assainissement de l'environnement et le transport. Si elles connaissent des perturbations dans l'utilisation des services publics ; S'ils commencent à être inquiet de la sécurité, si le désordre et les irrégularités apparaissent dans la société et si les gens commencent à se soucier de perdre leur emploi, une vague de xénophobie voire la haine pourraient apparaître dans la société.

¹¹³ Amnesty International, "Hayatta Kalma Mücadelesi: Türkiye'deki Suriye'den Gelen Mülteciler", 20 Kasım 2014, Index number: EUR 44/017/2014, p. 35.

¹¹⁴ **Ibid.**

¹¹⁵ Une recherche est fait entre les citoyens turques. On leur pose la question suivant: Comment décrivez-vous les migrants syriens qui vivent en Turquie? 41% répondent qu'ils sont des gens innocents qui fuient de la persécution de leur famille. 20.8% affirment qu'ils sont des hôtes qui réside temporairement en Turquie. Selon 20% des gens, les migrants syriens causent une charge économique et sociale à la Turquie. 12% pense que les migrants syriens sont des frères qui partagent la même région. 5.9% avoue que ce sont des mendiants qui vivent comme des parasites. Milliyet, Suriyeliler Bizim Misafirimiz mi, 28.03.2015, <http://www.milliyet.com.tr/suriyeliler-bizim-misafirimiz-mi-pazar/haberdetay/29.03.2015/2035633/default.htm> Date d'accès: le 5 mars 2016.

Selon une enquête réalisée entre les citoyens turcs, ces derniers acceptent avec la bienveillance la présence des syriens en Turquie. On leur demande si le gouvernement devrait renvoyer des syriens en Syrie même si la guerre continue? 30.6% soutient le renvoie cependant 62.8% s'y oppose. Alors, les chercheurs reformulent la question. Ils posent la question suivante: "Les migrants syriens ne sont pas de problème de la Turquie. Ils doivent rentrer en Syrie." Soutenez-vous la thèse? 38.9% soutient tandis que 47.8% s'oppose.¹¹⁶ Cela nous montre qu'il existe une corrélation directe entre la guerre et l'acceptation des syriens par les turcs. Dans le cas où on formule la question sans accentuer la guerre, le soutien pour les migrants diminuent. La fin de guerre en Syrie signifie la fin de patience et d'hospitalité des turcs car la nécessité et l'obligation disparaissent. Même dans le cas de guerre, 72.6% des citoyens pensent que les syriens doivent rester aux camps.¹¹⁷ Les citoyens turcs ne sont pas contents de voir les réfugiés en dehors des camps. Cela peut avoir deux causes: d'un côté, cela peut être lié à la xénophobie et à l'involonté de voir les syriens à la vie quotidienne. D'autre côté, les gens pensent qu'au lieu de vivre dans la rue, les camps offrent le meilleur choix pour les réfugiés. Mais ces citoyens ne sont pas informés sur les conditions des camps.

Après avoir arrivé en Turquie, les migrants cherchent à partir en Europe. Ils ne veulent pas rester en Europe car l'éducation et le travail sont les plus importants problèmes de la Turquie. En Turquie, il existe des écoles privées qui donne une éducation en arabe mais la situation économique de la majorité des migrants ne permet pas l'inscription des enfants à ces écoles. Pour les enfants, il y a les activités éducatives fournis par UNCHR, les organisations non gouvernementales et les volontaires. Mais il est difficile de s'inscrire à une école pour les migrants syriens en dehors des camps. L'UNHCR a averti que beaucoup d'enfants syriens vivant en Turquie ont manqué au moins trois années d'études et sont en face de risque d'être une génération perdue.¹¹⁸ Pour empêcher cette situation, les initiatives locales essaient de fournir des occasions aux enfants : L'école syrienne à Kilis, qui a ouvert en Décembre 2012, est remarquable. La municipalité a fait don du bâtiment, et paie également pour l'électricité, l'Internet et l'eau. 2.100 étudiants sont enseignés en

¹¹⁶ M.Murat Erdoğan, **Türkiye'deki Suriyeliler Toplumsal Kabul ve Uyum**, İstanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2015, p.134.

¹¹⁷ **Ibid**, p.135.

¹¹⁸ UNHCR, "Turkey: Regional Response Plan", 2014, p. 25, <http://www.unhcr.org/syriarrp6/docs/Syria-rrp6-fullreport.pdf>. Date d'accès: le 16 mai 2016.

trois équipes : 7-11h, 11 h à-14h30 et 14:30-18.00pm. Cependant, ce sont des efforts locales qui ne touche pas la vie des tous les enfants. L'augmentation de ce type d'écoles est directement liée au financement. En absence des aides internationaux, la Turquie n'a pas le pouvoir de financer des coûts des écoles qui enseigne en arabe. En outre, il n'est pas facile à s'inscrire aux écoles en Turquie car même pour les élèves turcs, il existe une condition : les enfants doit être s'inscrire à une école qui se situe proche à leur maison. Comme la majorité des syriens n'ont pas de lieu de résidence, l'inscription à l'école pour les enfants migrants est rendu difficile par cette condition. L'allègement de cette condition pour les migrants est officiellement discuté mais il n'existe pas encore d'un pas concret.

En absence d'un logement, de la possibilité d'éducation et de travail, il est difficile de continuer leur vie en Turquie pour les migrants et il est plus avantageux de vivre dans un pays européen plus prospère.

b.3.2) La route de l'Europe

Les migrants venant de Moyen Orient en Turquie restent là-bas pour collecter de l'argent du voyage. Après avoir arrangé les choses, ils commencent à marcher vers la Grèce. Ils passent la Grèce, la Macédoine pour arriver la Serbie. La destination finale est d'arriver dans un pays européen en battant les obstacles politiques créés par la souveraineté des États. Mais la réalité nous montre que ces barrières ne peuvent pas arrêter les flux migratoires, ils les ralentissent.

La Thessalonique est le point départ de long voyage. Les migrants réunissent à Thessalonique et la marche vers l'ouest commence. L'attente, la patience et l'espoir sont les mots clés de cette marche. Même les enfants, les malades, les handicapés marchent aux conditions inhumaines. Les ONG comme la Médecines sans frontières, Save the Children, Croix Rouge aident aux migrants pendant cette voyage mais en un jour au moins 3.000 migrants passent la frontière entre la Grèce et la Macédonien. Donc les volontaires de ces ONGs ont la difficulté de répondre aux besoins de tous les migrants.

Guevgueliya (Gevgelija), une petite province de Macédoine est le second point d'arrêt qui possède un camp de réfugiés ayant une capacité de 50.000. Les migrants arrivent à Guevgueliya pour être enregistrés. Mais ils ne veulent pas rester aux camps. Il existe une réelle allergie des migrants aux camps. La majorité des migrants préfèrent de retourner à leur pays au lieu de rester aux camps parce qu'ils considèrent les camps comme les prisons aux conditions inhumaines. Pour les migrants, Guevgueliya est une place pour attendre mais pas de place vivable.

De Macédoine en Serbie, il existe des trains utilisés par des migrants. Le voyage en train dure trois heures et coûte trente euros pour une personne mais il n'y a même pas de l'eau au train.¹¹⁹ Souvent, les trains prennent beaucoup de passagers que leurs capacités. De ce fait, trois heures de voyage deviennent un cauchemar pour les migrants. En Septembre 2015, à Guevgueliya, le retard de train cause un chaos. Aussi, plusieurs centaines de migrants ont-ils quitté le camp de réfugiés pour rejoindre le pont qui mène à la ville de Guevgueliya et aux quelques bus et taxis. Les militaires macédoniens, munis de boucliers et de matraques, ont formé une ligne, tentant de contrôler le passage en fonction de l'arrivée des bus, environ une toutes les dix minutes.¹²⁰ Ces contrôles causent la crise de détresse comme la foule a grandi avec l'arrivée des migrants. La crise est finie avec l'allègement et l'accélération des contrôles. Encore une fois, on est compris que les procédures bureaucratiques et les contrôles ne peuvent pas arrêter la volonté des afflux humains.

La Serbie, la troisième point d'arrêt des migrants, est l'un des pays qui est soumis à la plus grande pression des réfugiés dans la région. En Serbie, la Preševo devient une zone des attentes des réfugiés. Mais les réfugiés ne peuvent pas attendre plus de 72 heures. Donc par cette règle, la Serbie essaie de devenir un pays de transit. Cette règle oppressive a été compensée en offrant un avantage aux demandeurs d'asile. En Serbie, les demandeurs d'asile peuvent rester trois jours dans les hôtels sans payer de l'argent.¹²¹ Après la Serbie, les réfugiés entrent aux territoires de Schengen. Donc pour ces raisons, les réfugiés optent pour avancer et veulent faire des demandes d'asile à un Etat Schengen pour obtenir plus d'avantages.

¹¹⁹ La Documentaire 32. Gün-Mültécilerin Uzun Yürüyüşü, 22.09.2015.

¹²⁰ Elisa Perriguer, **Scènes de chaos à Guevgueliya, en Macédoine**, Le Monde, 10.09.2015.

¹²¹ 32. Gün-Mültécilerin Uzun Yürüyüşü, 22.09.2015.

Après avoir passé la Serbie, la prochaine destination est la Hongrie qui applique des politiques assez sévères envers les migrants. La Hongrie, malgré les avertissements de l'Union européenne, fait les efforts pour arrêter les migrants comme la construction des murs, l'impulsion des migrants par la violence des police, l'enfermement des migrants aux camps et l'interdiction de la sortie en dehors du campe.

b.3.3) Les camps de réfugiés ou les prisons?

Les camps de réfugiés ou les camps d'étrangers réapparaissent en Europe dans les années 2000. Après les souvenirs douloureux des camps de 2. Guerre mondiale, l'Europe a recommencé construire les camps. Certains États vise à aider les migrants, leur donner leurs besoins essentiels, éduquer les enfants. Certains États construisent les camps rassemblant aux prisons dans l'objectif de faire la pression aux migrants. Dans ce cas, les camps deviennent l'un des facteurs dissuasifs pour repousser les migrants en dehors de territoires européennes.

Les pays qui ont subi la plus grande pression des migrants comme la Turquie, la Hongrie et la Grèce sont les pays qui ont plus de camps de réfugiés. Le but de l'utilisation des camps, leur construction, leur fonctionnement différent d'un pays à l'autre. Mais en tout cas, l'identification, la détention, l'éloignement et la dissuasion sont les éléments clés et communs afin d'expliquer les campes. L'objectif commun des camps sont gardé les migrants à distance de la vie quotidienne des citoyens européens.

La première image que le terme de camp évoque dans nos esprits, est un lieu fermé, géographiquement identifié, et réservé aux personnes indésirables. Les campes ne recouvrent pas seulement des sites de tentes ou des petits maisons comme des bidonvilles mais l'ensemble de processus et de construction qui vise à opprimer et repousser les migrants. Donc il existe plusieurs types de campes. Il y a des campes ouvertes et des campes fermés. La centre d'accueil est un exemple aux campes ouvertes ou semi-ouverts. On aide aux demandeurs d'asile. On opère un contrôle administratif et leur fournit une aide juridique et informative au propos des procédures bureaucratique.

Les camps fermés sont diversifiés. Il existe des camps d'attente où les migrants attendent pendant les procédures administratives. Après avoir examiné leur situation, les autorités permettent à leur entrée ou les refouillés. Ces camps sont en général se situent au point des passages comme les aéroports, les gares et les ports. La logique est simple: Les migrants dans les campagnes sont libres de partir. On les détenus pas s'ils veulent entrer aux pays européens, ils doivent attendre dans ces camps et subir des conditions mauvaises. Selon les européens, c'est une "libre choix" offertes aux migrants conformément les traditions libérales de l'Europe. Mais en générale, ils n'ont d'autre choix qu'attendre, parce que le retour n'est pas possible dans beaucoup de cas en absence de gouvernements véritables et territoires sécurés.

Le pire de ces camps est le camp d'éloignement comme les centres de rétention en France, CPT (Centri di permanenze temporanea e assistenza) en Italie, des Detention centers en Grande Bretagne et des CIE (Centros internamento extranjeros) en Espagne¹²². Quel que soit la nomination, les camps d'éloignement sont inspirés par les prisons. Les migrants sont détenus comme ils sont des coupables véritables tandis que leur seule faute est d'essayer à entrer illégalement, sans posséder des papiers nécessaires. Les camps d'éloignement sont des lieux informels, et souvent invisibles. *"On en trouve dans des hangars de chemins de fer, des vieux silos à céréales, des usines désaffectées, des annexes de prison et même sur un bateau ancré dans le port de Rotterdam."*¹²³ En général, il est difficile d'obtenir les informations sur ce qui se passe à l'intérieur.

La Grèce afin d'empêcher les afflux maritime construit des camps d'éloignement surtout aux îles grecques. Plus de vingt camps de rétention existent en Grèce. Dans ces centres, les migrants clandestins sont retenus comme des prisonniers. Les maintenues sont aucun contact à l'extérieur sauf avec des représentants du Conseil grec pour les réfugiés et les représentants du HCR. La Grèce à cause de sa position géopolitique est actuellement la principale voie de passage des migrants vers l'Europe et devenu comme la porte de l'UE. De ce fait, la Grèce devient responsable de tous ces afflux migratoires en Europe et a été laissé

¹²² Claire Rodier, "Les camps d'étrangers, nouvel outil de la politique migratoire de l'Europe", **Mouvements**, 2003/5 (no:30), p.103.

¹²³ Caroline Brothers, "Les camps de rétention toujours plus nombreux", *International Herald Tribune*, 18.06.2008.

seul et accusée de ne pas assurer la garde des frontières. Donc la construction des camps semblait l'une de solution pour empêcher les afflux et réduire les critiques des États membres de l'UE. Selon les États d'accueil, l'enfermement des migrants est obligatoire car s'ils sont dans la rue, ils vont créer des problèmes pour la cohésion du pays et de l'UE. Avec cette présupposition, les migrants sont enfermés en absence d'une décision juridique sans un crime commis mais par les décisions discrétionnaires des États pour protéger la sécurité. Les migrants sont devenus les ennemis de la cohésion de l'UE. Donc conformément à la logique de Schengen, les migrants deviennent "les autres", d'une ennemie inventée par la perception européenne. *"Dans un climat de guerre soigneusement entretenu, l'internement des ennemis que s'invente l'Europe en la personne des migrants apparaît comme une réponse logique."*¹²⁴ Par le peur et l'établissement d'un lien entre le terrorisme et la présence des migrants, l'Europe construit un régime carcéral pour les migrants.

La construction des camps pour créer un régime carcéral en Europe est soutenu par les États mais la gestion des camps reste problématique. La majorité des camps ont des conditions mauvaises voire inhumaines. Les États ne veulent pas consacrer trop d'argent pour améliorer les conditions des "indésirables". Les tentes n'ont pas de protection de la pluie. Les migrants dorment aux sols. Il n'existe pas de couverts suffisants. Les besoins essentiels ne sont pas satisfaits régulièrement. Donc la sécurisation de la satisfaction des besoins essentiels est assez faible. Les témoignages prouvent les conditions horribles dans la majorité des camps. *"Nazir Gazemi, 33 ans, se souvient avec effroi de la "vie avec les rats" qu'il a menée pendant près de deux ans dans un des camps de rétention pour immigrés clandestins. Nazir vient d'en sortir avec l'aide d'un avocat et d'une association. De nationalité Afghan, il tente de s'occuper de ceux qui dorment encore dans les abris-conteneurs, mal chauffés l'hiver, peu climatisés l'été, du camp d'Amygdaleza, à 25 km au nord d'Athènes, le "Guantanamo grec" disent ceux qui y sont passés et les militants des droits de l'homme."*¹²⁵ Les ONGs comme l'Amnesty International font la pression aux États et à l'UE pour améliorer les conditions des camps. La Cour internationale des droits de l'homme devient proactive au sujet de la violation des droits de

¹²⁴ Claire Rodier, *op.cit.*, p.105.

¹²⁵ "Clandestins: dans les camps de rétention grecs, les damnés de la crise", La Depeche Français, 24.02.2015. <http://www.ladepeche.fr/article/2015/02/24/2055039-clandestins-camps-retention-grecs-damnes-crise.html> Date d'accès: le 10 mars 2016.

l'homme dans les camps d'étrangers. La Cour a condamné la Grèce pour « traitement inhumain et dégradant » de deux migrants arrivés dans le pays sans papiers et détenus dans des centres de rétention. La Grèce a condamné à payer 6 500 euros pour préjudice moral au requérant iranien et 8 500 euros à l'irakien, jugeant que la Grèce avait violé dans les deux cas l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, sur « l'interdiction de traitement inhumain et dégradant ». Sur ce second cas, la CEDH a également condamné la Grèce pour violation du droit à un recours effectif (article 3 combiné avec l'article 13) et du droit à la liberté et à la sûreté (article 5).¹²⁶

D'un autre sujet problématique est la durée de détention qui varie d'un pays à l'autre. La durée de détention est déterminée par les États en absence de règles internationales. Les États utilisent leur droit souverain pour prolonger la durée de détention. La longévité des durées de détention joue un rôle dissuasif pour renoncer les migrants à essayer de pénétrer à ces pays. On prive les gens de leur liberté par les décisions discrétionnaires des États en absence d'un crime ou d'une décision juridique. Grâce à l'augmentation des critiques au propos de la violation des droits de l'homme aux camps, certains États ont décidé de délimiter la durée de détention aux camps. Ils ont déterminé la durée maximale: L'Allemagne limite la détention à 18 mois. En Pologne, la durée maximale devient un an. La Belgique autorise une détention de 8 mois au maximum. La détention en Grèce et à Malte sont limite à 3 mois. Les pays de l'Europe du sud fixent la durée de détention moins longue comme la France 32 jours et en Espagne 40 jours.¹²⁷ Malgré ces règles, les États ont la tendance de ne pas les appliquer et en pratique ils prolongent la détention car il est difficile de contrôler ces camps et d'obtenir des informations exactes à l'intérieur des camps. On ne peut pas être sûr de l'enregistrement des dates d'entrée et de sortie. Donc il est difficile de compter exactement la durée de détention sauf les migrants en camps. Mais la société internationale a du mal à entendre leur cri.

Quel que soit la nature des camps ouverts ou fermés, les migrants ne préfèrent pas de rester aux camps. Les migrants considèrent les camps comme les

¹²⁶ **La CEDH condamne la Grèce pour « traitement inhumain » de deux migrants**, Le Monde, 11.12.2014.

¹²⁷ Caroline Itrand, Pierre Arnaud Perrouy, "La diversité des camps étrangers en Europe: présentation de la carte des camps de Migreurop", **Cultures et Conflits**, 2005, p.7.

prisons. Même aux camps ouverts qui offrent une aide et d'un toit pour les migrants, les conditions de ces camps ne sont pas trop libérales. Justement en Belgique, dans certains centres ouverts, les migrants doivent rentrer aux camps avant une certaine heure déterminée par l'administration comme les étudiants de pensionnat.¹²⁸ En plus, on leur interdit de sortir en dehors de zones déterminées. Donc ils ne peuvent pas se trouver aux centres de villes. Cela a pour but de faire les migrants moins visibles et de les éloigner à la vie quotidienne. Ces restrictions deviennent insupportables par les conditions inhumaines. Selon Panagiotis Papadimitriou, le responsable de la surveillance frontalière du Haut-Commissariat pour les réfugiés en Grèce, Athènes ferme les yeux sur les conditions de vie dans les camps frontaliers. Le gouvernement n'envoie pas d'interprètes, de médecins, ni même de personnes capables d'évaluer les besoins des arrivants. Certains réfugiés nécessitent une aide internationale. Mais, pour les autorités, ce ne sont que des numéros.

Les centres de détention comme les prisons provoquent le stress et la dépression. La détention nuit gravement à toute personne qui l'exprime. Les études scientifiques faites entre les demandeurs d'asile détenus montrent que la détention conduit à l'accumulation de symptômes comme la grande dépression, l'anxiété et la stress. Pendant près d'une décennie, les bénévoles de certains ONGs ont authentifié pendant leurs visites aux centres de détention les conclusions sur l'influence psychologique de ces centres. Ils observent le désespoir, l'incertitude et la colère aux détenus.

Malgré tous ses effets négatifs, les camps de détention deviennent le nouvel outil de la politique migratoire de l'UE. La société internationale a des difficultés à produire les alternatives aux camps. Les États doivent améliorer les conditions de camps afin de les transformer en places vivables au lieu d'oppresser les gens dans les lieux ressemblant aux prisons. Sinon, la grande dépression accompagnée par la haine provoquée par le sentiment d'être isolé, causera des grands problèmes en Europe.

¹²⁸ Ibid.

B) La Turquie: Héro ou Antihéro du Système Schengen?

La Turquie qui attend à la porte de l'Europe depuis cinquante ans, est devenu un acteur important aux yeux des États européens. En 1957, la Turquie a déposé sa demande d'adhésion à l'UE. La Grèce et la Turquie ont commencé ensemble à la voie européenne mais la Turquie n'a pas pu adhérer à l'UE pendant un demi-siècle. Pendant longtemps, la Turquie semblait désespérée dans sa cour de l'UE, alors que ce dernier était heureux de garder sa distance, réticents à engager à la nation majoritairement musulmane. Mais la crise migratoire a attiré l'attention de l'UE sur la Turquie. De ce fait, la crise est devenue le point d'inflexion des relations entre la Turquie et l'UE. Maintenant, croyant qu'il fait face à une menace existentielle de l'afflux de réfugiés syriens, l'UE décide de renforcer des relations avec la Turquie.

1) La Turquie et l'UE avant la crise

Pour la Turquie, devenir un membre de l'UE était un rêve politique difficile à réaliser. Tous les gouvernements déterminaient l'UE comme le premier objectif prioritaire de leur politique étrangère. Mais pour la Turquie, l'UE et l'obligation de faire des réformes devenaient synonymes. A la fin de toutes les négociations, la Turquie avaient des devoirs à faire. L'achèvement d'un devoir est accompagné par un nouveau devoir. Mais il y a aussi des problèmes difficiles à résoudre. Pour obtenir le statut de membre, la Turquie devraient changer sa direction de sa politique étrangère. Le cas de Chypre, les problèmes historiques avec l'Arménie, la question Kurde sont des problèmes paralysés en Turquie. L'adhésion à l'UE nécessitait la résolution de tous ces problèmes ce qui semblait impossible car ces sujets sont liées à l'intérêt nationaux vitaux de la Turquie. De ce fait, la Turquie a été longtemps considérée comme un pays stable du Moyen Orient et un partenaire économique de l'Europe. Donc la Turquie n'était ni intérieur de l'Europe ni loin à l'Europe.

Malgré les progrès de l'intégration économique entre l'UE et la Turquie, un certain nombre d'Européens semblent réticents à accepter la Turquie comme membre de l'UE pour une variété de raisons. Certains citoyens européens soutiennent que la Turquie est trop différente du reste de l'Europe. Ils se réfèrent à la culture différente de la société turque, la religion de l'Islam parmi la majorité de la population, et le fait

que la plus grande partie de la Turquie se trouve en Asie. De ce fait la Turquie est un pays asiatique plutôt que d'un pays européen. Le processus d'adhésion de la Turquie est dans une catégorie de son propre -très différent de celui des autres candidats- parce qu'il est dit «*trop grand, trop pauvre et trop musulman*».¹²⁹ La reconnaissance des droits individuels et collectifs pour des groupes minoritaires. Une autre raison pour laquelle les pays sont réticents à l'adhésion de la Turquie l'UE est liée à sa taille, bien que ce motif soit souvent utilisé avec les points de vues subjectives. En particulier, les prévisions démographiques suggèrent que la population turque va dépasser celle de l'Allemagne d'ici 2020, ce qui implique que la Turquie deviendrait le plus grand pays dans l'UE. Par conséquent, il obtiendrait une puissance importante dans le processus décisionnel de l'UE, au détriment des pouvoirs de membres existants. Les pays craignent aussi les conséquences économiques de l'adhésion de Turquie à l'UE. En particulier, la Turquie deviendrait un bénéficiaire net de l'UE des fonds, ce qui implique un coût net pour les Etats membres existants. En outre, les personnes en Europe occidentale craindraient des flux migratoires massifs en provenance de Turquie et les importations à bas prix au détriment des travailleurs et des producteurs dans l'UE.¹³⁰

La Turquie a été officiellement reconnue candidat au Sommet d'Helsinki en 1999. Le long chemin d'adhésion de la Turquie commençait. Le processus de l'adhésion de la Turquie à l'UE, sera l'un des plus controversés et ambitieux dans l'histoire de l'Union de l'élargissement à l'ombre de tous ces problèmes. Elle représente le point plus haut d'un processus d'interactions entre la Turquie et l'UE en cours depuis 1963; mais il n'est encore pas une affaire «fait» - il y a de longues années de négociations.

Le sommet d'Helsinki a ouvert une nouvelle ère dans les relations entre la Turquie et l'UE. Juste après le sommet d'Helsinki, le Commission européen a commencé à préparer un document de partenariat pour l'adhésion de la Turquie, et il a été adopté le 8 Mars 2001. Le document met en évidence les priorités et les objectifs intermédiaires de la Turquie pour l'adoption de l'acquis.

¹²⁹ William Chislett, "Turkey's 10 years of EU accession negotiations: no end in sight", Working Paper 14/2015, **Elcano Royal Institute**, 5 October 2015, p.3.

¹³⁰ Arjan M. Lejour and Ruud A. de Mooij, "Turkish Delight: Does Turkey's Accession to the EU Bring Economic Benefits?", **Kyklos**, Vol. 58 – 2005 – No. 1, p.88.

Après l'approbation du partenariat pour l'adhésion de l'UE, le gouvernement turc a préparé et annoncé son propre " Programme national pour l'adoption de l'acquis de l'UE " le 19 Mars 2001. Le programme national était préparé en conformité avec les objectifs qui sont mis en évidence par l'UE. Elle a défini les capacités de la Turquie et des mesures nécessaires soient prises par le gouvernement turc.¹³¹

De l'acceptation de la Turquie en tant que candidat à Helsinki, sept grands paquets d'harmonisation ont été préparés et sont entrés en vigueur. Ces paquets contiennent des amendements majeurs au système juridique de la Turquie. Le premier paquet législatif a été adopté en Février 2002 et modifié diverses législations dans le Code pénal, la loi antiterroriste, ce qui était souvent critiquée comme étant la base juridique de la détention et la condamnation de nombreux intellectuels pour exprimer leurs points de vue. Le deuxième paquet législatif d'Avril 2002 a étendu le champ d'application de la liberté de pensée et d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'association. Il a également renforcé des mesures pour la prévention de la torture et de mauvais traitement. Le troisième paquet législatif est entré en vigueur en Août 2002, qui était une percée majeure dans l'histoire turque. Ce paquet comprend l'abolition de la peine de mort. Le quatrième paquet, qui est entré en vigueur le 11 Janvier 2003, a apporté des modifications importantes à la liberté d'association, la dissuasion contre la torture et les mauvais traitements et aussi il a modifié le Code pénal, la loi sur la presse, la loi sur les partis politiques, la loi sur l'utilisation du droit de pétition. Un mois après ce paquet, le Février 4 2003, le cinquième paquet législative est entrée en vigueur qui comprenait des dispositions relatives à la révision et à la liberté d'association. La sixième harmonisation package est entré en vigueur le 19 Juillet 2003, et il a présenté les développements juridiques qui élargissait la liberté d'expression, la liberté religieuse, et le droit à la vie. Enfin, le septième paquet législative, qui est entré en vigueur le 7 Août 2003, et contenait des dispositions sur l'expression de la liberté, les droits culturels, les relations civil-militaires, les droits des enfants, et les fonctions de l'exécutif.¹³²

¹³¹ Ali Aybey, "Turkey and the European Union Relations: A Historical Assessment", **Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi**, Cilt:4, No:1 (Güz: 2004), pp.32-33.

¹³² **Ibid**, pp.34-35

L'impact des paquets législatifs sur la Turquie a été révolutionnaire. La première et immédiate différence a été le début d'une ouverture de débats et de nouvelles perspectives sur des questions sensibles telles que la peine de mort, les droits culturels et la relations entre civils et militaires. Ces paquets ont changé la législation existante pour améliorer les droits de l'homme et d'autres libertés en Septembre 2003, le gouvernement turc a mis en place un «Groupe de suivi de la réforme." Le groupe est composé du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Justice, et du ministre de l'Intérieur ainsi que de haut rang des bureaucrates. Cela montrait l'importance donné au processus d'adhésion par la Turquie. Des reformes créait une atmosphère positive en Turquie qui se sentait assez proche à l'adhésion.

Le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE est en train d'avancer dans l'incertitude: seulement 14 des 33 chapitres de l'acquis qui nécessitent des négociations ont été ouvertes dans dix ans (la dernière en Novembre 2013) et un seul provisoirement fermé. La France et le Chypre étaient contre l'ouverture de certains chapitres et en bloquant des chapitres, ils empêchaient l'avancement de la Turquie vers l'UE. Il a été jusqu'à présent impossible d'ouvrir cinq autres chapitres - sur l'agriculture et le développement rural, la politique sociale et de l'emploi, la politique économique et monétaire, le contrôle financier, et de l'entreprise et la politique industrielle - principalement parce que les Chypriotes grecs bloquent le processus. Malgré toutes les réformes, la lenteur de processus causait une grande déception au sein de la Turquie. Sans reconnaître l'indépendance du Chypre qui est un membre de l'UE, sans la résolution du problème chypriote, la Turquie a compris que l'UE sera un rêve. En 2007, le processus d'adhésion de la Turquie entraînait une grande dépression. Sarkozy et Merkel donc la France et l'Allemagne a bloqué cinq chapitre essentiels: politique régionale, politique agricole commune, union économique et monétaire, dispositions institutionnelles et dispositions financières. De ce fait, l'espoir de la Turquie pour devenir un membre de l'UE a pris la fin. A cause de cette déception, la Turquie commençait à éloigner de l'UE et se redéfinissait. En abandonnant son rêve concernant l'adhésion à l'UE, la Turquie a essayé de devenir le leader et un pays model au Moyen Orient. Depuis la fondation de la République, la Turquie vise à devenir un pays européen mais à l'influence d'attitudes de l'UE et de tendance de gouvernement turc, la Turquie a changé sa direction et s'oriente vers l'est.

De l'autre côté, l'UE ne voulait pas élargir à cause de la crise économique. L'adhésion de la Turquie dans ce climat de la crise est dangereuse pour l'avenir de l'UE. Surtout la crise d'euro met en évidence que des économies fragiles comme la Grèce et la Turquie peuvent influencer la stabilité économique de l'UE. Malgré le développement et le dynamisme économique de la Turquie, cette dernière n'est pas encore prête pour l'adhésion. Il y a des risques énormes, parce que la Grèce et la Turquie rassemblent concernant la discipline économique. L'adhésion de la Turquie signifierait l'adhésion d'un pays qui est économiquement instable. Cela inviterait une nouvelle crise économique. L'exemple de la Grèce devient un exemple qui influence l'avenir de la Turquie et une expérience pour refuser la Turquie. Pendant ces années de crises, la Turquie et l'UE s'éloignaient. La Turquie n'était pas l'une des priorités de l'un des priorités de l'UE. Mais cette situation a rapidement changé. La Turquie devient un sujet assez important dans l'agenda de l'UE. La revitalisation récente des relations bilatérales met un terme à une apathie de longue durée et l'indifférence. En fait la vague de migration découlant de la guerre civile syrienne, et l'échec d'Europe à y faire face a poussé la coopération bilatérale. Ainsi, la géopolitique de la Turquie est encore une fois devenue une clé considérée par les politiciens européens. La crise migratoire et la position géopolitique de la Turquie fournissent une européanisation artificielle à la Turquie.

Le sommet bilatéral a constitué un tournant dans les relations Turquie-UE que les parties ont convenu d'ouvrir de nouveaux chapitres de négociation. , la 11ème réunion de l'adhésion avec la Turquie au niveau ministériel a eu lieu le 14 Décembre 2015. Lors de la conférence, l'UE et la Turquie décidaient d'ouvrir des négociations pour la première fois en deux ans. On commençait à négocier le chapitre 17 (politique économique et monétaire). Ce chapitre porte sur des questions telles que l'indépendance des banques centrales dans les Etats membres et candidats, interdiction du financement monétaire des secteurs publics par les banques centrales et l'interdiction d'accès privilégié du secteur public aux institutions financières. Ainsi, 15 des 35 chapitres ont été ouverts, et un chapitre a été provisoirement clôturé. En outre, l'UE et la Turquie ont décidé de commencer la préparation à l'ouverture cinq autres chapitres: Energie (15), Appareil judiciaire et droits fondamentaux (23), Justice, Liberté et sécurité (24), l'éducation et la culture(26), et Politique étrangère, de sécurité et de défense(31). Cela signifiait un rapprochement entre la Turquie et

l'UE mais ce progrès était significatif dans la mesure où la France et la Chypre ne lèvent pas leur veto. En outre, en 2006, le Conseil européen a décidé de geler la négociation de 8 chapitres et de ne pas fermer les autres chapitres en raison de la question chypriote. Donc la Turquie peut progresser à la voie européenne mais elle n'a pas pu devenir un membre si elle ne résout pas la question chypriote. De ce fait, toutes ces négociations ne montrent que la bonne foi de deux parties mais le résultat est loin de venir.

La crise des réfugiés constitue la plus importante motivation et l'axe principale de la nouvelle ère de la relation entre la Turquie et l'UE. Depuis l'éclatement de la guerre civile en Syrie, la Turquie applique la politique de porte ouverte et joue un rôle actif à la scène internationale. De ce fait, l'UE a choisi d'aider économiquement la Turquie afin de soutenir ses efforts concernant les réfugiés syriens. Mais les problèmes commencent quand les réfugiés ne restent pas en Turquie. A cause de problèmes liés à l'éducation, à la santé, et de difficultés de trouver le travail et le logement, les réfugiés quittent la Turquie. Donc les efforts de la Turquie ne peuvent pas empêcher l'afflux vers l'Europe. La Turquie devient un pays transit, un pays qui relie le Moyen Orient à l'Europe. La Turquie n'arrive pas à devenir un pays barrage à cause du manque de ressources nécessaires pour fournir une vie humaine aux réfugiés. De ce fait, l'Europe a choisi d'aider économiquement la Turquie pour que cette dernière puisse augmenter ses capacités. L'investissement et l'aide économique ne sont pas efficaces pour la résolution de problèmes structurels en Turquie. Cela nécessitait longtemps mais la résolution de la crise ne peut pas attendre.

Malgré les résultats minimaux, la Turquie devient un partenaire important pour la gestion de la crise migratoire. Cela est concrétisé avec le Plan d'action commun entre l'UE et la Turquie mis en œuvre le 29 Novembre 2015 lors du sommet UE-Turquie. Cela souligne un effort coordonné pour faire face à la crise actuelle des réfugiés. Il est clair que les défis sont communs à la fois l'UE et la Turquie et que les réponses doivent être coordonnées. Un dialogue mutuel était sévèrement nécessaire depuis le début de la migration. En effet, c'était une étape tardive de la coopération de la migration entre les parties. Le plan d'action contient trois chapitres essentiels. Le plan d'action tente de remédier à la situation de crise

actuelle de trois façons: (a) en traitant les causes profondes qui conduisent à l'afflux massif de syriens, (b) en soutenant les syriens sous protection temporaire et de leurs communautés d'accueil en Turquie (Partie I) et (c) en renforçant la coopération pour empêcher les flux migratoires irréguliers vers l'UE (Partie II).¹³³ Donc c'est un plan pour sauver l'Europe aux flux migratoires en renforçant la capacité de la Turquie pour l'accueil des migrants. De ce fait, le plan d'action détermine les responsabilités pour les deux parties. L'UE doit mobiliser de nouveaux fonds, concrets et considérables, en vue d'aider la Turquie à relever le défi que constitue la présence de syriens bénéficiant d'une protection temporaire; continuer de fournir une aide humanitaire par l'intermédiaire des organisations humanitaires compétentes en Turquie; soutenir les mécanismes et programmes de réinstallation des États membres et de l'UE qui existent déjà; continuer d'aider la Turquie à renforcer sa capacité de lutte contre le trafic de migrants; soutenir la coopération entre les États membres de l'UE et la Turquie dans l'organisation d'opérations conjointes de retour vers les pays d'origine des migrants en situation irrégulière; renforcer la capacité de l'UE à échanger des informations avec la Turquie en matière de lutte contre les réseaux de passeurs; augmenter l'aide financière accordée à la Turquie pour l'aider à satisfaire aux exigences définies dans le cadre du dialogue sur la libéralisation du régime des visas.¹³⁴ De ce fait, les responsabilités de l'UE sont en majorité économique et consiste à faire des aides économiques et humanitaires. Mais les tâches de la Turquie sont beaucoup plus difficiles à accomplir. La Turquie doit continuer de faire en sorte que les migrants soient enregistrés et possèdent des documents requis, et ce de manière contraignante; faire les efforts visant à faciliter l'accès des Syriens bénéficiant d'une protection temporaire aux services publics, et notamment à l'éducation, à la santé et à l'emploi; intensifier la coopération avec les autorités bulgares et grecques, de manière à empêcher l'immigration clandestine à travers les frontières terrestres communes. La plus difficile tâche est de fournir un accès aux services publics ce qui nécessite un changement de législation et l'augmentation de la capacité et en outre il faut surmonter les réactions de citoyens turcs et intégrer les syriens à la société turque.

¹³³ European Commission, "EU-Turkey Joint Action Plan", 15.10.2015.

¹³⁴ Commission européenne, "Gestion De la Crise Des Réfugiés: Plan d'Action Commun UE-Turquie: Rapport de Mise en oeuvre", 2015, p.3.

Le plan d'action possède plusieurs ambiguïtés. D'abord la répartition des tâches n'est pas équitable. La Turquie a des tâches politiques, sociales, sociologiques tandis que l'UE doit seulement financer la Turquie. Le contenu du plan d'action nécessite l'explication détaillée de certaines étapes afin d'être mises en œuvre d'une manière efficace. Justement, la coopération avec les autorités bulgares et grecques pour empêcher l'immigration clandestine doit être clarifiée. Que faut-il faire pour empêcher les afflux ? Cela doit être répondu de manière détaillée et expliqué étape par étape. Sinon, il est impossible de déterminer l'efficacité et contrôler la mise en œuvre de cette tâche, car une réponse authentique et efficace à la crise actuelle exige une approche globale compréhension des attentes, des capacités et des limites de deux parties du Plan d'action, ainsi que l'inclusion active des pays tiers. Cette côté du plan d'action reste faible ce qui influence directement sa réussite.

De l'autre côté, le rapprochement entre la Turquie et l'UE créé par ce plan est artificiel parce que c'est un exemple pur et net de pragmatisme. UE tend à reconnaître la Turquie comme un État tampon plutôt que d'un pays candidat sur la voie de l'adhésion. En outre, trouver des solutions pour la crise des réfugiés en vertu système de coopération actuel pose un risque de politisation excessive de processus de négociation de la Turquie. Par exemple, l'ouverture de nouveaux chapitres de négociation, en échange de la coopération dans une question humanitaire comme la crise des réfugiés, ne coïncide pas avec la notion de normative fondée sur des principes de l'Europe. Le pragmatisme domine les valeurs européennes. Tous ces développements sont le produit d'un enjeu et d'un marchandage politique. Le Voyage sans visa pour la Turquie en échange d'un accord de réadmission, la négociation des chapitres d'adhésion et l'institutionnalisation des sommets réguliers sont « des carottes » pour la Turquie. Les droits des hommes, les droits de réfugiés ne sont pas la priorité des deux parties. Les réfugiés sont devenus les objets, ils ne sont pas les sujets de tout au long de ce processus. Les deux parties essayent de réaliser ses propres intérêts et ils établissent un jeu gagnant-gagnant mais les réfugiés ne sont pas leur priorité. La Turquie voulait réaliser son rêve de l'Europe et l'UE voulait retourner aux jours calmes et paisibles.

2) L'accord de réadmission : Une page Blanche dans les Relations

La Turquie et l'Union européenne (UE) ont signé l'accord de réadmission le 16 Décembre 2013. L'UE a besoin de la Turquie plus que jamais comme un portier des réfugiés, fournissant la sécurité aux points d'entrée à l'Europe. Bien que l'opinion publique turque et les médias s'intéressent beaucoup sur le concept «Europe sans visa » dans l'accord. Les conséquences de réadmission " pour la Turquie des milliers de migrants sont aussi importants.

L'objectif de ce type d'accords est de trouver des solutions au problème de migration irrégulière en dehors des frontières communes européennes et capturer et renvoyer les migrants avant leur entrée dans les frontières de l'Union européenne. La Turquie, par la signature de cet accord de réadmission, est engagé à la réadmission des migrants qui étaient entré illégalement les pays de l'UE à réadmettre .Dans ce contexte, le côté lucratif de ce type de traités est toujours l'UE. Mais La Turquie ne doit pas voir les réfugiés syriens comme un fardeau, même si elle déclare publiquement que de 3 milliards € d'aide est arrivé trop tard et reste limitée par rapport à ce que la Turquie a déjà l'UE dépensé. En outre, la présence de migrants syriens n'a pas été un sujet de controverse politique non plus une opportunité économique. Ceci, d'autre part, en contradiction avec un négatif de plus en plus la perception du public, que 70,8% des Turcs pensent que les Syriens dans leur pays endommagent l'économie turque.¹³⁵ Malgré les risques socio-politiques la priorité d'Ankara n'est pas le partage des charges. La Turquie est invitée à contrôler son frontières, lutter contre la traite des êtres humains, et d'améliorer le niveau de vie de 2,5 millions de réfugiés actuellement sur son territoire.¹³⁶ Le gouvernement turc n'a pas souligné la difficulté de cette tâche. En outre, si la Turquie réussit à appliquer l'accord sans problèmes, cet accord fournira plusieurs avantages à la scène internationale. Ceux-ci comprennent le renforcement de l'image du nouveau gouvernement dans la politique intérieure, un plus grand soutien politique et diplomatique pour la Turquie contre la Russie et les menaces émanant du sud, et de faire progresser les négociations sur l'adhésion à l'UE et la libéralisation des visas.

¹³⁵ M. Murat Erdogan, "Syrians in Turkey: Social Acceptance and Integration Research," **Hacettepe University Migration and Politics Research Centre**, 31 December 2014, p.30.

¹³⁶ Pınar Elman, "The EU-Turkey Deal on Refugees: How to Move Forward", Policy Paper, **The Polish Institute of International Affairs**, No. 3 (144), January 2016, p.2.

Donc il existe un enjeu gagnant-gagnant mais la tâche de la Turquie n'est pas facile donc obtenir ces gains demande plus d'efforts et beaucoup de temps.

L'accord de réadmission a commencé à fonctionner le 4 Avril 2016. Ceux qui sont originaires de pays autres que la Syrie, (à savoir l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak) seront transférés aux centres de refoulement de la minute où nous les admettons des îles grecques. Après avoir transférés vers ces centres, les autorités turques prendront contact avec leurs pays d'origine, et ils seront renvoyés dans leur pays d'origine en conformité avec les accords de réadmission. Tous les nouveaux migrants irréguliers traversant de la Turquie dans les îles grecques à partir du 20 Mars 2016 seront retournés en Turquie. Cela aura lieu dans le plein respect de l'UE et du droit international, ce qui exclut toute forme d'expulsion collective. Tous les migrants seront protégés en conformité avec les normes internationales pertinentes et en ce qui concerne le principe de non-refoulement. Ce sera une mesure temporaire et extraordinaire qui est nécessaire pour mettre fin à la souffrance humaine et de rétablir l'ordre public, les migrants qui arrivent dans les îles grecques seront enregistrées et toute demande d'asile seront traitées individuellement par les autorités grecques, conformément aux procédures d'asile directive 2013/32 / UE, en coopération avec le HCR.¹³⁷ Les migrants illégaux ou des migrants dont la demande a été jugée non fondée ou irrecevable, sera retourné à la Turquie. La Turquie et la Grèce, assisté par les institutions et agences de l'UE, prendront les mesures nécessaires et conviendront des arrangements bilatéraux nécessaires, y compris la présence de fonctionnaires turcs sur les îles grecques et les fonctionnaires grecs en Turquie à partir du 20 Mars 2016 pour assurer la liaison et faciliter ainsi le bon fonctionnement de ces arrangements. Les coûts des opérations des migrants irréguliers de retour seront couverts par l'UE. Pour tous les syriens renvoyés en Turquie des îles grecques, un autre syrien sera réinstallé de la Turquie à l'UE. Donc l'Europe opte encore une fois pour l'immigration choisie. Les migrants ayant été renvoyés en Turquie seront protégés en conformité avec les normes internationales concernant le traitement des réfugiés et le respect du principe de non-refoulement. Mais les réfugiés ne veulent pas retourner en Turquie.¹³⁸ En Grèce, plusieurs manifestations ont eu lieu avant le

¹³⁷ Accord entre l'Union européenne et la République de Turquie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulière, Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne, L 134/3, 7.5.2014.

¹³⁸ Voir Annexes,no:9, Les réfugiés ne veulent pas retourner en Turquie.

départ de Grèce en Turquie. Ils ne veulent pas retourner en Turquie après avoir traversé en Europe. Leur rêve est de vivre en Europe, l'accord de réadmission détruit leurs rêves.

L'accord de réadmission est présenté comme un tournant historique qui va supprimer l'obligation de visa pour la Turquie. La perspective de la libéralisation de visa Schengen pour la Turquie en 2016 semble être la plus grande motivation d'Ankara de coopérer sur la crise des réfugiés parce que l'une des motivations principales des citoyens turcs était le voyage sans visa en Europe. Une enquête réalisée en 2011 a posé la question suivant aux 3267 citoyens turcs: Pourquoi soutenez-vous l'adhésion de la Turquie à l'UE? La possibilité de voyager librement en Europe est l'une des quatre motivations principales des citoyens turcs. (13.56%)¹³⁹ Surtout des hommes d'affaires et des étudiants soutiennent l'Europe sans visas. De ce fait, l'accord de réadmission offre l'avantage de la réalisation de l'un des buts des citoyens turcs. L'accord de réadmission est susceptible d'avoir des effets importants sur la politique de migration turque et le régime de visa. L'accord de réadmission est présenté comme un tournant historique qui va supprimer l'obligation de visa pour la Turquie Toutefois par rapport à ses droits existants en tant que pays candidat à l'UE en Turquie, l'accord ressemble plus à un pas en arrière pour La Turquie en raison des lacunes juridiques et les obligations qu'elle va imposer à la partie turque. Mais comme l'adhésion est trop difficile voire impossible la Turquie vise à utiliser la voie courte pour obtenir moins au lieu d'obtenir rien.

La Turquie doit accomplir 72 conditions pour obtenir l'Europe sans visa. La Turquie a offert un « sans visa Europe», il doit remplir les exigences détaillées et les conditions de l'accord de réadmission (RA), qui sera confirmé par les membres de l'UE En plus, l'obtention de voyage sans visa dépend de décision à la majorité qualifiée du Parlement européen. Donc il n'existe pas de garantie concernant les votes des États membres. Même si la Turquie complète les critères, les États membres peuvent refuser l'octroi de ce droit. Pour des raisons déjà évidentes, il ne sera pas politiquement facile pour de nombreux pays européens d'accorder aux citoyens turcs la possibilité de voyage sans visa dans la zone Schengen. Ainsi, les deux parties devront exercer un grand effort pour réaliser à la fois la RA et de la cible

¹³⁹ Murat Ercan, "Türk Kamuoyu AB'ye Nasıl Bakıyor?" , **Bilecik Üniversitesi Avrupa Birliği Anketi**, 2011, Vol. 36 Issue 1, p.204..

de «l'Europe sans visa. » Cependant, la Turquie a encore du mal à la prévention de la traite des êtres humains, la corruption, les crimes frontaliers, le crime organisé et la coopération avec d'autres partenaires internationaux. Dans l'ensemble, la Turquie doit établir des relations plus étroites avec les institutions européenne comme Europol, Eurojust, FRONTEX, etc., afin pour atteindre les normes européennes et enfin atteindre son but longtemps désiré.¹⁴⁰

Le processus pour l'exemption du visa à la tendance de se dégrader La réforme de grande portée des lois anti-terroristes de la Turquie a été posé comme une étape nécessaire par l'UE. Ces lois sont de plus en plus utilisées pour faire taire les opposants du président turc Erdoğan. La Turquie fait valoir que les lois actuelles sont nécessaires pour lutter contre l'État islamique et la terreur dans l'Est de la Turquie. Les lois actuelles anti-terrorisme ont certainement été utilisées contre les journalistes : Can Dündar, rédacteur en chef du journal Cumhuriyet, et Erdem Gül, le chef du bureau du journal à Ankara, ont tous deux été récemment condamné à cinq ans de prison pour avoir publié une vidéo montrant armes d'expédition de la Turquie aux rebelles syriens. Avant la condamnation, Dündar a survécu à une tentative d'assassinat dans le jardin du palais de justice. En tout cas, le président Erdoğan a refusé d'assouplir les lois anti-terroristes de la Turquie, a précisé que cette demande pourrait être fin de ce processus et la voie de l'UE et la Turquie pourra se séparer. Si ce processus n'est pas réalisé avec la plus grande sensibilité, des relations pourraient risquer de tomber dans un nouveau cercle vicieux. Dans un tel cas, en tant que produit du disfonctionnement du plan d'action, l'UE pourrait critiquer la Turquie pour ne pas remplir les conditions de la RA. La perspective turque pourrait alors accuser que l'UE n'est pas prêt à remplir son engagement pour permettre l'accès Turquie à l'Europe sans visa »et ne respecte pas au principe de pacta sunt servanda. Il faut rappeler l'exemple de la Bulgarie et Roumanie. Les deux pays avaient complété des critères techniques mais les États membres ne les avaient pas accepté leurs adhésion à la zone Schengen. La Turquie pourrait se confronter aux mêmes situations avec la Bulgarie et la Roumanie ce qui créera une grande déception et une nouvelle crise liée au système Schengen. En outre, l'UE a essayé de résoudre la crise migratoire qui crée des graves problèmes à la zone Schengen, en utilisant le système Schengen. Il n'est pas logique d'intégrer des nouveaux États membres avant

¹⁴⁰ Seçil Paçacı Elitok, "A Step Backward For Turkey? The Readmission Aggrement anf The Hope of Visa Free Europe", **IPC Mercator Policy Brief**, December 2015, p.6.

d'améliorer le système sinon les nouvelles crises s'éclateront et le système Schengen deviendra la cible des critiques.

La légalité de l'accord de réadmission a été remise en cause. Il y a un certain nombre de raisons pour lesquelles cette approche est non seulement immoral, mais fondamentalement vicié. Tout d'abord, les expulsions massives obligatoires sont, à juste titre mis hors la loi par la convention de 1951 des Nations Unies sur les réfugiés. Ce traité a été signé et promu par l'UE. L'article 19 de la propre charte des droits fondamentaux de l'Union européenne précise que " les expulsions collectives sont interdites ". L'ONU a déjà confirmé que les retours de masse ne seraient pas conformes au droit international.¹⁴¹ En plus, les pays qui ont refusé la relocation comme la Hongrie accepteraient-ils la réinstallation du HCR via la Turquie sachant que la réinstallation est une compétence purement nationale ? *« Chaque pays peut décider de ne pas participer à ce programme. La réinstallation de réfugiés vers l'UE ne se fait en principe que sur une base volontaire et prend du temps. Chaque État membre décide du quota et des critères, et libre à lui d'y participer ou non. En 2015, 7.000 réfugiés ont été réinstallés par des pays européens. La Hongrie et l'Autriche ont déjà dit non... On peut regretter de la part de certains pays, notamment de Visegrad. »*¹⁴²

Le côté éthique de cet accord a été souvent remis en cause. L'Union européenne a été construite sur la base d'une communauté de valeurs partagées sur les principes de liberté, de démocratie, les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la primauté de la loi. Toutes ces valeurs sont inscrites dans la Charte des droits fondamentaux de l'Europe. Mais au contraire de ces valeurs de l'UE n'a pas pu jouer un rôle actif concernant la résolution de la crise humanitaire. L'UE a fait cette crise un sujet de marchandage politique pour échapper à ses responsabilités. L'UE a choisi de négocier, de donner des concessions à la Turquie ce qui est impensable avant cette crise. Toutefois, les organisations des droits de l'homme sont critiqué cet accord, en disant que les expulsions automatiques sont

¹⁴¹ Guy Verhofstadt, **This Turkish deal is illegal and betrays Europe's values**, The Guardian, 10.03.2016, <http://www.theguardian.com/commentisfree/2016/mar/10/refugee-crisis-turkey-deal-europe-values>, Date d'accès: le 25 avril 2016

¹⁴² Gaëlle Smet, "Union européenne-Turquie: un bon accord?", **Les Analyses du Centre Jean Gol**, Mars 2016, p.6.

illégales, et que la Turquie ne sont pas un «pays sûr» pour expédier les demandeurs d'asile. L'UE a critiqué sévèrement la démocratie en Turquie surtout depuis 2002, la violation des droits de l'homme, l'économie flagrant de la Turquie. Compte tenu de la situation des droits humains en Turquie et la détérioration brutale répression de son gouvernement sur la presse, les concessions données à la Turquie ne sont pas conformes aux valeurs européennes. La Turquie, elle seule, ne peut pas résoudre cette crise énorme. Seulement une approche fondée sur la solidarité et de l'humanité peut faire cela. En outre l'Europe doit fixer des limites claires à ses concessions. La diplomatie peut négocier de l'argent mais jamais les valeurs. Sinon, l'hypocrisie dominerait la politique de l'UE qui causerait la diminution de la confiance envers l'UE. L'accord de réadmission est un document important pour la crise migratoire et l'avenir du système Schengen. Cela pourra apporter des nouvelles crises et signifier la fin de la libre circulation en Europe. La seconde possibilité est le non application de l'accord quand la Turquie perd la chance de libre voyage en Europe. Le processus devient assez compliqué. Le temps nous montrera si l'UE réussira transformer la Turquie, la Turquie causera une séparation entre l'UE et ses valeurs ou l'accord avec la Turquie sera inefficace et inapplicable. Quel que soit le résultat, il est clair que l'UE et le système Schengen perdront le prestige.

C) Un autre dilemme : Sauver l'espace Schengen ou Sauver l'UE ?

L'espace Schengen sans passeport est confronté le plus grand test de son existence de deux décennies. La Suède a ré- imposé des contrôles sur les visiteurs de passage du Danemark dans ce qui avait été l'un des plus frontières ouvertes dans le monde. Quelques heures après les mesures sont entrées en vigueur, le Danemark a annoncé qu'il allait frapper de nouveaux contrôles sur sa propre frontière avec l'Allemagne, tandis que Berlin a averti que la zone 26 - nation de voyage sans passeport était maintenant « en danger».¹⁴³ Six pays Schengen - Autriche, Allemagne, France, Suède, Danemark et non - membre de l'UE - Norvège ont réintroduit des contrôles aux frontières pour faire face à un afflux sans précédent de réfugiés et migrants en provenance des zones de conflit , y compris la Syrie et l'Afghanistan .

¹⁴³ Leo Cendrowicz, **The end of Schengen? Restrictions by Denmark and Sweden are 'threatening Europe's passport-free zone'**, *Indépendant*, 04.01.2016, <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/the-end-of-schengen-restrictions-by-denmark-and-sweden-are-threatening-europes-passport-free-zone-a6796696.html> Date d'accès: le 11 mars 2016.

La crise migratoire a causé les critiques sévères envers le système Schengen. Les critiques ont souligné un gros défaut: la liberté de circulation dans l'espace Schengen ne fonctionne que si les frontières extérieures communes sont fortifiées. Avec beaucoup de pays de première ligne tels que la Grèce connaît déjà des crises, la tâche de renforcer les frontières extérieures est devenue encore plus difficile. Les enjeux ont été soulevés après un suspect terroriste lourdement armé a été appréhendé à bord d'un train circulant entre trois pays Schengen. La facilité avec laquelle il avait déménagé dans la région a incité certains à se référer à la politique d'ouverture des frontières de l'Europe comme un paradis pour les terroristes. La demande pour la révision du système pendant les deux crises précédente transformait en demande pour la fin de Schengen et la sécurisation des frontières. Donald Tusk a averti l'UE en disant que si la communauté internationale n'a pas réussi de résoudre la crise migratoire, il ne sera pas possible de voyager sans passeport à l'espace Schengen.¹⁴⁴ En plus, Sarkozy a avoué que le système Schengen est mort à cause de la crise migratoire.¹⁴⁵ C'est facile à dire, cependant la fin de Schengen a des conséquences dangereuses pour l'UE.

La résiliation de l'accord de Schengen serait un événement unique dans l'histoire de l'Europe d'après-guerre. La suspension temporaire ou permanente de Schengen serait la régression notable de l'UE et effacerait l'un des acquis fondamental de ses acquis. Pour le premier temps dans le processus d'intégration européenne, un pilier central du processus d'intégration européenne aurait le risque de disparaître sans être remplacé. Une communauté qui a essayé d'avancer depuis sa création, régresserait.

La suspension de Schengen ne signifie pas seulement la fin de libre circulation. La réintroduction des contrôles des frontières menace aussi l'avenir de l'union douanière. Donc la fin de Schengen pourrait être la fin de prospérité en Europe. La perte de la mobilité de main d'œuvre, la diminution de revenu du tourisme, la difficulté de l'entrée de l'investissement étrangère. Pensons à la

¹⁴⁴«Avrupa Birliği Konseyi Başkanı Donald Tusk, sığınmacı krizinin çözülmemesi durumunda Schengen Anlaşması'nın çökebileceği uyarısında bulundu», Bloomberg, 19.01.2016, <http://www.bloomberght.com/haberler/haber/1848948-tusk-uyardi-schengen-cokebilir/> Date d'accès: le 20 mars 2016.

¹⁴⁵«Schengen est mort» selon Sarkozy, Le Figaro, 06.01.2016, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/01/06/97001-20160106FILWWW00406-schengen-est-mort-selon-sarkozy.php> Date d'accès: le 10 février 2016.

dimension commerciale : De nombreux camions sont en circulation en Europe. Plus de 18 millions de camions entrent en Allemagne chaque année. L'introduction de contrôles à la frontière allemande aurait des conséquences importantes pour les processus commerciaux et la production industrielle. Selon les calculs, la perte attendue de la croissance en Allemagne seule, représenter au moins 77 milliards € d'ici l'an 2025. Selon les hypothèses les plus pessimistes, les coûts macroéconomiques pourraient ajouter jusqu'à 235 milliards €. D'autres pays de l'UE comme la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la Pologne seraient également fortement affectées par une suspension de l'accord de Schengen. En 2025, la performance économique cumulée de l'ensemble de l'UE se situerait entre près de 500 milliards € et environ 1,4 € trillions plus faible que dans le cas d'ouverture des frontières intérieures de l'UE.¹⁴⁶ Des calculs montrent que l'impact ne serait pas se limiter à l'Europe. En raison de fermer la diminution commerciales, la Chine et les États-Unis seraient sensiblement affectés par les contrôles aux frontières au sein de l'UE. Toutefois, il est difficile d'estimer les coûts car il existe aussi l'effet de la longévité d'attente à la frontière. Le système Schengen a apparu suite aux manifestations des chauffeurs des camions à cause de durée d'attentes à la frontière. Si l'Europe optent pour retourner au point zéro, l'ampleur des manifestations seront aggravée en 2016 où les gens peut facilement s'organiser grâce à la technologie de communication. La réintroduction des contrôles aux frontières aurait également des conséquences pour le tourisme. Pour les citoyens de l'UE, il y aurait la perte effective du temps à cause des contrôles aux frontières. Cela conduirait à une baisse des voyages de courte durée et des visites de jour. La perte de valeur résultant entraînerait vraisemblablement une diminution sensible du nombre de visiteurs, en particulier pour les endroits à proximité des frontières. Le transport serait aussi influencé par la suspension de Schengen. Sans l'accord de Schengen, il y aurait peu de sens dans les projets d'infrastructure de transport transfrontalier tels que la Magistrale pour l'Europe (réseau transeuropéen de transport -RTE-T- Project 17), dont l'objectif est la mise en place d'un axe ferroviaire à grande vitesse entre Paris et Budapest / Bratislava. Les représentants des opérateurs du secteur de transport

¹⁴⁶ Michael Böhmer, Jan Limbers, Ante Pivac, Heidrun Weinelt, "Departure from the Schengen Agreement Macroeconomic impacts on Germany and the countries of the European Union", **GED Study**, Bertelsman Stiftung, Gütersloh, 2015, p.15.

européen doute que le service ferroviaire international serait difficile, dans cette mesure, sans la liberté de mouvement de l'accord de Schengen.¹⁴⁷

Malgré tous ces défauts, la réintroduction de contrôles serait insuffisante pour résoudre la crise migratoire. Le chef économiste européen Karen Ward de HSBC et son équipe ont fait valoir dans une note récente aux clients qu'ils ne sont pas exactement vendus sur l'idée de suspendre l'accord de Schengen, car il n'aiderait pas aux réfugiés ou à l'économie de l'UE. « *Le rétablissement des frontières nationales ne résoudrait pas le problème à notre avis. En effet, il serait peut-être la route vers le pire résultat possible dans lequel un grand nombre de migrants arriveraient toujours, mais ils ne seraient pas en mesure de voyager à l'endroit où leur chance d'emploi serait le plus grand et ils seraient contraints de vivre «underground» sans aucune possibilité d'intégrer officiellement sur les marchés de la société et du travail.* »¹⁴⁸

A côté de désavantages économiques, il y a des effets sociaux de la suspension de Schengen. Pour certains Schengen est symbolique des avantages de l'Europe. Selon les recherches d'Eurobaromètre la libre circulation des personnes est la première réalisation concrète la plus appréciée de l'UE par les citoyens européens.¹⁴⁹ Depuis 2013, la libre circulation est au premier rang dans la classification de résultats les plus positives de l'Union européenne. En plus, le pourcentage des citoyens qui soutient la libre circulation a augmenté entre 2014 et 2015.¹⁵⁰ Donc la libre circulation de personnes, des biens et des services est une réalisation qui approfondit l'intégration et le sentiment d'être «européen». Les jeunes d'aujourd'hui sont nés dans un continent sans frontières, où il était possible de voyager, de travailler et d'aimer bien au-delà des frontières nationales ont la difficulté de comprendre un monde avec les contrôles frontières. L'adoption à ce système serait la problématique pour les jeunes européens. Le travail dans un autre pays ou de courts trajets commerciaux vers les pays voisins dans les régions frontalières

¹⁴⁷ *Ibid*, p.13.

¹⁴⁸ Elena Holodny, "One potential response to Europe's refugee crisis could lead to 'the worst possible outcome'", **Business Insider**, 02.03.2016, <http://www.businessinsider.com/end-of-schengen-could-be-terrible-for-eu-economy-2016-3>

¹⁴⁹ L'Opinion Publique dans l'Union européenne, Eurobaromètre Standard 83, Printemps 2015, TNS opinion & social, p.32.

¹⁵⁰ Voir annexes, no: 8, La libre circulation des personnes est l'acquis le plus positif selon les citoyens de l'UE.,.

européennes sont difficiles à imaginer dans le cas de réintroduire de manière permanente des contrôles aux frontières. Les échanges culturels, les mouvements transfrontaliers et les expériences transfrontalières diminueraient. Il est impossible de mettre un chiffre sur les coûts sociaux et politiques de mettre fin à l'accord de Schengen. L'abolition ou la suspension temporaire du système Schengen signifieraient la perte de la plus grande acquis de l'UE. Cela pourraient diminuer la confiance et la croyance des citoyens européens envers l'UE qui perdrait sa dimension sociale et se transformeraient en communauté économique. De ce fait, le système Schengen se trouve au cœur du projet européen.

Au niveau politique, la fin de Schengen serait une victoire concrète des conservateurs et des nationalistes contre les libéraux. Les promoteurs des sociétés nationales fermées commenceraient à parler avec la voix plus haute que les libéraux favorables à un système ouvert. Déjà, en France, Les Républicains et le Front national évoquent une sortie de Schengen, mais aucun des deux partis n'a communiqué sur son financement si un tel scénario se produisait.¹⁵¹ L'un des conséquences de la crise migratoire est le gain de puissance de nationalisme au sein de l'Europe ce qui pourra devenir un cauchemar politique pour le système Schengen et l'avenir de l'UE à long terme.

Il faut bien déterminer à quoi ressemblerait l'UE sans Schengen. On n'a pas la chance de sauver l'UE en suspendant le Schengen. Le système Schengen est essentiel en Europe comme la zone d'euro. L'UE perdrait son efficacité sans le système Schengen et inviterait des nouvelles crises. Au lieu de suspendre Schengen qui est une décision assez radicale, l'UE cherche des nouvelles solutions pour reformer le système Schengen. Toutes ces tentatives de réformes consistent à l'augmentation de la sécurité de libre circulation. Parmi ces propositions, la proposition de créer « mini-Schengen » est la plus intéressante. Ce serait une version considérablement réduite de la zone sans passeport, qui compte actuellement 26 membres Le gouvernement néerlandais étudie la possibilité de développer une zone de frontière ouverte plus petite composée des Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et l'Autriche. Plusieurs pays paient une plus grande facture de la crise

¹⁵¹ Amandine Réaux, "Pourquoi les accords de Schengen sont-ils remis en cause ?", Le Monde, 16.06.2015, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/06/16/pourquoi-les-accords-schengen-sont-ils-remis-en-cause_4655302_4355770.html

des migrants comme ils accueillent les migrants. Ce sont la Suède, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et les Pays-Bas. *Nous sommes dans la même situation, voilà pourquoi nous voulons travailler plus étroitement ensemble " a déclaré Dijsselbloem, qui est le ministre des Finances des Pays-Bas, dans un entretien avec le journal belge L'Echo.* Cette « mini- Schengen " zone serait de travailler ensemble et de contrôler ses frontières extérieures plus attentivement. L'objectif est d'imposer de meilleurs contrôles sur les demandeurs d'asile à l'arrivée. Donc encore une fois, l'UE voudrait créer « les autres » au sein d'elle-même. Les nouvelles victimes seraient assez nombreuses comme le mini Schengen diminuerait 26 États membres à 5 États. Les exclus sont les pays d'Europe centrale, punis pour ne pas être prêt à déménager les migrants, ainsi que l'Italie et la Grèce, qui sont considérés comme « coupable » pour faire trop peu pour garder leurs frontières. Il a été largement rapporté que Berlin était en faveur de l'idée, dans un peu plus grand format, y compris la France.

Jusqu'à présent, plusieurs solutions ont été mises sur la table pour sauver l'espace Schengen : un mini - Schengen, la fermeture temporaire des frontières, la proposition des frontières intelligentes, etc. L'UE n'a pas révélé un plan pour rétablir Schengen à la fin de 2016. Le top de cela, l'UE et la Turquie ont convenu de mesures pour apaiser la route des Balkans et de rediriger les immigrés en situation irrégulière de la Grèce à la Turquie. Pourtant, une solution commune à long terme dépendra de la façon dont les Européens et les politiciens vont concevoir l'UE à l'avenir : un retour à remplir des nations souveraines ou une Europe plus intégrée ? Comme Jean Monnet écrit dans ses mémoires : *« L'Europe sera forgée dans les crises, et sera la somme des solutions adoptées pour les crises »*¹⁵²

¹⁵² Jean Monnet, **Mémoire**, Paris, Fayard, 1988, p.76.

CONCLUSION

Le système Schengen est une réalisation symbolique de l'intégration européenne. Commencant dans le cadre intergouvernemental en 1985, le système Schengen devient l'acquis communautaire avec le Traité d'Amsterdam en 1999. Les pays se sont engagés à abolir leurs frontières intérieures et cela permet de voyager, travailler, vivre et investir pour leurs ressortissants à travers les frontières intérieures sans les contrôles frontaliers. Ainsi l'une des quatre libertés fondamentales de l'UE a été réalisée grâce au système Schengen. L'espace Schengen est composé de 26 Etats membres, y compris aussi les membres non - UE, comme l'Islande ou la Norvège. Il est devenu l'une des caractéristiques connues à l'échelle mondiale de l'Union européenne à travers le monde.

La zone sans passeport est à la fois un symbole important de l'intégration et de la liberté en Europe et une aubaine pour son économie. Cependant, le cadre juridique du système Schengen est controversé. L'Accord de Schengen et la Convention d'application de l'Accord de Schengen reflètent un dilemme importante: Le but de ces documents juridiques est d'assurer la liberté de circulation mais en effet plusieurs articles sont liés à la sécurité. De ce fait, leurs contenus sont assez controversées ce qui diminue la capacité de la résistance de Schengen aux crises. Les problèmes liés à la rédaction de documents fondamentaux du système Schengen causent une pratique désordonnée. La liberté fondamentale de l'UE devient la victime de l'obsession sécuritaire des États membres. Les crises successives secouent le système Schengen qui n'est pas puissant sur le papier et en pratique.

La crise des réfugiés n'est pas la première crise rencontrée dans l'espace Schengen. Mais les expériences des crises antérieures n'aident pas à la résolution de cette crise de grande envergure, car l'UE n'a pas pu adopter des solutions adéquates pendant les deux crises antérieures : la crise franco italienne et la crise des pays sûres ont causé l'augmentation des tensions, la création de la polarisation au sein de l'UE.

De ce fait, l'UE a perdu son habitude d'être uni en face de crises. Les échecs des crises antérieures ont influencés les attitudes de l'UE pendant la catastrophe migratoire car l'UE n'a pas pu apprendre de ces erreurs antérieures. Comme d'habitude, l'UE a choisi d'accuser certains États membres comme le responsable de la crise sans s'attaquer à la source des problèmes. Ensuite, l'UE a opté pour les méthodes primitives qui ne peuvent pas être le remède de nouveaux afflux migratoires. La construction des murs, la fermeture des frontières, la définition des seuils, la discrimination sur la base de la religion ou de la construction d'un mini-Schengen endommagent la cohésion et le prestige de l'UE. Toutes ces propositions causent exclusion de certains États membres au sein de l'UE.

Premièrement l'UE doit dire moins faire plus. Il n'y a pas d'autre choix d'être uni et d'accepter les institutions comme le guide pour la résolution de la crise. Plus concrètement, la Méditerranée doit être contrôlée. L'UE a fait une grande faute en remplaçant Mare Nostrum avec Triton qui est une opération de taille réduite. La mise en œuvre d'une opération de recherche et de sauvetage plus adéquate est urgente et nécessaire. En plus, l'UE doit comprendre qu'un pays simple ne peut résoudre la crise des réfugiés. Ni l'Allemagne ni la Turquie n'a pas la capacité de régler la crise de cette crise de grande envergure. L'Accord de réadmission entre la Turquie et l'UE possède plusieurs risques. Il faut mettre en place une solution multilatérale. Ensuite, L'Europe a besoin de sécuriser les frontières extérieures, un effort qui comprend un renforcement significatif du mandat de Frontex dans le court terme. Seules les frontières extérieures sûres peuvent garantir la liberté dans l'espace Schengen. Il faut accroître le soutien aux pays voisins de l'UE afin d'effacer les besoins de leurs citoyens à émigrer pour des raisons économiques. Il faut aussi investir les États frontaliers qui souffrent de pression migratoire. L'UE doit améliorer les conditions de vie dans les centres de réfugiés en Turquie et en Europe. L'aide directe aux réfugiés est importante pour améliorer leurs conditions. L'objectif devrait être la création, la défense et l'expansion progressive des « zones de sécurité » dans lesquelles les Syriens peuvent trouver protection. L'Europe a besoin d'établir des lois d'asile européennes avec des règles clairement définies et le niveau d'assistance pour soutenir ceux qui ont besoin de l'aide.

Aucune proposition n'est parfaite car l'UE a essayé de trouver des solutions pratiques au lieu de mettre en œuvre des plans bien négociés et bien coordonnés. Il n'y a pas de solution miracle autre que de coller aux règles auxquelles les pays européens ont déjà accepté. Seulement un processus systématique et méthodologique peut régler la catastrophe humaine. Mais l'UE a choisi de sauver le jour en avançant trop rapidement par tâtonnement.

Le système Schengen n'est pas responsable de toutes ces crises. Les réglementations et les décisions inévitables de l'UE qui créent des "autres" au sein de la communauté empêchent la résolution des problèmes. La crise des pays sûrs causent la diminution de confiance de la Bulgarie et la Roumanie envers l'UE. La crise des migrants tunisiens augmente la tension entre la France et l'Italie. Autrement dit, il existe une forte polarisation au sein de l'UE. La domination de certains États membres au sein de l'UE comme l'Allemagne et le Royaume Uni cause la formation des autres groupes contre ces États moteurs. L'Union ne réussit pas à être unie. L'absence de multilatéralisme, les décisions politiques unilatérales font l'UE comme un bateau qui cherche sa direction. Justement, l'UE accuse successivement la Grèce, la Turquie et le système Schengen pour s'échapper de la responsabilité. Il y a des crises qui ne peuvent pas être résolues, seulement survécu - et la crise des réfugiés est l'un d'entre eux. Donc les problèmes structurels de l'UE (manque de cohérence, absence de multilatéralisme, polarisation) empêchent l'UE de donner une réaction convenable aux crises. Cela est important pour l'avenir de l'UE. Cette dernière s'attaquait à la politique économique et monétaire pendant la crise de la zone d'euro, est en train de s'attaquer au système de Schengen pour résoudre la crise migratoire. Ces réactions identiques causent la mort lente et douloureuse de l'UE. Comment l'UE pense-t-elle de rester en vie en détruisant son essence, sa raison d'être et ses acquis ?

BIBLIOGRAPHIE

Documents et Rapports:

- Accord de Schengen, Schengen, 14 Juin 1985.
- Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la suppression graduelle des contrôles à la frontière franco-allemand, Sarrebruck, Journal officiel n° L 239 du 22/09/2000, 13 Juillet 1984.
- Accord entre l'Union européenne et la République de Turquie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulière, Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne, L 134/3, 7.5.2014.
- Amnesty International, **Des vies à la dérive. Réfugiés et migrants en péril en Méditerranée**, EUR 05/007/2014, 2014.
- Amnesty International, **“Hayatta Kalma Mücadelesi: Türkiye’deki Suriye’den Gelen Mülteciler”**, 20 Kasım 2014, Index number: EUR 44/017/2014.
- Amnesty International, **“L’Heure des Choix”, Union Européenne: Frontières Mortelles**, 2014.
- Commission européenne, **La Commission propose une meilleure gestion des migrations vers l’Union européenne, Portail européen sur l’intégration**, 04.05.2011.
- Commission européenne, **Gestion De la Crise Des Réfugiés: Plan d’Action Commun UE-Turquie: Rapport de Mise en oeuvre**, 2015.
- Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernement des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, 19 juin 1990, Journal officiel n° L 239 du 22/09/2000.
- Data Protection Secretary, Joint Supervisory Authority, **The Schengen Information System A Guide for exercising the right of Access**, 13 October 2009.
- Directorate General for External Policies Policy Department, **Migrant in the Mediterranean: Protecting Human Rights**, European Parliament, October 2015, PE 535.005.

- Dublin III Regulation, Regulation (EC) No. 604/2013 of 26 June 2013 (recast Dublin II Regulation), 26 June 2013.
- European Commission, **EU-Turkey Joint Action Plan**, 15.10.2015.
- European Council on Refugees and Exiles, **Five years on Europe is Still Ignoring Its Responsibilities Towards Iraqi Refugees**, March 2008, AD1/03/2008/ext/ADC.
- European Refugee Hold, **European Comparative Report, Dublin II Regulation Lives on Hold**, February 2013
- Fratzke Susan, **Not Adding Up: The Fading Promise of Europe's Dublin System**, Brussels, Migration Poliy Institute, 2015.
- Jesuit Refugee Service-Europe, **Safe and Secure: How do Refugees Experience Europe's Borders? Modern challenges to protection and the 1951 Refugee Convention**, Décembre 2011.
- OECD, **Perspectives des migrations internationales**, Rapport 2009, SOPEMI, Paris, 2009.
- L'Opinion Publique dans l'Union européenne, **Eurobaromètre Standard 59**, TNS opinion & social, Spring 2003.
- L'Opinion Publique dans l'Union européenne, **Eurobaromètre Standard 83**, TNS opinion & social, Printemps 2015.
- UNICEF, **Les Enfants et la Migration Etat des lieux sur la crise syrienne, l'aide humanitaire et les droits des enfants migrants et réfugiés**, 2015.
- UNHCR, **Le Rapport de Réunion Consultative, Difficultés rencontrées par les jeunes réfugiés et demandeurs d'asile concernant l'accès aux droits sociaux et leur intégration durant leur passage à l'âge adulte**, Centre européen de la jeunesse, Strasbourg, 17-18 novembre 2011.
- UNHCR, **Méditerranée: nouvelle opération de sauvetage d'un bateau transportant des centaines de réfugiés à bord**, , 29.07.2015,
- UNHCR, **Turkey: Regional Response Plan**, 2014.
- Uenuma Francine, **Thousands of Vulnerable Unaccompanied Children Arriving on Mediterranean Rescue Boats**, Save the Children, 9 June 2015.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, **World Population Ageing**, New York, 2015 (ST/ESA/SER.A/390).
- United Nations, **Population Division, Replacement Migration: Is It a solution to Declining and Aging Population?**, New York: United Nations Population Division, ESA/P/WP:160, 2000.
- Statistique Publique, **Les Demandes d'asile**, Direction Générale des Etrangers en France, 2016

Ouvrages:

- ALİGİSAKİS Maximos (éd), **L'Europe face à l'Autre: politiques migratoires et intégration européenne**, Institut européen de l'Université de Genève, 2003.
- BİGO Didier et GUILD Elspeth (éd.), **Controlling Frontiers: Free Movement into and within Europe**, Burlington, Ashgate, 2005.
- BRANDY Hugo, **Saving Schengen How to protect passport-free travel in Europe**, Centre for European Reform, London, 2012.
- CASTELLS Manuel, **Communication power**, New York, Oxford University Press, 2009.
- ERDOĞAN M.Murat, **Türkiye'deki Suriyeliler Toplumsal Kabul ve Uyum**, İstanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2015.
- GORNY Agata et RUSPINI Paolo (éd.), **Migration in the New Europe**, Palgrave, New York, 2004
- KOSTAKOPOULOU Theodora, **Citizenship, identity and immigration in the European Union Between past and future**, New York, Manchester University Press, 2001.
- LEQUESNE Christian, **La France dans la nouvelle Europe**, Paris, Presse de Science Po (P.F.N.S.P.), « Nouveaux Débats », 2008.
- MUNSTER Rens Van, **Securitizing Immigration-The Politics of risk in the EU**, London, Palgrave, 2009.
- MAILLARD Jacques de et SUREL Yves (éd.), **Politiques publiques 3 Les politiques publiques sous Sarkozy**, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2012.

Articles:

- AYBEY Ali, "Turkey and the European Union Relations: A Historical Assessment", **Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi**, Cilt:4, No:1 (Güz: 2004), pp.19-38.
- BEAUVEAU Georges "De Schengen à Schengen: le prix de la sécurité", **Outre-Terre**, 2004/2 (no 7), pp.101-104.
- BERTONCINI Yves, "Comité européen d'orientation 2011 de Notre Europe - Eléments de synthèse", **Notre Europe**, Décembre 2011, pp.1-12.
- BROUWER Evelien, "The Other Side of Moon The Schengen Information System and Human Rights: A Task for National Courts", **CEPS Working Document**, No.288, 2008, pp.1-17.
- CHISLETT William, "Turkey's 10 years of EU accession negotiations: no end in sight", 14/2015, Elcano Royal Institute, 5 October 2015, pp.1-29.

- CHOCHÉYRAS Luc, “La Convention d'application de l'Accord de Schengen”, **Annuaire français de droit international**, Volume 37, 1991, pp.808-818.
- CARRERA Sergio and HERTOOG Leonhard den, “Whose Mare? Rule of law challenges in the field of European border surveillance in the Mediterranean”, **Liberty and Security in Europe**, CEPS, No. 79/ January 2015, pp.1-28.
- CRESCERI Pierre-Vincent, LEROUX Jean-Baptiste, “Les plis de la frontière. entretien avec Enrica Rigo”, **Vacarme**, 2005/3 (n° 32), pp.94-97.
- ELİTOK Seçil Paçacı, “A Step Backward For Turkey? The Readmission Aggrement anf The Hope of Visa Free Europe”, **IPC Mercator Policy Brief**, December 2015, pp. 1-6.
- ELMAS Fatma Yılmaz, “Schengen Sarsılırken Günah Keçisi Yunanistan”, **Analist**, Mart 2016, pp.12-14.
- ELMAN Pınar, “The EU-Turkey Deal on Refugees: How to Move Forward”, Policy Paper, **The polish Institute of International Affairs**, No. 3 (144), January 2016, pp. 1-5.
- ERCAN Murat, “Türk Kamuoyu AB’ye Nasıl Bakıyor?” , **Bilecik Üniversitesi Avrupa Birliği Anketi**, Vol. 36 Issue 1, 2012, pp.199-220.
- ERDOĞAN M. Murat, “Syrians in Turkey: Social Acceptance and Integration Research,” **Hacettepe University Migration and Politics Research Centre**, 31 December 2014, pp.1-86.
- FAVELL Adrian, “Migration et Libre Circulation dans la Construction de l’Europe”, **Politique européenne**, 2010/2, pp.33-67.
- ITRAND Caroline, PERROUTY Pierre Arnaud, “La diversité des camps étrangers en Europe: présentation de la carte des camps de Migreurop”, **Cultures et Conflits**, 2005, pp.71-90.
- KORINMAN Michel, “L'Union et son double”, **Outre-Terre**, 2014/4 (N° 41), pp.8-35.
- LENART Joanna, “Fortress Europe: Compliance of the Dublin II Regulation with the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms”, **Utrecht Journal Of International and European Law**, Merkourios 2012 – Volume 28/Issue 75, pp.4-19.
- LEJOUR Arjan M. and MOOIJ Ruud A. de, “Turkish Delight: Does Turkey’s Accession to the EU Bring Economic Benefits?”, **Kyklos**, Vol. 58 – 2005 – No. 1, pp.87-120.
- LOUETTE Jean Sébastien, “Les Etats du Benelux et la France face aux accords de Schengen”, **Centre de recherche et d’information socio-politique (CRISP)**, 1998/1-2 (N° 1586-1587), pp.1-52.

- PONOMAREVA Olena, “Les expériences migratoires des nouveaux États membres de l'Union européenne. Le cas des immigrations polonaises et roumaines en Italie, du point de vue de la construction d'une identité sociale européenne”, **L'Europe en Formation**, 2012/4 (n° 366), pp.117-134.
- PLANZER Simon, “Data Protection in The Schengen Information System”, Researchgate, 2008, pp.344-358.
- RODIER Claire, “Les camps d'étrangers, nouvel outil de la politique migratoire de l'Europe”, **Mouvements**, 2003/5 (no:30), pp.102-107.
- SMET Gaëlle, “Union européenne-Turquie: un bon accord?”, **Les Analyses du Centre Jean Gol**, Mars 2016, pp.1-6.
- VASILESCU Mircea, “Revenir sur Schengen, c'est tuer l'idée européenne”, **Courrier International Hebdo**, N° 1071, 16 Mai 2011, pp.20-24.
- VIPREY Mouna, “Immigration choisie, immigration subie: du discours à la réalité”, **La Revue de l'Ires**, 2010/1 (n° 64), pp. 149-169.
- WEBER Serge, “D'un rideau de fer à l'autre: Schengen et la discrimination dans l'accès à la mobilité migratoire”, **Géocarrefour**, Vol. 84/3, 2009, pp.163-171.

Sources électroniques:

- www.aljazeera.com
- www.bbc.co.uk
- www.bloomberght.com
- www.dailymail.co.uk
- www.destatis.de/EN
- www.diplomatie.gouv.fr
- www.euroviews.eu
- www.migrantreport.org/
- www.news.com.au
- www.nouvelle-europe.eu
- tempsreel.nouvelobs.com
- www.unhcr.fr

Journaux:

- Financial Times
- Independant
- International Herald Tribune
- Hürriyet

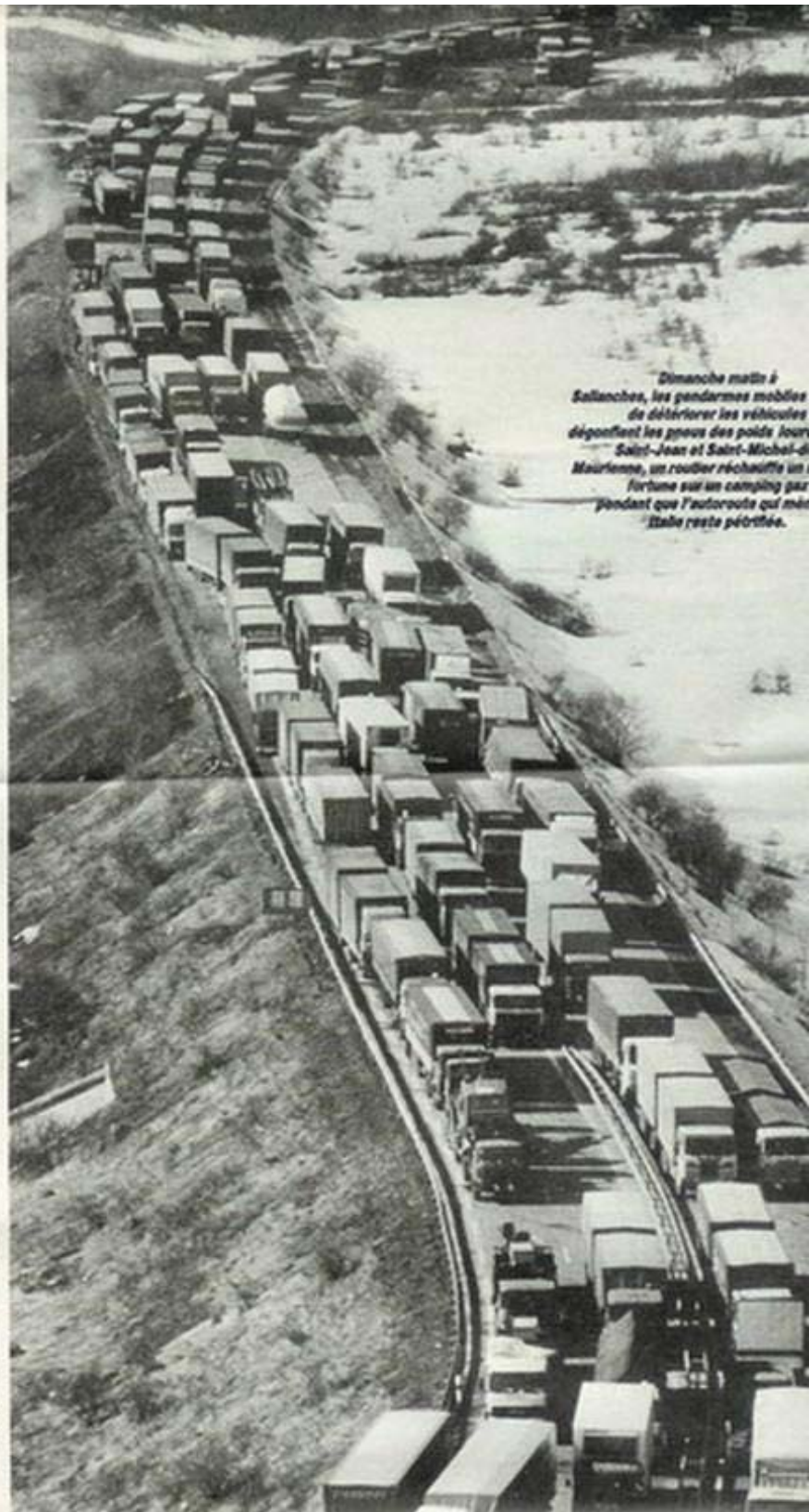
- La Depeche Français
- Le Figaro
- Le Monde
- New York Times
- Spiegel Online International
- Russia Today
- The Economist
- The Guardian
- The Wall Street Journal



ANNEXES

Près de la frontière, le flot pétrifié des camions piégés par la douane

L'autoroute saturée de poids lourds qui mène au tunnel de Fréjus est frappée de paralysie. Des chauffeurs de tous les pays d'Europe font l'union sacrée sur le dos des douaniers accusés d'abus de pouvoir et de racket. « Pour nous, l'Europe ne sera une réalité que quand nous n'aurons plus à subir d'in-vraisemblables formalités douanières à chaque frontière ». Beaucoup affirment que, pour éviter les brimades ruineuses des gardes-frontière, ils doivent régulièrement leur faire cadeau d'« échantillons » prélevés sur leurs chargements. De nombreux chauffeurs bloqués depuis dix jours n'ont plus d'argent et les réservoirs des camions sont souvent vides. Hantés par la peur du gel et pour réchauffer les cabines alors que la température descend sous moins 15 degrés la nuit, ils ont parfois brûlé jusqu'à la dernière goutte de gazoil. Peine perdue, puisque, faute de carburant, les moteurs et les freins ont fini par geler. Ailleurs, leurs collègues, qui ont établi des bouchons volontaires, accusent les gendarmes mobiles d'avoir détérioré leurs camions en les déplaçant et en dégonflant leurs pneus afin de les empêcher d'aller se regrouper ailleurs. A la suite d'un affrontement sur la RN 205, près de Cluses, Jean-Claude Mermet, patron d'une entreprise locale de transports, désespéré par la tournure que prennent les événements, a arrosé un de ses camions d'essence et l'a incendié. Malgré les appels des dirigeants syndicaux, il s'est prononcé contre la fin du mouvement. Et il est devenu le héros des irréductibles.



Dimanche matin à Sallanches, les gendarmes mobiles de déteriorer les véhicules dégonflent les pneus des poids lourds Saint-Jean et Saint-Michel-Maurienne, un routier réchauffe un furtive sur un camping gaz pendant que l'autoroute qui mène l'Italie reste pétrifiée.

1. Avant l'Accord de Schengen, des autoroutes sont souvent bloqués à cause de procédures longues de contrôles frontaliers.

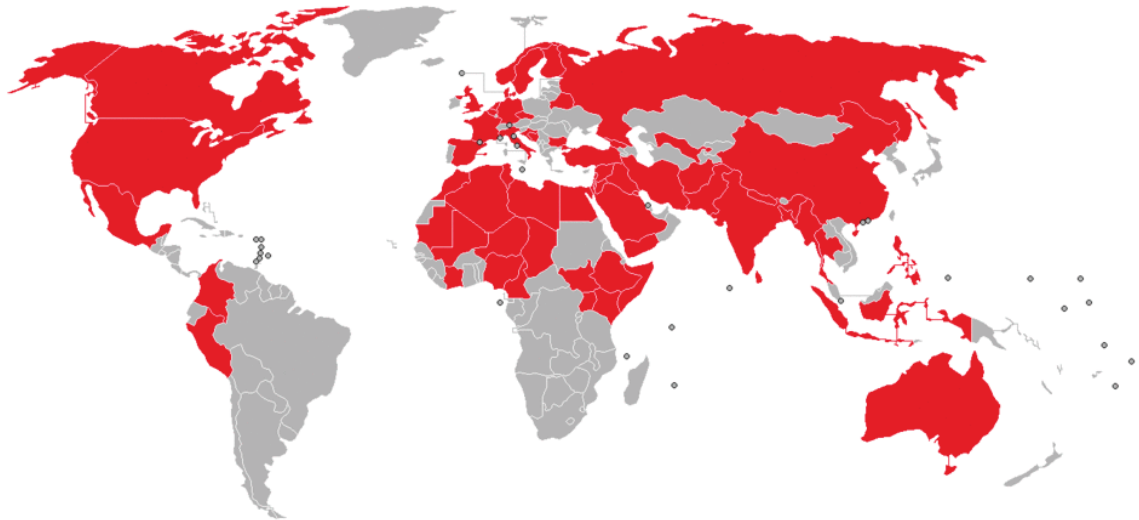
Date	Lieu	Explication
24 Octobre 1990	Irlande du Nord	l'IRA force un civil employé par l'armée britannique à déposer une bombe à un barrage de l'armée à la frontière avec la République d'Irlande, 5 morts.
8 Décembre 1990	Espagne	attentat d'ETA à Barcelone contre une fourgonnette de policiers assurant la sécurité d'un match de football, 6 morts.
19 Avril 1991	Grèce	un attentat commis par des palestiniens fait 7 morts
29 Mai 1991	Espagne	un attentat d'ETA contre une caserne de Vich tue 9 personnes
8 Janvier 1992	Irlande du Nord	attentat de l'IRA contre un car d'ouvriers, 8 tués
10 Avril 1992	Royaume Uni	attentat à la voiture piégée (1 t d'explosifs) de l'IRA provisoire à la City de Londres, 3 morts et 90 blessés
23 Mai 1992	Italie	Une bombe de 500 kg placée sous une autoroute à Capaci près de Palerme explose au passage de la voiture du juge anti-mafia Giovanni Falcone, le tuant ainsi que 4 autres personnes
19 Juillet 1992	Italie	Un attentat à la voiture piégée à Palerme tue 6 personnes, dont le juge anti-mafia Paolo Borsellino
20 Mars 1993	Royaume Uni	Attentats de Warrington par l'IRA provisoire, 2 enfants morts et 56 blessés
24 Avril 1993	Royaume Uni	Attentat à la voiture piégée (1 t d'explosifs) de l'IRA provisoire à la City de Londres, 1 mort et 47 blessés
27 Juillet 1993	Italie	Attentats mafieux contre la Galerie des Offices à Florence et le musée d'Art

		contemporain de Milan, 10 morts
21 Juin 1993	Espagne	double attentat d'ETA à Madrid, 7 morts.
23 Octobre 1993	Irlande du Nord	attentat de l'IRA dans une rue commerçante de Belfast, 10 morts et 50 blessés
24 Décembre 1994	France	Vol 8969 Air France, après deux jours de prise d'otage d'un vol d'Air France Alger-Paris par des membres du GIA algérien, assaut du GIGN à l'aéroport de Marignane, 3 morts (plus les 4 preneurs d'otages)
25 Juillet 1995	France	Attentat à la station Saint-Michel, 8 décès et 117 blessés
11 Décembre 1995	Espagne	une voiture piégée d'ETA au passage d'un bus militaire à Madrid fait 6 morts
3 Décembre 1996	France	Attentat du RER B à Port-Royal, une bombe placée à la station Port-Royal dans le RER à Paris fait 4 morts et 170 blessés
19 Avril 2000	France	Attentat à Quévert (Côtes-d'Armor) contre un McDonald's, attribué à des indépendantistes bretons, 1 mort
7 Juillet 2005	Royaume Uni	Série de quatre attentats dans les transports en commun de Londres revendiqués par un groupuscule affilié à Al-Qaïda : 56 morts et 700 blessés
30 Décembre 2006	Espagne	attentat à la voiture piégée à l'aéroport Barajas de Madrid faisant 2 morts et 19 blessés, perpétré par le groupe terroriste basque ETA
6 Décembre 2007	France	l'explosion d'un colis piégé visant un cabinet d'avocats, 52 boulevard de Malesherbes à Paris, fait 1 mort et 5 blessés
22 Mars 2012	France	Tueries à Toulouse et Montauban, l'islamiste Mohammed Merah tue 7 personnes, parmi lesquels 3

		militaires, puis 3 enfants et 1 adulte devant une école juive.
19 Mai 2012	Italie	L'explosion d'une bombe devant un lycée de Brindisi fait 1 mort et 6 blessés.
7-9 Janvier 2015	France	Quatre attentats terroristes font 17 morts et 21 blessés dont 3 des forces de l'ordre ; les 3 terroristes ont été abattus. Les terroristes se sont revendiqués de AQPA et de l'État islamique. (7 Janvier: Attentat contre Charlie Hebdo)
26 Juin 2015	France	Attentat de Saint-Quentin-Fallavier, 1 mort, 2 blessés.
13 Novembre 2015	France	De multiples fusillades et attentats-suicides à Paris et à Saint-Denis font 130 morts 595 et un peu plus de 400 blessés. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier perpétré en France depuis la Seconde Guerre mondiale.
22 Mars 2016	Belgique	Deux explosions à l'aéroport international de Bruxelles et une explosion dans la station de métro Maalbeek entraînant 35 morts et plus de 300 blessés.

2. La liste des attentats en Europe depuis 1990.

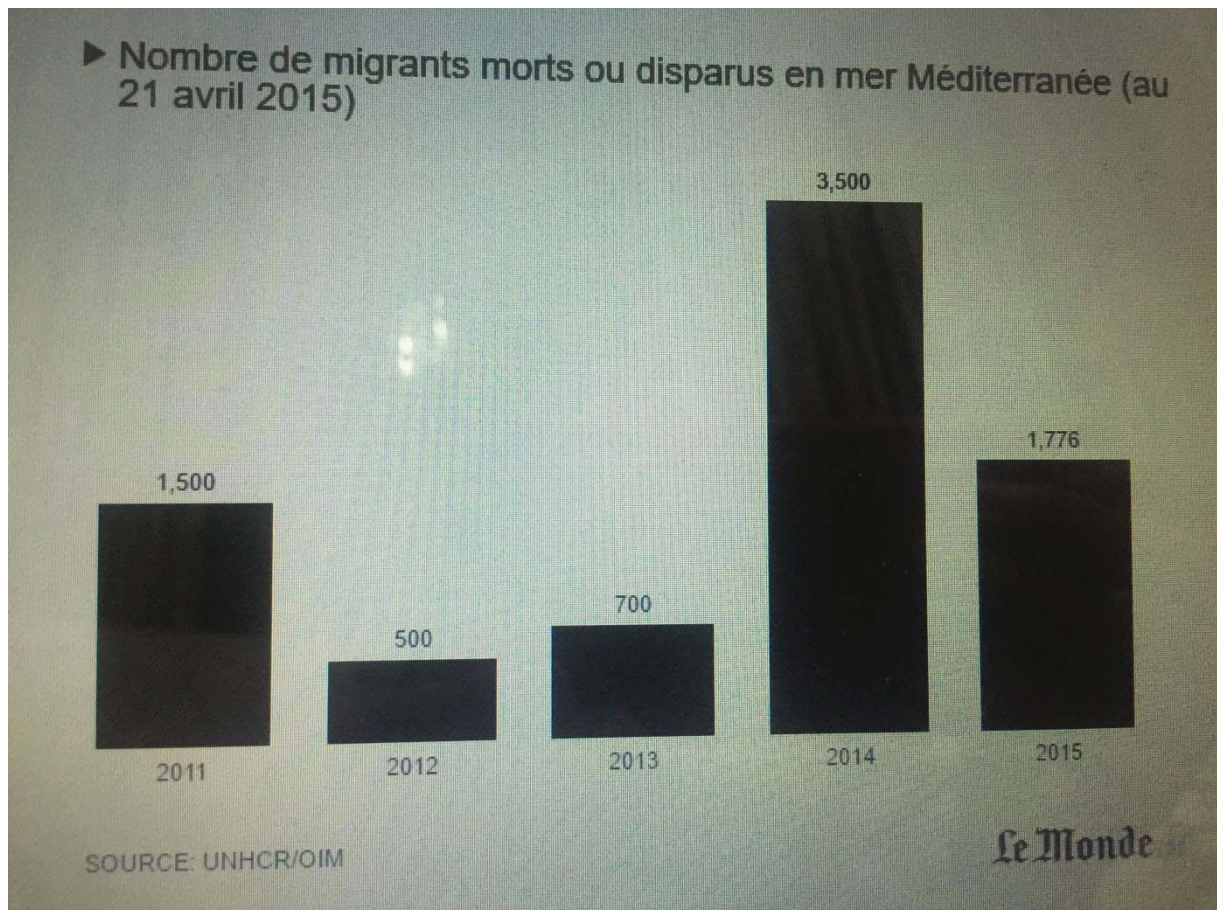
(Source: https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_d%27attentats_meurtriers)



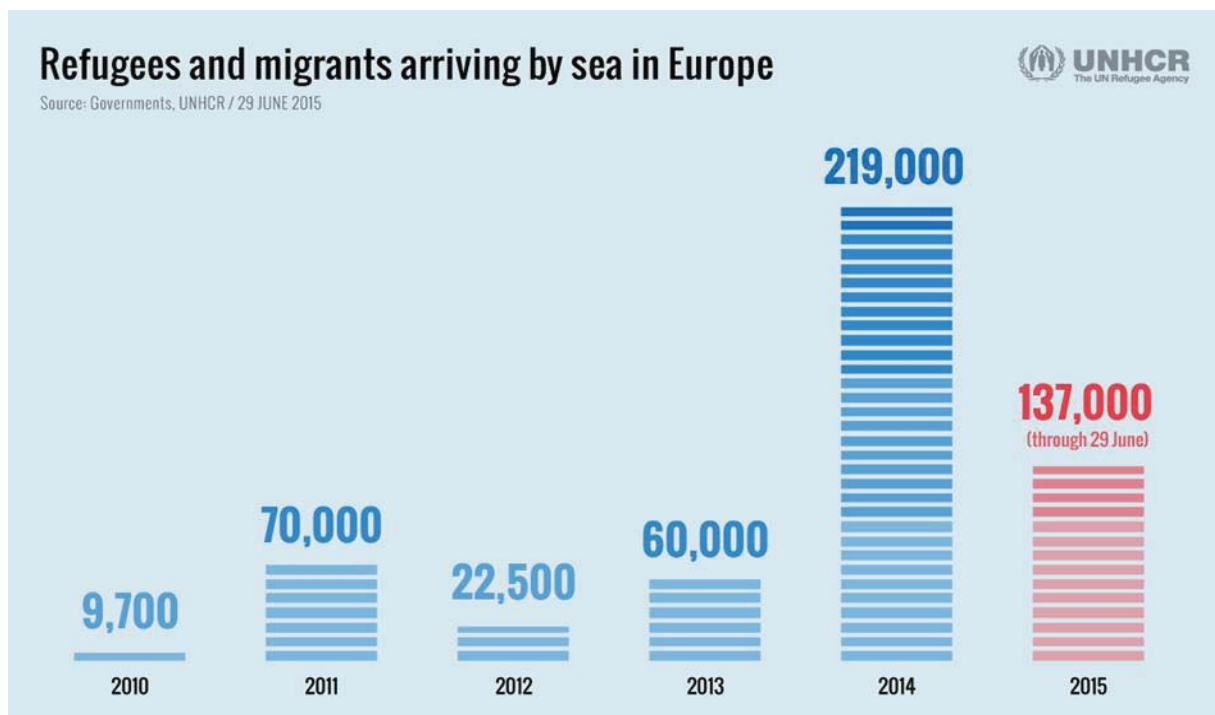
3. Pays (en rouge) victimes d'au moins une attaque terroriste meurtrière sur leur sol au 21ème siècle



3.1) La Route migratoire et les obstacles contre les migrants



4) En 2014, la Méditerranée devient la voie la plus meurtrière du monde selon les données d'OIM.



4) Les réfugiés et les migrants qui arrivent en Europe par la mer

	« MARE NOSTRUM »	« TRITON »
 QUAND ?	D'OCTOBRE 2013 À OCTOBRE 2014	À PARTIR DE NOVEMBRE 2014
 QUOI ?	SAUVETAGE	SURVEILLANCE
 COMBIEN ?	9 MILLIONS D'EUROS PAR MOIS	3 MILLIONS D'EUROS PAR MOIS
 QUI ?	MARINE ITALIENNE	FRONTEX
 OÙ ?	JUSQU'AUX CÔTES LIBYENNES	EAUX TERRITORIALES EUROPÉENNES

	MARE NOSTRUM dispositif mis en place quotidiennement en 2013-2014	TRITON dispositif actuel
VAISSEAU AMPHIBIE	1 	0 
FRÉGATES	1 ou 2  	0 
NAVIRES PATROUILLEURS EN HAUTE MER	2 (+2 gardes-côtes)    	1 
NAVIRES PATROUILLEURS CÔTIERS	0 (+6 gardes-côtes)      	6      

5) la comparaison des équipements de deux opérations de sauvetage.



6) La violence des polices contre les réfugiés

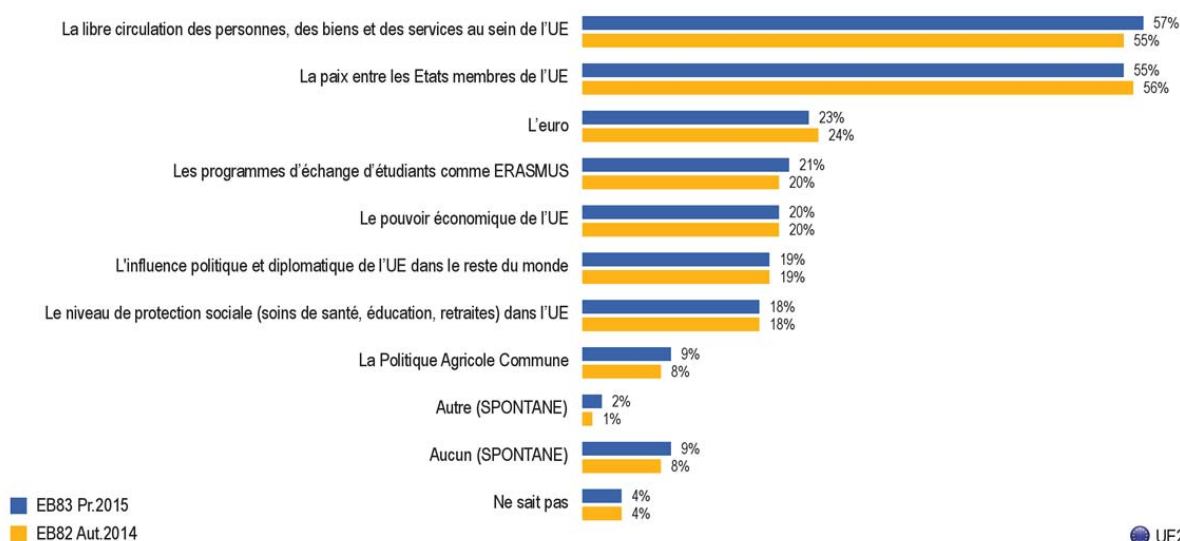


(Mama Merkel Help Us)



7) Angela Merkel devient l'héroïne des réfugiés syriens sur le chemin de l'Europe

QD3T. Parmi les suivants, quel est, selon vous, le résultat de l'UE le plus positif ? Premièrement ? Et ensuite ?



8) La libre circulation des personnes est l'acquis le plus positif selon les citoyens de l'UE.



9) Les réfugiés ne veulent pas retourner en Turquie.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite: Galatasaray Üniversitesi
Enstitü: Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı: Nazlı Ecem TÜYSÜZ
Tez Başlığı: Yeni göç dalgaları karşısında Avrupa Birliği içinde Schengen sistemi ile ilgili tartışmalar (Les débats relatifs au système de Schengen au sein de l'Union européenne face aux nouvelles vagues migratoires)
Savunma Tarihi: 21.06.2016
Danışmanı: Prof. Dr. Ercüment TEZCAN

JÜRİ ÜYELERİ

Ünvanı, Adı, Soyadı

İmza

Prof. Dr. Ercüment TEZCAN



Doç. Dr. Selcan SERDAROĞLU POLATAY



Doç. Dr. Sevgi İNECİ



Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK

